

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CRÉATION D'UN SYNDICAT INDÉPENDANT EN ÉGYPTÉ :
RÉPERTOIRES, INTERMÉDIATIONS ET
PROCESSUS DE MOBILISATION

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
JEAN LACHAPELLE

FÉVRIER 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens premièrement à remercier mon superviseur Victor Armony pour son soutien tout au long de ce mémoire.

J'aimerais également remercier le Fonds de la Recherche pour la Société et la Culture de m'avoir offert une bourse de maîtrise qui m'a permis de mener à terme ce projet de mémoire. Je souhaite également remercier le Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ) du Caire de m'avoir accueilli durant mon séjour en Égypte.

Les discussions que j'ai eues avec les chercheurs et anciens du CEDEJ m'ont été particulièrement utiles pour cette recherche. Je tiens notamment à remercier Marie Duboc, qui a bien voulu partager avec moi son expertise du mouvement ouvrier égyptien, ainsi que Marie Vannetzel, à qui je dois l'idée de travailler sur le Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier. De plus, j'aimerais remercier Gehan Shaheen qui m'a transmis son enthousiasme envers le mouvement syndical égyptien et qui m'a beaucoup aidé par ses conseils.

Je tiens également à remercier les participants à cette recherche pour leur ouverture et leur patience. Apprendre leur histoire fut pour moi une expérience humaine et intellectuelle des plus enrichissantes.

À Montréal, je souhaite remercier mes amis Xavier Leroux et Rodney St-Éloi, qui ont eu l'amabilité de lire et de commenter certains chapitres de ce mémoire.

Finalement, je tiens à remercier mes parents, Michel et Andrée, mon frère Philippe, ainsi que Laurence, pour leur appui inébranlable et la confiance qu'ils m'ont accordée au cours des dernières années. Cette recherche n'aurait pas été possible sans eux.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
1.1 Un syndicat indépendant en Égypte.....	2
1.2 L'expérience du pluralisme.....	3
1.3 Contributions théoriques	5
1.4 Approche empirique.....	7
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	10
2.1 La théorie des mouvements sociaux : étude de la mobilisation en contexte démocratique.....	11
2.2 La politique du conflit : élargissement du champ d'application de la théorie des mouvements sociaux	16
2.3 Vers une conception dynamique de la mobilisation	18
2.4 Une épistémologie relationnelle : les mécanismes et les processus du conflit ..	23
2.5 Méthodologie	26
2.5.1 Biais potentiels liés à la méthodologie	28
CHAPITRE III	
DÉFINIR LE CONTEXTE : LE CORPORATISME EN ÉGYPTES	31
3.1 Autoritarisme : l'exception«arabe».....	32
3.2 Le corporatisme.....	35
3.3 Définition de l'autoritarisme	37
3.3.1 Corporatisme et autoritarisme en Amérique latine.....	39
3.4 Corporatisme en Égypte : la Confédération des syndicats.....	41
3.5 La Confédération aujourd'hui : approfondissement du corporatisme.....	43

3.6	Autoritarisme en mouvement : la théorie des mouvements sociaux pour une compréhension dynamique du corporatisme	46
-----	---	----

CHAPITRE IV

GRÈVES DES EMPLOYÉS DE L'IMPÔT FONCIER : CHANGEMENT D'ÉCHELLE.....	48
--	----

4.1	Dix septembre 2007 : une manifestation à Giza	48
4.2	Prolégomènes du conflit : décentralisation de l'impôt foncier	51
4.2.1	Les comités syndicaux locaux	53
4.3	Processus du conflit : le changement d'échelle.....	54
4.3.1	Diffusion du conflit à Daqahliya : diffusion directe.....	56
4.3.2	Diffusion du conflit à Beni Suef : intermédiation	57
4.3	Processus du conflit : le changement d'échelle.....	54
4.4	Rôle des médias pour le changement d'échelle	60

CHAPITRE V

PROCESSUS IDENTITAIRES LORS DE LA MOBILISATION		62
5.1	Constitution de l'acteur : le Haut comité pour la grève	62
5.2	Activation de frontières : occupation des locaux de la Confédération des syndicats	65
5.3	Mise en scène publique de soi : occupation de la rue Hussein Higazi.....	68
5.3.1	Légitimité et prudence : médias indépendants et médias du gouvernement.....	69
5.3.2	Unité, détermination : l'impôt foncier représente le peuple	72
5.3.3	Mise en scène de la démocratie	74
5.3.4	Règlement du conflit.....	75
5.3.5	L'identité empêche une démobilisation trop rapide	76

CHAPITRE VI

CRÉATION DU SYNDICAT INDÉPENDANT DES EMPLOYÉS DE L'IMPÔT FONCIER.....	78
6.1 Certification d'autorités extérieures : l'Organisation Internationale du Travail et la Confédération des Syndicats Internationaux	80
6.2 Dépôt de la demande d'accréditation : rôle des observateurs étrangers	81

6.3	Création de la Caisse de protection sociale, reconnaissance de la part du ministre des Finances.....	83
6.4	Les risques de l'internationalisation : délégitimisation.....	84
6.5	Contre-attaque de la Confédération	86
	CONCLUSION	88
	APPENDICE A	
	ENTRETIENS ET OBSERVATION	95
	APPENDICE B	
	ARTICLES DE PRESSE	97
	APPENDICE C	
	LISTE DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES	102
	APPENDICE D	
	ARTICLES DE LA CONVENTION SUR LA LIBERTÉ SYNDICALE ET LA PROTECTION DU DROIT SYNDICAL, 1948 (N° 87)	104
	BIBLIOGRAPHIE	109

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1	Changement d'échelle 55
5.1	Pancarte arborant la croix et le croissant imbriqués..... 73
D.1	Occupation de la rue Hussein Higazi en décembre 2007 105
D.2	Kemal Abu 'Aita lors de la manifestation du 3 avril 2010 pour l'augmentation du salaire minimum, rue Hussein Higazi 105
D.3	Page 2 du décret ministériel 425 de 2009 106
D.3	Correction du décret 425 de 2009 107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
A.1 Entretien avec des employés de l'impôt foncier	94
A.2 Autres entretiens.....	95
A.3 Observation	105

RÉSUMÉ

La loi égyptienne oblige les syndicats à adhérer à une centrale unique, la Confédération des syndicats égyptiens. Ce système d'unicité syndicale a historiquement joué un rôle important pour la perpétuation de l'autoritarisme égyptien. Récemment, il a été publiquement remis en cause avec la création d'un premier syndicat indépendant de la Confédération, le Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier.

S'appuyant sur une douzaine d'entretiens réalisés en arabe ainsi que sur une revue exhaustive de la presse égyptienne, ce mémoire étudie les facteurs ayant permis l'émergence d'un syndicalisme indépendant dans le contexte autoritaire égyptien. Il explique, par le biais de la théorie des mouvements sociaux, comment les employés de l'impôt foncier sont parvenus à fonder un premier syndicat « libre » dans un contexte de fermeture quasi-totale des institutions.

Le travail empirique de ce mémoire est présenté en deux parties. La première partie (chapitres IV et V) retrace les principaux événements de la grève des employés de l'impôt foncier en 2007 et analyse les dynamiques propres à la constitution d'une organisation informelle en contexte autoritaire. Cette première partie souligne l'importance de la dimension identitaire de la mobilisation ainsi que le rôle des médias indépendants pour la mise en contact des militants. La deuxième partie du mémoire (Chapitre VI) se penche sur les tentatives d'institutionnalisation du syndicat et met en évidence le rôle des pressions internationales ainsi que l'existence de conflits au sein du régime pour la création du syndicat.

Sur le plan théorique, ce mémoire propose une réflexion sur la valeur scientifique des explications en termes de « structures d'opportunités » pour l'étude de la mobilisation populaire. Nous sommes d'avis que les explications en terme de « structures », si elles sont très répandues dans le champ de l'étude des mouvements sociaux, n'en demeurent pas moins d'un potentiel explicatif limité. L'étude de cas présentée dans ce mémoire laisse en effet supposer que l'étude des mouvements sociaux gagnerait à s'appuyer davantage sur des analyses détaillées des mécanismes et des processus de la mobilisation que sur des explications structurelles.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

Le sujet de la société civile dans le monde arabe a été l'objet d'une littérature abondante de la part de nombreux chercheurs et journalistes, qui ont dépeint la « rue arabe » comme soit irrationnelle, soit apathique. Selon ces analystes, les sociétés arabes souffriraient d'une incapacité à formuler un projet politique cohérent : elles seraient incapable d'influencer les institutions comme le font les sociétés civiles d'autres pays.¹

Cette théorie de l'inactivité de la société civile des pays arabes semble peu appropriée pour décrire l'Égypte aujourd'hui. Depuis 2004, en effet, on estime à plus de 1 700 000 le nombre de travailleurs égyptiens ayant participé à une activité de protestation.² Ces revendications sont pour la plupart de nature économique : les manifestants demandent, en général, des hausses des salaires dans un contexte d'inflation. Mais certaines de ces protestations ont posé des revendications plus substantielles, telles la liberté syndicale ou le droit à la liberté d'association en Égypte.

1. Cette critique de la manière dont la rue arabe est souvent représentée est de A. BAYAT, « The "Street" and the Politics of Dissent in the Arab World », *Middle East Report* (2003).

2. Ces données ont été compilées par Marie Duboc, doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales EHESS et chercheuse au Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ) du Caire, à partir des sources *Markaz al-'Ard li-Huquq al-Insan, Silsilat al-huquq al-iqtisadiyya wa'l-ijtima'iyya*, no. 34 (juillet 2004) ; no. 35 (février 2005) ; no. 39 (août 2005) ; no. 42 (janvier 2006) ; no. 49 (juillet 2006) ; no. 54 (février 2007) ; no. 56 (juillet 2007) ; no. 58 (février 2008) ; no. 65 (mars 2009), www.lchr-eg.org. Les résultats de cette étude sont publiés dans Joel BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, Washington : Solidarity Center, AFL-CIO, 2010, p. 16

Un groupe de travailleurs, en particulier, ont revendiqué le droit pour les travailleurs de créer leur propre fédération syndicale libre de l'influence du régime. Ce mémoire raconte leur histoire.

1.1 Un syndicat indépendant en Égypte

Dans quelle mesure, dans un État autoritaire, la mobilisation populaire est-elle un facteur effectif de changement ? Comment un mouvement de protestation peut-il prendre forme malgré les obstacles de la répression et du contrôle des organisations de la société civile par le pouvoir ? Comment ce mouvement peut-il réussir, en retour, à modifier les institutions et à transformer la nature du rapport liant l'État à la société ?

L'Égypte est un pays autoritaire où l'activité de la société civile est sévèrement limitée. L'activité syndicale, entre autres, y est fortement contrôlée. La loi oblige les syndicats à être affiliés à une confédération unique, la Confédération des syndicats égyptiens (*al-ittihad al-'amm li-niqabat 'ummal misr*, aujourd'hui composée de 24 fédérations syndicales) dont la proximité avec le pouvoir limite la liberté d'action. En effet, la totalité des membres du conseil exécutif de la Confédération sont également membres du Parti national démocratique, le parti au pouvoir. De plus, le Ministère de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration dispose du droit de déterminer les règles des élections syndicales. Le Ministère fait un usage extensif de cette prérogative pour s'assurer la fidélité des dirigeants syndicaux. Ainsi, lors des élections syndicales couvrant la période de 2006 à 2011, 12 000 candidats potentiels furent écartés. Le droit de recourir à la grève, bien qu'il ait été accordé en 2003 par le biais du nouveau Code unifié du travail, demeure inapplicable. Pour être considérée comme légale, toute action de grève doit préalablement être approuvée par les syndicats officiels. Ainsi les grèves sont rejetées dans la quasi-totalité des cas. Par conséquent, la grève est toujours considérée comme illégale.

Le 21 avril 2009, une délégation d'employés de l'impôt foncier s'est réunie devant le Ministère de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration pour y déposer une demande visant à créer un syndicat indépendant de la Confédération des syndicats égyptiens. Les documents déposés au Ministère incluaient les signatures d'adhésion de 30 000 des 47 000 employés de l'impôt foncier. La ministre 'A'isha 'Abd Al-Hadi accepta les

documents et n'opposa pas d'objection à la création du syndicat au cours de la période de 30 jours que lui accorde la loi pour manifester son refus. De ce fait, la ministre entérinait la création du premier syndicat indépendant d'Égypte.

1.2 L'expérience du pluralisme

La création d'un syndicat indépendant succédait à un épisode important de mobilisation de la part des employés de l'impôt foncier. En décembre 2007, plus de 5 000 fonctionnaires occupèrent la rue Hussein Higazi, devant le Conseil des ministres au centre-ville du Caire. Pendant dix jours, ils demandèrent leur transfert administratif au Ministère des Finances et des augmentations de salaire. Un véritable campement fut établi. Des tentes furent installées pour préparer la nourriture, alors que les manifestants, qui avaient apporté des couvertures, dormaient sur les trottoirs. Certains manifestants firent venir leurs familles pour camper avec eux dans la rue. Dans un même temps, le travail continuait d'être interrompu dans les différentes succursales de l'impôt foncier, en raison de la grève générale déclenchée précédemment en octobre. Au terme du conflit, ces fonctionnaires obtinrent des augmentations de leurs primes, équivalant à une augmentation de salaire de 325 %, ainsi que le transfert administratif au Ministère des Finances.³

3. L'Administration de l'Impôt foncier (*maslahat al-dara'ib al-'aqqariya*) est l'un des quatre organes administratifs du système égyptien de taxation. Les autres organes sont l'Administration de l'Impôt général (*maslahat al-dara'ib al-'amma*, qui collecte l'impôt sur le revenu et les droits de timbre), l'Administration des Douanes (*maslahat al-gamarik*) et l'Administration des Taxes sur les ventes (*maslahat al-dara'ib 'ala al-mabi'at*). Notons que ce que nous appelons dans ce mémoire l'impôt foncier (*al-dara'ib al-'aqqariya*) est en fait composé de trois taxes : une taxe foncière sur les terres agricoles (*al-dariba 'ala al-atyan*), un impôt immobilier (*dariba 'ala al-'aqqarat*) et une taxe sur les lieux de divertissements (*dariba 'ala al-malahi*).

Avant 2007, les employés de l'impôt foncier étaient les seuls fonctionnaires de l'impôt à ne pas être rattachés au Ministère des Finances. En effet, un décret ministériel de 1974 avait octroyé aux gouvernorats la prérogative de récolter eux-mêmes cet impôt (en 2007, l'Égypte était divisée en 26 gouvernorats, elle en compte aujourd'hui 29.). Après leur transfert administratif aux gouvernorats, ces fonctionnaires avaient suivi une échelle de salaires et de promotions différente de celle des employés du Ministère des Finances qui les désavantageait vis-à-vis de leurs collègues. Le salaire d'un employé de l'impôt foncier pouvait osciller en 200LE et 400LE, alors que celui des employés de l'Impôt général dépassait les 1 500LE. Cette disparité des salaires a poussé les employés de l'impôt foncier à sortir dans la rue pour manifester en 2007.

S'appuyant sur les réseaux qui avaient été créés lors de la grève, les employés de l'impôt foncier entreprirent par la suite de fonder un nouveau syndicat pour les représenter. Le Haut comité pour la grève, créé lors de la mobilisation, fut transformé en Syndicat « indépendant » des employés de l'impôt foncier (*al-niqaba al-'amma* « *al-mustaqilla* » *lil-'amilin bil-dara'ib al-'aqqariya*). Comme c'est souvent le cas, la syndicalisation avait pour objectif de protéger les acquis obtenus lors de la grève. Mais dans ce cas précis, elle portait une signification beaucoup plus large. En créant un syndicat indépendant de la Confédération des syndicats égyptiens, les employés de l'impôt foncier venaient remettre en cause le corporatisme qui caractérise le rapport de l'État à la société civile depuis l'époque de Nasser (le concept de corporatisme sera défini dans le chapitre III).

La création d'un premier syndicat indépendant a suscité de nombreux espoirs, notamment chez ceux qui désirent voir l'Égypte s'engager sur la voie de la démocratisation.⁴ L'événement, en effet, rappelle un autre mouvement du même genre, apparu en Pologne en 1980 : le Syndicat Solidarité, premier syndicat indépendant du parti communiste, qui joua un rôle clef pour la démocratisation du pays. Le parallèle n'a pas échappé à certains observateurs, qui ont été tentés de voir dans l'apparition du nouveau syndicat le signe d'une détente démocratique longuement espérée. En effet, il semblerait que l'Égypte, aujourd'hui, rassemble les conditions de l'émergence d'un mouvement similaire. Par conséquent, notre recherche analysera les implications concrètes liées à l'apparition d'un premier syndicat indépendant en Égypte.

Quant à la grève des employés de l'impôt foncier, elle a été la plus importante mobilisation de fonctionnaires en Égypte. Elle constitue, à ce titre, un cas de figure intéressant pour l'étude de la mobilisation en contexte autoritaire. En effet, les employés de l'impôt foncier durent pallier non seulement l'absence d'une organisation prête à les soutenir, à les représenter et à coordonner leur action ; la Fédération des travailleurs des banques et des assurances (*al-niqaba al-'amma lil-'amilin bil-bunuk wa-l-ta'minat*), censée les représenter, s'était opposée au recours à la grève. Ils eurent également à surmonter l'obstacle de leur dispersion géographique ; l'impôt foncier

4. À titre d'exemple, on conseillera la lecture du blogue du journaliste égyptien Hossam Al-Hamalawy : arabawy.org/2008/08/15/towards_free_unions/

opère à travers plus de 140 succursales (*ma'muriya*) au niveau national.⁵ Or, dans les milieux où les travailleurs partagent un espace commun, dans les usines par exemple, l'organisation d'une action collective peut se faire par contact direct entre les ouvriers. Les employés de l'impôt foncier eurent, quant à eux, à créer une structure capable de coordonner les activités entre des succursales éparpillées dans toute l'Égypte. Puisque qu'ils ne pouvaient pas s'appuyer sur les ressources organisationnelles de leur syndicat, ils durent créer, en un temps très limité, une organisation capable d'entrer en contact avec les employés de tous les gouvernorats : le Haut comité pour la grève (*al-lagna al-'ulya lil-'idrāb*) servit de matrice à la création d'un nouveau syndicat.

1.3 Contributions théoriques

Ce mémoire est le premier compte rendu en langue française de l'expérience de syndicalisation des employés de l'impôt foncier. En arabe, le récit le plus complet des événements est celui de Gamal 'Awida, lui-même employé de l'impôt foncier (ce rapport est disponible en ligne).⁶ En anglais, un récit des événements apparaît dans un rapport sur le mouvement ouvrier égyptien écrit récemment par l'historien américain Joel Beinin.⁷

Outre l'intérêt historique de notre étude, celle-ci nous permet d'apporter deux contributions théoriques. La première à la théorie des mouvements sociaux et au champ de la Politique du conflit, tel que défini par McAdam, Tilly et Tarrow,⁸ et qui sera présenté dans le chapitre II. La deuxième à l'étude de l'autoritarisme égyptien. Dans un premier temps, nous souhaitons comprendre comment la mobilisation et

5. Le nombre de succursales de l'impôt foncier varie selon les gouvernorats. À titre indicatif, le gouvernorat de Giza compte 21 succursales. Le gouvernorat d'Assouan en compte 6. La liste des succursales est accessible en ligne (en arabe) sur le site de l'Administration de l'impôt foncier. www.rta.gov.eg.

6. Gamal 'AWIDA, *L'épopée de la grève des employés de l'impôt foncier (malhamat i'tisam muwazzafi al-dara'ib al-'aqqariya)*, le Caire : Centre d'Études Socialistes (Markaz al-dirasat al-ishtirakiya), 2008.

7. BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit.

8. Doug MCADAM, Sidney TARROW et Charles TILLY, *Dynamics of Contention*, 2^e éd., Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 387 p.

l'institutionnalisation (ici la syndicalisation) des mouvements de protestation s'effectue dans un régime autoritaire (la théorie des mouvements sociaux ayant principalement été utilisée dans les contextes démocratiques). Dans un deuxième temps, nous cherchons à comprendre la trajectoire récente de l'autoritarisme égyptien, en particulier le rapport qu'entretient le régime avec la société civile.

L'étude de cas que nous présentons, soit l'émergence du mouvement syndical dans une situation d'autoritarisme, sera analysée grâce à la théorie des mouvements sociaux, plus précisément par le biais de l'approche de la « Politique du conflit », telle que développée par Tilly, McAdam et Tarrow.⁹ Les principaux concepts que nous allons utiliser sont ceux de la structure d'opportunités, des structures de mobilisation, des mécanismes et des processus (une définition détaillée de chacun de ces concepts sera fournie au chapitre II). Ce cadre théorique permettra d'éclairer l'évolution récente de l'autoritarisme égyptien. Ainsi, il sera démontré que l'apparition d'un syndicat indépendant en Égypte s'explique en partie par l'apparition conjuguée d'un ensemble d'opportunités politiques dont se sont saisis les fonctionnaires de l'impôt foncier : l'existence de médias indépendants sympathiques à leurs causes la présence d'organisations internationales capables de soutenir le nouveau syndicat, en particulier l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la Confédération des Syndicats internationaux (CSI).

Nous désirons aussi à apporter une contribution à la théorie des mouvements sociaux. Cette dernière, en effet, a été peu utilisée pour étudier la mobilisation populaire dans les régimes autoritaires.¹⁰ Or, la grève des employés de l'impôt foncier présente un cas intéressant de mobilisation réussie dans un contexte de rareté des ressources organisationnelles. Nous verrons que dans un régime autoritaire (voir chapitre III), soit dans un contexte où l'État empêche que les organisations de la société civile deviennent des vecteurs pour la mobilisation, la construction de réseaux fondés sur des relations personnelles entre militants joue un rôle de premier plan. L'existence de ces

9. *Ibid.*

10. À l'exception notable de l'étude sur l'apparition du syndicat Solidarité en Pologne par Maryjane OSA, *Solidarity and Contention. Networks of Polish Opposition*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003, 240 p.

réseaux, en effet, permet de compenser la faiblesse des organisations. Nous verrons, par conséquent, l'importance de la dimension identitaire de la mobilisation pour l'analyse.

Enfin, nous souhaitons ouvrir une discussion sur la valeur explicative des raisonnements en termes de structures pour comprendre la mobilisation. En effet, les explications structurelles ont pris une place importante dans le champ des mouvements sociaux par le biais des concepts de structure d'opportunités politiques et de structures de mobilisation. Or, nous croyons que les types d'explications qui se bornent à identifier les conditions structurelles de l'apparition d'une mobilisation sont insuffisants. En effet, elles passent à côté du caractère nécessairement dynamique (mentionné au paragraphe précédent) de toute revendication. Selon nous, les structures ne sont pertinentes que si le chercheur démontre de manière précise comment elles influencent l'action. Dans ce mémoire, nous relèverons les éléments de structure des opportunités qui ont facilité la création d'un nouveau syndicat (médias indépendants, organisations internationales et divisions des élites), mais nous nous appliquerons à identifier précisément comment ces éléments de structures influencent l'action.

1.4 Approche empirique

En introduction d'un livre sur le corporatisme en Égypte, Robert Bianchi explique que le chercheur en sciences sociales aura du mal, dans ce pays, à retrouver les catégories avec lesquelles il a l'habitude de travailler : le public, le privé, le religieux et le séculier, ne suivent pas les lignes de démarcation habituelles.¹¹ L'apparition d'un mouvement de syndicalisation indépendant du régime porté par des fonctionnaires, représentants de l'État, ne semble par échapper à cette règle. Pour cette raison, une connaissance approfondie du terrain ainsi que la maîtrise de la langue arabe sont primordiales pour mener à terme une telle recherche. Cette étude a été rendue possible grâce à une analyse documentaire (revue de la presse égyptienne) et à une série d'entrevue conduites en arabe (la méthodologie employée sera exposée en détail dans

11. On notera par exemple la coexistence d'un Code civil d'inspiration républicaine et du Droit islamique. Robert BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, Oxford : Oxford University Press, 1989, p. 3.

le chapitre II).¹² Ce travail empirique a été réalisé lors d'un séjour en Égypte de janvier 2010 à avril 2010.

Ce mémoire se divise en sept chapitres, incluant l'introduction et la conclusion. Le chapitre II introduit la théorie de mouvements sociaux ainsi que la Politique du conflit. Premièrement, nous éclairerons le rapport entre mouvements sociaux et démocratie et, en lien avec notre objet de recherche, nous révélerons certaines des limites de la théorie pour étudier les contextes autoritaires. Ensuite, nous introduirons l'approche fondée sur les « mécanismes et processus » proposée par la Politique du conflit et nous démontrerons la pertinence de cette approche pour notre objet. Enfin, nous présenterons la méthode empirique qui fut utilisée pour mener à terme ce projet de recherche. La méthodologie employée consiste en la triangulation des informations obtenues à partir de deux types de matériau : des entretiens semi-dirigés conduits en arabe avec des employés de l'impôt foncier et une revue exhaustive de la presse égyptienne pour la période comprise entre septembre 2007 et avril 2009.

Dans le chapitre III, nous définirons le contexte institutionnel égyptien. Les concepts d'autoritarisme et de corporatisme seront introduits et une analyse du corporatisme égyptien sera présentée.

Les chapitres IV et V se concentreront sur l'épisode de la mobilisation, qui a débuté en septembre 2007 et qui s'est terminé en décembre 2007. Dans le chapitre IV, nous expliquerons comment les employés de l'impôt foncier parvinrent à créer une organisation capable de coordonner leur action malgré le refus de la part de leur syndicat de les soutenir. Une attention particulière sera portée au rôle des médias indépendants pour la diffusion des informations liées aux grèves, ainsi qu'au rôle joué par les « intermédiaires » (définis dans le chapitre II) pour la diffusion du conflit.

Dans le chapitre V, nous verrons que la mobilisation contribue à former une identité

12. Pour la transcription des noms arabes nous avons choisi d'omettre de spécifier les voyelles longues et les voyelles courtes, ainsi que la vocalisation finale des mots, afin de ne pas alourdir le texte. La lettre 'ayn s'écrit ' et le hamza s'écrit '. Quoiqu'incomplète, la typographie utilisée permet de reconnaître rapidement les mots pour quelqu'un qui maîtrise l'arabe. On notera, par contre, que certains noms arabes sont déjà passés au français, tels Nasser et Sadate. Ces noms seront écrits tels quels. Quant à la transcription des mots issus de l'arabe dialectal égyptien, ils ont été écrits phonétiquement afin de respecter la prononciation.

nouvelle. Nous verrons comment l'expérience de l'occupation de la rue Hussein Higazi, en décembre 2007, a contribué à la formation d'une identité partagée.

Dans le chapitre VI, nous analyserons l'épisode de la création du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier. Nous verrons que les syndicalistes ont pu profiter du soutien d'organisations internationales telles la CSI et l'OIT.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous présentons la théorie des mouvements sociaux. Nous introduisons les quatre concepts principaux de cette théorie, soit ceux de *structure d'opportunités politique*, de *structures de mobilisation*, de *cadres de l'expérience* et de *répertoires*. La discussion de ces concepts nous permettra de comprendre le lien qui existe entre mouvement social et démocratie.

Ensuite, nous verrons que la théorie des mouvements sociaux présente certaines lacunes, notamment pour le chercheur qui désire étudier la mobilisation en contexte autoritaire. Nous allons par conséquent présenter l'approche par *mécanismes* et *processus* de Tilly, McAdam et Tarrow,¹ de la théorie des mouvements sociaux, dont nous allons démontrer la pertinence pour notre objet de recherche.

Enfin, nous présenterons, en lien avec notre cadre théorique, la méthodologie qui fut utilisée pour mener à terme ce mémoire.

1. Charles TILLY et Sidney TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, 396 p.

2.1 La théorie des mouvements sociaux : étude de la mobilisation en contexte démocratique

La théorie des mouvements sociaux a principalement été construite pour étudier la mobilisation dans le cadre d'États démocratiques. Et pour cause : il existe historiquement un rapport intime entre l'émergence du mouvement social comme type de revendication et le développement de la démocratie occidentale. Les institutions de la démocratie occidentale se sont développées en parallèle du mouvement social. D'un côté, il les a façonnées. De l'autre, elles fournissent un cadre favorable à son émergence, cela en raison des garanties fournies par l'État démocratique pour la mobilisation.²

Dans une démocratie, en effet, les relations entre l'État et ses citoyens sont caractérisées par une consultation large (*broad*), égale (*equal*), protégée (*protected*) et obligatoire (*mutually binding*).³ Ces facteurs favorisent l'émergence du mouvement social comme type de protestation.

La participation politique large et relativement égale, [...] accompagnée de consultation sous forme d'élections, référendums, sondages, débats de presse, formation de groupes d'intérêts, [...] donne aux citoyens à la fois l'impulsion et les moyens de s'unir pour revendiquer ou se plaindre. L'ampleur et l'égalité de la participation et de la consultation, [...] couplées avec la protection contre l'arbitraire de l'État, [favorisent] l'activité politique de type mouvement social.⁴

Dans le langage de la théorie des mouvements sociaux, cette influence du contexte politique et institutionnel sur la mobilisation s'exprime par le concept de *structure d'opportunités politiques*. La *structure d'opportunités politiques* constitue l'un des quatre concepts clef de la théorie des mouvements sociaux. Les autres sont les *structures de*

2. Le mouvement social est défini de la manière suivante. "Le mouvement social associe : (1) une campagne durable de revendications ; (2) un ensemble de représentations publiques telles que cortèges, rassemblements, manifestations, création d'associations spécialisées, réunions, déclarations, pétitions, envois de lettres, lobbying ; (3) l'expression ostentatoire de la dignité, de l'unité, de la masse et de l'engagement par des moyens tels que le port de certaines couleurs, de badges ou d'insignes, le défilé discipliné, les slogans scandés en chœur et les rassemblements devant les bâtiments publics. Il puise ses forces dans (4) les organisations, réseaux, traditions et solidarités qui nourrissent toutes ces activités". *ibid.*, p. 27.

3. Charles TILLY, *Democracy*, New York : Cambridge University Press, 2007, p. 14.

4. TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, *op. cit.*, p. 119.

mobilisation (mobilizing structures), les cadres de l'expérience (interpretive frames) et les répertoires, que nous présentons ici.

La structure des opportunités « [...] pointe ce que la possibilité d'émergence d'une action protestataire doit, indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe concerné, aux évolutions conjoncturelles du système politique.⁵ » Ce concept fut initialement proposé pour pallier les insuffisances des approches centrées exclusivement sur la *mobilisation des ressources*. Les théories de la mobilisation des ressources, en effet, ne parvenaient pas à expliquer pourquoi certains mouvements disposant de peu de ressources réussissent, alors que d'autres, qui ont accès à beaucoup plus de ressources, échouent.⁶

La structure se compose des éléments suivants :

- [1] le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques ; [2] la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques ; [3] la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement considéré ; [4] l'existence de conflits et de divisions entre les élites.⁷

En général, on considère qu'à un type de régime correspond une structure particulière d'opportunités. La démocratie présente la structure d'opportunités la plus « ouverte ». Comme nous l'avons déjà mentionné, l'ouverture de la structure d'opportunités favorise l'émergence du mouvement social comme forme de protestation. En retour, une fermeture des opportunités peut favoriser d'autres types d'action.⁸

Les *structures de mobilisation* correspondent à l'ensemble des ressources organisationnelles permettant la coordination et la communication entre les militants : associations, syndicats, etc. En général, les structures de mobilisation et l'ouverture de la structure des opportunités politiques sont placées « en amont » de l'action collective.

5. Lilian MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique* 52.1 (2002), p. 77.

6. Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, 3^e éd., Paris : La Découverte, 2002, 125 p.

7. Sidney TARROW, *Power in Movement : Social Movements and Contentious Politics*. 2^e éd., Cambridge : Cambridge University Press, 1998, 271 p. Cité (et traduit) par MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *op. cit.*, p. 77.

8. Il a été noté, par exemple, que certains types d'actions, tel le coup d'État, ont davantage de chances d'être observés dans un régime de « fermeture » des opportunités.

Elles sont, ainsi, la plupart du temps, considérées les prérequis de l'émergence d'un mouvement social. Pour qu'un mouvement social émerge, il faut non seulement qu'une opportunité politique se présente, mais que les structures de mobilisation soient assez denses pour soutenir et coordonner l'action. Ainsi, la structure des opportunités politiques propose que le succès du mouvement social est lié à l'environnement social et politique dans lequel il évolue ; les structures de mobilisation soulignent, quant à elles, les capacités organisationnelles des militants eux-mêmes.

Dans les régimes démocratiques, ces conditions structurelles de l'apparition d'un mouvement social sont le plus souvent remplies. La structure des opportunités politiques est relativement ouverte (nous l'avons déjà mentionné), et les structures de mobilisation jouissent d'une certaine stabilité en vertu des lois qui garantissent la liberté d'association. Les organisations de la société civile ont le droit de récolter des fonds, d'attirer de nouveaux membres et d'entretenir des liens entre elles.

Le concept de *cadre de l'expérience* (*interpretive frame*) emprunté à Goffman met l'accent sur la dimension symbolique et cognitive de l'action collective.⁹ Les cadres de l'expérience correspondent à un ensemble de structures cognitives permettant « de localiser, de percevoir, d'identifier et de nommer [la réalité] ». ¹⁰ Autrement dit, un cadre :

[...] is a general, standardized, *predefined structure* (in the sense that it already belongs to the receiver's knowledge of the world) which allows recognition of the world, and guides perception . . . allowing him/her to build defined expectations about what is to happen, that is to make sense of his/her reality. ¹¹

Certains groupes qui subissent des injustices ne se mobilisent pas. D'autres se mobilisent pour des causes pour lesquelles ils ne peuvent espérer récolter aucun

9. Erving GOFFMAN, *Les cadres de l'expérience*, Paris : les Éditions de Minuit, 1991, 576 p.

10. Traduction libre. David A. SNOW, Burke E. ROCHFORD, Steven WORDEN et Robert BENFORD, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review* 51 (1986), p. 464 ; cité dans Donatella della PORTA et Mario DIANI, *Social Movements : An Introduction*, 2^e éd., Oxford : Blackwell Publishing, 2006, p. 74.

11. Paolo R. DONATI, « Political Discourse Analysis », *Studying Collective Action*, sous la dir. de M. Diani R. EYERMAN, Newbury Park/London : Sage, 1992, p. 141-142 ; cité dans PORTA et DIANI, *Social Movements : An Introduction*, op. cit., p. 74. Je souligne.

bénéfice. L'engagement ne peut être rapporté « à un sentiment de mécontentement (ou de frustration) [ou] à la visée d'un intérêt individuel ¹² ». En fait, il n'existe pas de corrélation directe entre la chance de voir émerger la mobilisation et le degré d'injustice subie ou même ressentie ; « pour un individu, la perception de sa propre situation comme malheureuse, ou la perception de l'ordre du monde comme injuste, ne suffisent pas à elles seules pour déclencher une révolte ¹³ ». L'injustice doit non seulement être perçue comme telle, elle doit aussi s'inscrire dans un discours qui ordonne et raconte le monde. Cette perception doit « [...] trouver un écho dans un collectif incarnant un degré supérieur de généralité, et, à ce titre, apte à leur conférer une forme de crédibilité ou de légitimité. ¹⁴ » Il en va de même pour toutes les causes pour lesquelles les gens se mobilisent : la dignité, les droits, la tradition, etc.

Pour que le mouvement social prenne forme, « l'alignement » des cadres de l'expérience doit se produire. L'alignement des cadres consiste en la « convergence des modèles d'interprétation de la réalité adoptés par les activistes du mouvement et ceux de la population qu'ils visent à mobiliser. ¹⁵ » Cet alignement se produit par la discussion entre les militants et la population. Ainsi, les dirigeants du mouvement doivent parfois modifier leur discours pour le rendre plus inclusif et s'attirer de nouveaux membres.

Encore une fois, on considère généralement que la démocratie fournit un environnement favorable à l'échange des idées et par conséquent à « l'alignement » des cadres d'interprétation. L'alignement des cadres suppose la communication et l'échange entre individus et par conséquent, l'existence d'un espace public, au sens d'Habermas, où puissent s'effectuer ces échanges. ¹⁶ Dans un régime autoritaire, où un tel espace public est inexistant, l'alignement des cadres doit passer par d'autres moyens, comme la distribution de tracts ou l'entretien de réseaux secrets. ¹⁷

12. MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *op. cit.*, p. 86.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. PORTA et DIANI, *Social Movements : An Introduction*, *op. cit.*, p. 87. Traduction libre.

16. Jürgen HABERMAS, *L'espace public*, Paris : Payot, 1988, 322 p.

17. Traduction libre Maryjane OSA, *Solidarity and Contention. Networks of Polish Opposition*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003, p. 17.

Le concept de *répertoire* s'apparente à celui du cadre d'interprétation, dans la mesure où il pointe la dimension symbolique de la revendication. Au coeur du concept de répertoire se trouve l'idée que parmi tous les types d'action imaginables (grève, organisation de marche, destruction de biens matériels, kidnapping, etc.), seulement quelques unes d'entre elles apparaîtront effectivement dans un contexte donné. Les porteurs de revendications ont tendance à s'en tenir à des scénarios éprouvés. Ils improvisent, mais à l'intérieur d'une gamme déterminée. « Like a jazz trio or an improvisatory theater group, people who participate in contentious politics normally can play several pieces, but not an infinity. »¹⁸ Si l'improvisation doit rester au sein d'une certaine gamme, c'est qu'elle doit être comprise par son public, c'est-à-dire, les destinataires de la revendication, ainsi que les tiers. Une revendication qui s'éloigne trop des répertoires habituels court le risque de ne pas voir son message entendu.

Des répertoires particuliers valent pour des couples sujet-objet donnés : patrons et ouvriers, paysans et propriétaires, etc. La grève, pour les ouvriers, et l'occupation des terres, pour les paysans, sont des représentations qui se sont développées tout au long d'une longue histoire de conflits et qui sont maintenant ancrées dans les répertoires. Mais ces derniers ne varient pas seulement en fonction des couples sujet-objets, ils varient aussi en fonction des régimes à l'intérieur desquels s'effectue la revendication. La construction de la démocratie est allée de pair avec la consolidation de certains répertoires au profit d'autres : « social-movement activists in today's European cities adopt some mixture of public meetings, press statements, demonstrations, and petitions, but stay away from suicide-bombing, hostage-taking, and self-immolation »¹⁹. L'usage de la violence est, la plupart du temps, perçu comme illégitime.

En résumé, autant les tenants des approches par structure des opportunités politiques que ceux utilisant la structure de mobilisation, ou encore les théoriciens supportant les cadres de l'expérience où les répertoires, s'entendent pour dire que la démocratie favorise le mouvement social comme forme de mobilisation. La structure des opportunités est ouverte dans les démocraties et les organisations de la société civile

18. Keith R. SAWYER, *Creating Conversations : Improvisation in Everyday Discourse*, New Jersey : Hampton Press, 2001, 261 p. ; Cité par Charles TILLY, *Regimes and Repertoires*, Chicago : The University of Chicago Press, 2006, p. 35.

19. TILLY, *Regimes and Repertoires*, *op. cit.*, p. 35.

jouissent de garanties légales leur permettant d'opérer librement. Le droit à la liberté d'expression facilite l'alignement des cadres de l'expérience et les représentations non violentes associées aux mouvements sociaux, comme la marche et la manifestation, se sont ancrées dans les répertoires de la revendication en démocratie au fil des décennies.

2.2 La politique du conflit : élargissement du champ d'application de la théorie des mouvements sociaux

Forgés dans un contexte de démocratie, certains des outils de la théorie de mouvements sociaux présentent des problèmes pour l'étude de la mobilisation en contexte autoritaire. En effet, les concepts introduits plus haut traitent de la mobilisation comme un phénomène statique. Qui plus est, ils suggèrent une conception déterministe de l'action. Les concepts de structure d'opportunités et les structures de mobilisation, par exemple, lient les chances d'émergence d'une mobilisation à un ensemble de conditions structurelles. Or, une telle approche semble peu appropriée pour étudier la mobilisation dans des contextes de régimes autoritaires, qui, précisément, sont des régimes de fermeture des opportunités et d'absence de structures de mobilisation.²⁰

Pour étudier un épisode de mobilisation dans un régime autoritaire, nous nous inspirons d'un projet de redéfinition (et d'élargissement) du champ des mouvements sociaux, appelé la Politique du conflit (*contentious politics*), proposé par Doug McAdam, Charles Tilly et Sidney Tarrow.²¹

Cette nouvelle approche se veut une reformulation « relationnelle » (l'accent est mis sur l'interaction entre les acteurs) et « dynamique » de la théorie des mouvements sociaux. Comme nous allons le constater, elle fournit des pistes fécondes pour l'étude de la mobilisation dans des régimes non démocratiques.

20. En ce qui a trait aux structures de mobilisation, on remarquera, par exemple, que dans un régime autoritaire l'État impose un contrôle aux organisations de la société civile visant à les empêcher d'encourager ou de soutenir la protestation (nous verrons comment ce contrôle s'effectue dans le Chapitre 3).

21. Doug McADAM, Sidney TARROW et Charles TILLY, *Dynamics of Contention*, 2^e éd., Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 387 p.

Mais qu'est-ce que la Politique du conflit ? McAdam, Tilly et Tarrow la définissent de la manière suivante.

By contentious politics we mean : episodic, public, collective interaction among makers of claims and their objects when (a) at least one government is a claimant, an object of claims, or a party to the claims and (b) the claims would, if realized, affect the interests of at least one of the claimants.

Défini ainsi, le champ inclut non seulement les mouvements sociaux, mais aussi les guerres civiles, les révolutions, les grèves d'ouvriers (ou de fonctionnaires) et qui peuvent surgir dans différents types de régimes.²²

Les initiateurs de la Politique du conflit soutiennent que les différents types de conflits politiques (mouvements sociaux, révolutions, grèves, etc.) qui apparaissent dans les différents types de régimes (démocratique, autoritaire, totalitaire) peuvent être étudiés à l'aide d'un même appareillage conceptuel. Les concepts clefs de cette nouvelle approche sont les *mécanismes* et les *processus*. Ces mécanismes et ces processus sont des outils théoriques permettant de relever avec précision les séquences de causalité impliquées dans chaque type de conflit. Le pari étant que ce sont les mêmes *mécanismes* et *processus*, seulement agencés et combinés de manières différentes, qui produisent des résultats différents : révolution, guerre civile ou mouvement social.²³ La désignation des mécanismes et des processus impliqués dans chaque type de conflit permettra d'en expliquer l'issue. Ainsi, derrière l'hétérogénéité des types conflit

22. *Ibid.*, p. 5.

23. On retrouve l'idée d'une approche par mécanismes chez Merton, qui les définit comme : « social processes having designated consequences for designated parts of the social structure ». L'approche par mécanismes a aussi été théorisée par Elster comme : « “social cogs and wheels” that specify the relations between variables or events ». Stinchcombe « bits of theory about entities at a different level (e.g., individuals) than the main entities being theorized about (e.g., groups) which serve to make the higher-level theory more supple, more accurate, or more general ».

Robert K. MERTON, *Social Theory and Social Structure*, New York : The Free Press, 1968, p. 43-44 ; Jon ELSTER, *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge : Cambridge University Press, 1989, p. 3 ; Arthur L. STINCHCOMBE, « The Conditions of Fruitfulness of Theorizing About Mechanisms in Social Science », *Philosophy of the Social Sciences* 21 (1991), p. 367 ; Peter HEDSTRÖM et Richard SWEDBERG, éd., *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998, 356 p. Cités dans MCADAM, TARROW et TILLY, *Dynamics of Contention*, *op. cit.*, p. 24-25. Pour une discussion récente de l'approche par mécanismes, voir Jon ELSTER, *Explaining Social Behavior. More Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, 484 p.

se cache une homogénéité des mécanismes et processus qui en sont la cause. La distinction entre les champs académiques de « l'étude des conflits armés », de la « transitologie » (l'étude des transitions démocratiques) et de « l'étude des mouvements sociaux » tiendrait moins en la nature foncièrement différente de ces objets, qu'à un choix de la part du chercheur, qui découpe la réalité selon les catégories du langage courant. Le travail des chercheurs de la politique du conflit consistera donc à analyser et à comprendre comment les mêmes mécanismes peuvent s'agencer de manières différentes pour mener à des résultats aussi distincts qu'une grève ou une révolution.

Projet ambitieux s'il en est un (on peut effectivement douter des chances d'un tel décroisement académique en raison du poids des traditions intellectuelles), la politique du conflit n'en demeure pas moins une piste intéressante pour le chercheur. Elle a l'avantage de faire le pont entre des contextes différents ; elle fournit un cadre unifié pour comparer la mobilisation en contexte démocratique et non démocratique. En ce qui nous concerne, elle nous permet d'éviter de restreindre notre étude de cas au seul champ des études sur le Moyen-Orient, car les mécanismes que nous allons révéler chez la mobilisation des collecteurs d'impôts sont observables dans un ensemble de situations qui dépassent le cadre égyptien.

2.3 Vers une conception dynamique de la mobilisation

Comme nous l'avons déjà mentionné, la Politique du conflit vise une reformulation « dynamique » de la théorie des mouvements sociaux. Dans cette section, nous allons voir ce que cela implique en termes de structure d'opportunités, de structures de mobilisation, de cadres de l'expérience et de répertoire.

La Politique du conflit vise à corriger le caractère statique du concept de structure des opportunités politiques. Celui-ci, en effet, présente la structure sociale comme une réalité figée, qui existe en dehors des acteurs et qui s'impose à eux. Or, il a été noté qu'une opportunité n'est pertinente pour la mobilisation que dans la mesure où les acteurs la perçoivent et la prennent en compte lorsqu'ils se mobilisent. L'idée même d'opportunité implique qu'elle doit être identifiée, interprétée et évaluée avant d'être finalement saisie. Bref, le concept de structure des opportunités politiques ignore

la dimension dynamique de l'activité politique, où les acteurs doivent « jouer des coups²⁴ » en accord avec leur interprétation de la situation.

Conscients de ce problème, McAdam, Tilly et Tarrow proposèrent initialement de remplacer le concept de *structure des opportunités politiques* par celui, relationnel, *d'attribution de menaces et d'opportunités* (« *attribution of threat and opportunity* »), afin de lui donner un caractère à la fois moins objectivant de la réalité sociale et moins figée. *L'attribution* a lieu dans l'interaction entre les différents groupes. Le groupe qui revendique, l'État, les tiers : tous évaluent la situation et attribuent des menaces et des opportunités.

Néanmoins, signe de l'importance qu'a prise le concept de structure des opportunités politiques pour l'étude des mouvements sociaux dans le milieu académique, Tilly et Tarrow ont finalement décidé de réintroduire le concept. Il apparaît cette fois-ci sous la forme d'une définition légèrement modifiée.

La structure des opportunités politiques est composée des six propriétés suivantes d'un régime : (1) la multiplicité des centres autonomes de pouvoir qui s'y trouvent ; (2) son degré d'ouverture aux nouveaux acteurs ; (3) l'instabilité des alignements politiques du jour ; (4) l'existence d'éventuels alliés de poids pour les contestataires ; (5) la mesure dans laquelle le régime réprime ou au contraire facilite la revendication collective ; (6) *des changements importants dans les cinq domaines ci-dessus*.²⁵

Inclure les changements dans les propriétés du régime permet de donner un caractère dynamique aux opportunités. Ainsi, un changement de gouvernement, l'adoption d'une nouvelle loi sur les associations ou une diminution ou une augmentation de la répression seront considérés comme autant de facteurs qui pourront ouvrir une opportunité politique. C'est cette définition de la structure d'opportunités qui sera utilisée dans ce mémoire.

Dans ce travail nous garderons en tête que l'influence de la « structure » sur la mobilisation ne peut être comprise qu'en observant comment les acteurs se saisissent des opportunités. Ainsi, nous considérons que des éléments d'ouverture de structure

24. MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *op. cit.*, p. 82.

25. TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, *op. cit.*, p. 106. Je souligne.

d'opportunités ne sont pertinents pour expliquer l'émergence d'une action collective que s'il est possible d'expliquer comment ces éléments ont influencé l'action (le chapitre IV traitera cette question).

En plus d'être statique, le concept de structures de mobilisation souffre d'un biais déterministe. En effet, il met l'accent sur l'importance des ressources organisationnelles au début la mobilisation : les chances de succès d'une action collective sont proportionnelles au niveau d'organisation des acteurs, soit la présence initiale d'associations capables de transmettre de l'information, de récolter des fonds et de coordonner les actions. Des critiques firent remarquer que certains mouvements ayant connu un succès souffraient d'un déficit organisationnel à leurs débuts. Autrement dit : l'absence de structures de mobilisation n'est pas nécessairement synonyme d'échec. Certains mouvements s'avérèrent fructueux en « s'appropriant » des organisations déjà existantes ou en en construisant de nouvelles. « It is a challenger's capacity to appropriate sufficient organization and numbers to provide a social/organizational base – and not that organization itself – which makes mobilization possible.²⁶ » Les auteurs de la Politique du conflit proposèrent le concept d'appropriation sociale pour s'éloigner d'une conception statique et déterministe des structures de mobilisation. Ainsi, si l'absence de structure de mobilisation constitue effectivement un obstacle à la mobilisation, ce manque peut être compensé par « l'appropriation » d'organisations qui, auparavant, n'avaient rien à voir avec la mobilisation, ou par la création de structures entièrement nouvelles. En somme (et c'est ce que nous allons voir dans la suite de ce mémoire), les structures de mobilisation peuvent se construire *pendant* la mobilisation. Par conséquent, une approche dynamique de l'étude du conflit implique de comprendre non seulement comment les organisations de la société civile favorisent la mobilisation, mais également comment la mobilisation, elle-même, favorise la création de réseaux et d'organisations. Ce point de vue est essentiel pour comprendre l'émergence de mobilisations dans des États autoritaires qui, souvent, exercent un contrôle strict sur la société civile.

Le concept de cadres de l'expérience souffrait, dans sa première formulation, d'un biais instrumentaliste. Il avait été introduit comme un instrument idéologique,

26. MCADAM, TARROW et TILLY, *Dynamics of Contention*, op. cit., p. 47.

utilisé par les dirigeants des mouvements sociaux pour rallier les gens à leur cause. Pour Lilian Mathieu, cette conception instrumentalisante du concept en affaiblit considérablement l'intérêt : réduire « l'alignement des cadres » à un simple travail intellectuel de reformulation des objectifs du mouvement pour les faire entrer en résonance avec les valeurs profondes (et supposées immuables) de la population évacue toute la « dimension préreflexive des cadres de l'expérience » présente chez Goffman²⁷. Un deuxième travers de la formulation de Snow *et al.* tient à ce que Mathieu a nommé le « biais intellectualiste » des cadres de l'expérience : pour, Snow *et al.*, un discours a d'autant plus de chances de mobiliser qu'il est « robuste, [cohérent] et non contradictoire²⁸ ». Or, rien ne prouve qu'un discours rationnel soit plus mobilisateur qu'un discours puisant dans l'émotivité. Cette vision habermassienne des cadres de l'expérience lui fait perdre ce que le concept avait de porteur chez Goffman.

Une conception dynamique de la fonction des cadres de l'expérience pour la mobilisation impliquerait de comprendre comment ils se construisent et se modifient dans l'interaction entre les acteurs, soit comprendre comment ces cadres sont modelés à travers les rapports entre groupes revendicatifs, avec leurs adversaires, avec l'État, les médias, etc²⁹. C'est l'ambition de la politique du conflit que d'expliquer cette dynamique. « Rather than limit "framing" to a strategic tool of movement leaders, we expand our view of framing to involve the interactive construction of disputes among challengers, their opponents, elements of the state, third parties, and the media.³⁰ » Pour ce faire, la Politique du conflit déplace l'attention des cadres eux-mêmes aux

27. « Alors que Goffman s'intéressait prioritairement au cadrage comme activité cognitive largement préreflexive de dotation de sens (ainsi qu'à ses défaillances) et n'accordait qu'une attention secondaire aux cadres en tant que tels, l'utilisation que font Snow et ses collaborateurs de cet appareil conceptuel déplace l'intérêt vers un travail cette fois réflexif, puisque conscient et tactique, de redéfinition des représentations. Les cadres n'apparaissent plus tant comme le produit d'une activité cognitive que comme des schèmes d'interprétation relativement stables et rigides, qu'il est possible à certains de manipuler dans un sens conforme à leurs intérêts. » MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *op. cit.*, p. 87

28. *Ibid.*, p. 88.

29. Della Porta souligne : « [i]n many instances frames have indeed been treated as static cognitive structures ; very little attention has been paid, [...] to the way frames are generated and evolve over time, usually in a dialogical relationship between different actors ». PORTA et DIANI, *Social Movements : An Introduction*, *op. cit.*, p. 88.

30. MCADAM, TARROW et TILLY, *Dynamics of Contention*, *op. cit.*, p. 44.

mécanismes et aux processus sociaux qui contribuent à modeler ces cadres ; ce sont des mécanismes et des processus, concepts dynamiques, qui maintenant rendent compte de la construction des catégories cognitives. Le concept d'alignement des cadres est remplacé par une combinaison de mécanismes : *l'intermédiation, la diffusion, l'activation de frontières* s'agencent pour provoquer le processus de *la formation d'identité* (une définition de chacun de ces mécanismes et processus est donnée en pages 24 et 25). Ainsi, l'espace du cognitif qu'occupait traditionnellement le concept de cadres de l'expérience est investi par des mécanismes relationnels qui concentrent l'analyse sur l'interaction entre les acteurs : comment l'identité des groupes est-elle modelée par le conflit ? Comment les interactions permettent-elles de modifier l'interprétation que font les acteurs de leur situation ?

Ces questions sont d'autant plus importantes qu'une identité partagée peut compenser les lacunes organisationnelles : « The presence of feelings of identity and of collective solidarity makes it easier to face the risks and uncertainties related to collective action. » En somme, la formation d'une identité partagée peut remédier, dans une certaine mesure, au problème de l'absence d'une organisation capable de mobiliser. Ainsi, dans ce mémoire, nous n'allons pas étudier « l'alignement des cadres », mais bien la *formation d'identité* (le chapitre V s'y consacre).³¹

Le concept de *répertoires* est le seul qui ait été conservé presque intact dans la Politique du conflit. Seule différence : les auteurs de *Dynamics of Contention* soulignent qu'ils désirent mettre l'accent sur « l'innovation » dans le registre des répertoires. Selon eux, l'innovation crée de l'incertitude et ainsi modifie les calculs des partis en présence. « Innovative action gains attention, introduces new perturbations into an interactive field, and typically results in a ratcheting up of shared uncertainty among all parties to

31. « the production of identities corresponds to the emergence of new networks of relationships of trust among movement actors, operating within complex social environments. Those relationships guarantee movements a range of opportunities [...]. They are the basis for the development of informal communication networks, interaction, and, when necessary, mutual support. They seem to be an essential replacement for the scarcity of organizational resources ; furthermore, information circulates rapidly via interpersonal networks [...]; trust between those who identify with the same political and cultural endeavor enables those concerned to face with greater efficacy the costs and the risks linked to repression ; finally, identifying themselves – and being identified – as part of a movement also means being able to count on help and solidarity from its activists » PORTA et DIANI, *Social Movements : An Introduction*, op. cit., p. 94.

an emergent conflict.³² » Cette montée de l'incertitude peut provoquer une ouverture dans la structure des opportunités, dans la mesure où elle pousse les groupes à réévaluer les menaces et les opportunités qui se posent devant eux.³³ L'innovation peut aussi jouer contre le groupe revendicatif si elle est trop radicale (elle risque de ne pas être entendue).

2.4 Une épistémologie relationnelle : les mécanismes et les processus du conflit

Récapitulons : la Politique du conflit vise (1) à élargir le champ mouvements sociaux à un ensemble plus grand de contexte et (2) à corriger certaines lacunes (les biais statique et déterministe) de la théorie des mouvements sociaux. Pour ce faire, elle propose de concentrer l'analyse sur l'étude des « mécanismes » et les *processus* du conflit. Les mécanismes sont des « classe[s] d'événements qui modifient de manière identique ou analogue, dans une grande diversité de situations, les relations en certains ensembles d'éléments.³⁴ » Les *processus*, quant à eux, sont des « [...] combinaison[s] ou séquence[s] régulière[s] de mécanismes qui produi[sen]t des transformations analogues (en général plus complexe et plus contingentes) de ces éléments³⁵ ».

L'approche par mécanismes et processus permet de dépasser l'opposition entre structures objectives et processus cognitifs des acteurs dans l'analyse. Les mécanismes et les processus du conflit sont influencés et contraints par la structure d'opportunités, les structures de mobilisation et les répertoires ; ces derniers, en retour, se modifient au cours du conflit, en interaction avec les mécanismes et processus. Dans cette optique, le travail du chercheur consistera à relever avec précision les séquences de causalité qui ont mené à tel ou tel dénouement. Il s'agira de déterminer, par exemple, de

32. MCADAM, TARROW et TILLY, *Dynamics of Contention*, op. cit., p. 45.

33. *Ibid.*, p. 97.

34. TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, op. cit., p. 59.

35. En résumé, on peut dire que les résultats produits par les mécanismes sont en général plus prévisibles que ceux des processus. Tilly et al. nous mettent en garde, par contre, contre une essentialisation des mécanismes et des processus. La frontière entre mécanismes et processus n'est pas toujours évidente, et il revient parfois au chercheur de la tracer. *ibid.*

quelle manière la structure d'opportunités a facilité ou a entravé le déroulement d'un processus ou d'un mécanisme particulier. Dans cette optique, l'explication scientifique s'apparente davantage à la méthode de la biologie qu'à celle de la physique.

Les chercheurs en sciences sociales prennent souvent modèle sur les méthodes de la physique ou des sciences de l'ingénieur [...]. Ils se demandent par exemple quel est le type d'équation qui lie une variable observée (*output*), comme le niveau de violence à une variable de départ (*input*), comme la fragmentation ethnique, sans guère s'interroger sur les chaînes causales qui conduisent de l'une à l'autre. Notre approche par mécanismes et processus s'apparente davantage au raisonnement du biologiste. Les mécanismes s'enchaînent en processus qui peuvent être d'échelle modeste, comme la reproduction, ou de très longue durée, comme l'évolution. Or, si le résultat d'un processus donné se prête à la mesure quantitative, le processus lui-même reste souvent empiriquement invisible : on ne voit pas se produire l'évolution. Le biologiste qui cherche à identifier les processus les plus importants peut progresser dans cette voie en repérant des corrélations entre *output* et *input* ; mais s'il veut proposer une explication détaillée, il doit se pencher sur les mécanismes constituant ces processus.³⁶

Voici la liste des mécanismes qui seront utilisés dans ce mémoire :³⁷

- *Attribution de similitudes* : mécanisme par lequel un acteur politique reconnaît un autre acteur comme relevant de la même catégorie que lui
- *Intermédiation (brokerage)* : établissement d'un lien entre des sites jusque-là disjoints
- *Diffusion* : propagation d'une certaine forme de conflit, d'un thème ou d'une manière de l'interpréter
- *Action coordonnée* : deux ou plusieurs acteurs dont la revendication s'adresse au même destinataire s'informent mutuellement de leurs actions et les conduisent en parallèle

36. *Ibid.*, p. 60.

37. Les mécanismes et processus, ainsi que leur définition, sont pris dans *ibid.*, p. 351-356.

- *Activation de frontières* : une frontière se crée ou se durcit entre un groupe revendicatif et le destinataire de sa revendication
- *certification* : une instance extérieure montre par un signal qu'elle est disposée à reconnaître et à soutenir l'existence et la revendication d'un acteur politique donné
- *Formation d'identité* : il se crée, entre plusieurs groupes revendicatifs unis dans une action coordonnée qui révèle ce qu'ils ont en commun, une nouvelle identité partagée

Les processus suivants apparaîtront :

- *Action collective* : coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés
- *Changement d'échelle* : augmentation ou diminution du nombre d'acteurs et/ou de la portée géographique d'une revendication coordonnée
- *Constitution de l'acteur* : émergence d'un acteur politique—c'est-à-dire [...] d'un ensemble reconnaissable de personnes engagées dans une action collective, qui est l'instigateur ou le destinataire d'une revendication conflictuelle—nouveau ou transformé
- *Interprétation* : adoption et diffusion d'une définition partagée d'un problème ou d'une représentation
- *Mise en scène publique de soi* : affichage public par un acteur ou une coalition de sa dignité, de son unité, de sa masse et de son engagement
- *Nouvelle coordination* : coordination produite par la combinaison de l'intermédiation et de la diffusion.

Dans le langage théorique qui est mobilisé ici, la démonstration consistera à expliquer comment un *changement d'échelle* a pu se produire malgré l'absence de *structures de mobilisations*. Pour ce faire, nous allons expliquer en détail comment la *diffusion* par les médias d'informations liées aux manifestations ayant lieu dans certaines succursales a provoqué *l'attribution de similitudes*, mettant en contact des employés qui auparavant ne se connaissaient pas, créant des *intermédiaires* qui se chargèrent de diffuser le conflit à d'autres sites, contribuant à forger une *interprétation*

commune de la situation, et provoquant ainsi de la *nouvelle action coordonnée* entre les gouvernorats. Tous ces mécanismes et processus ont contribué au *changement d'échelle*, élargissement du conflit à un plus grand nombre d'acteurs.

Par la suite, par la *mise en scène publique de soi* lors de l'occupation de la rue Hussein Higazi devant le Conseil des ministres et par *l'activation d'une frontière* entre les employés de l'impôt foncier et les syndicats officiels censés les représenter, une *nouvelle identité* a été formée. Un nouvel acteur politique émergea qui allait jouir de la *certification* d'organisations internationales telles que l'OIT et la CSI, contribuant à l'apparition du premier syndicat indépendant d'Égypte.

2.5 Méthodologie

Si, comme le suggèrent McAdam, Tilly et Tarrow, l'explication scientifique consiste en « l'identification des chaînes de causalité qui sont constituées de mécanismes qui se manifestent dans une variété de contextes, toutefois selon des séquences et des arrangements différents, avec des résultats différents », ³⁸ alors le travail du chercheur consiste à révéler la séquence précise des événements ayant mené à une issue particulière. Par conséquent, un travail minutieux de collecte des faits doit être effectué ; la séquence des événements doit être disséquée pour tenter de comprendre, par exemple, comment, et à quel moment précis, des acteurs échangent leurs idées et construisent une interprétation commune de la situation, ou bien à quel moment une autorité extérieure intervient pour certifier le nouvel acteur qui s'est constitué.

La méthodologie qualitative que nous utilisons s'appuie sur la triangulation d'informations issues de deux types de matériau empirique : entretiens semi-directifs et une revue de la presse égyptienne. Treize entretiens semi-dirigés, d'une durée d'une heure et demie en moyenne, ont été conduits avec des employés de l'impôt foncier. L'échantillon comprend des employés des gouvernorats de Giza, du Caire,

38. « recognizing as explanation the identification of causal chains consisting of mechanisms that reappear in a wide variety of settings but in different sequences and combinations, hence with different collective outcomes. » MCADAM, TARROW et TILLY, *Dynamics of Contention*, *op. cit.*, p. 23. Traduction libre.

de Beni Suef, de Suez, de Sohag et de Daqahliya. Sur les treize employés qui composent l'échantillon, on trouve deux femmes qui siègent sur le conseil administratif du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier. La consigne d'ouverture des entretiens consistait à demander aux participants de raconter leur expérience personnelle lors de la grève et de la création du nouveau syndicat. La saturation des données ayant été rapidement atteinte à propos de certains thèmes (par exemple les représentations déployées lors des manifestations), des questions de plus en plus précises, comme furent posées aux participants à mesure que la recherche avançait (comme par exemple le moment exact où le participant a commencé à participer aux manifestations).

Une revue de la presse et des médias égyptiens a permis de croiser les informations obtenues lors des entretiens. Trois sources d'archives ont été utilisées : les archives du Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ) du Caire, qui avait préparé un dossier de presse sur le sujet du syndicalisme indépendant couvrant la période allant de septembre 2007 à décembre 2009. Ce dossier contenait 71 articles provenant des journaux indépendants Al-Badil et Al-Dustur ; des journaux des partis politiques Nahdat Misr, Al-Wafd, Al-Karama, Al-'Arabi et Sawt Al-'Umma, ainsi que des journaux gouvernementaux Al-Gumhuriya et Ruz Al-Youssef. La deuxième source fut la base d'archives en ligne du site id3m³⁹, où un dossier de presse a été préparé sur le thème du syndicalisme indépendant (*niqabat mustaqilla*). Une troisième source d'archive fut constituée par le biais de recherches personnelles sur les sites de journaux qui étaient absents des sources citées plus haut et dont les archives étaient disponibles en ligne. Il s'agit de Al-Misri Al-Yawm, Al-Shuruq et Al-Ahram. Au total, nous avons récolté 122 articles traitant de la grève des employés de l'impôt foncier et de la formation du Syndicat indépendant pour la période de septembre 2007 à décembre 2009. Nous considérons qu'il s'agit d'une revue exhaustive de la presse égyptienne. Notons par ailleurs que l'analyse de la couverture médiatique a pu être complétée par le biais d'une revue (non exhaustive) d'archives de la télévision égyptienne. En effet, des militants syndicalistes nous ont remis les enregistrements de

39. Il s'agit d'un projet de l'association Friedrich Naumann pour la liberté : [http : //www.id3m.com/](http://www.id3m.com/)

reportages diffusés à la télévision égyptienne, notamment la chaîne Dream, et sur la chaîne Al-Jazeera qui traitaient de la grève de 2007.

Les entretiens et la revue des médias égyptiens ont été complétés par l'observation. Nous avons assisté à deux réunions du Syndicat indépendant à son siège social de Giza, ainsi qu'à une manifestation pour l'augmentation du salaire minimum, à laquelle Syndicat indépendant prit part, devant le siège du Conseil des ministres, le 3 avril 2010. Ce type d'observation a une valeur heuristique indéniable. En effet, nous avons eu la chance d'observer comment se déroulaient les réunions du Syndicat indépendant. Notre participation à une manifestation nous a permis de nous forger une idée plus précise de l'usage des symboles des différents répertoires pour l'action collective, en plus de constater les types « d'arrangements » négociés entre les forces de sécurité et les manifestants lors de ce type d'événement. Enfin, de nombreuses discussions informelles avec des journalistes, des militants et des chercheurs du CEDEJ, nous permis d'élargir nos connaissances et de tester nos idées.

2.5.1 Biais potentiels liés à la méthodologie

Nous nous servons beaucoup de l'information rapportée par les médias pour reconstruire le fil des événements. Or, le filtrage de l'information par les journalistes comporte un risque de biais. Comme l'exprime Mathieu

cette base empirique implique [...] une sélection des événements protestataires en fonction des catégories de perception des journalistes, distinguant les mobilisations médiatiquement pertinentes, et devant être rapportées dans la presse, d'autres qui le seraient moins et ne mériteraient aucune mention.⁴⁰

Nous avons remarqué, en effet, que certains journaux avaient parfois tendance à exagérer l'ampleur des manifestations : Al-Misri Al-Yawm a rapporté que la manifestation des employés de l'impôt foncier du 10 septembre 2007 rassemblait 5 000 manifestants, alors que Al-Dustur en compte seulement 1 000....

40. MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *op. cit.*, p. 80.

Le biais entraîné par le filtrage de l'information de la part des journalistes est atténué, dans une certaine mesure, par le recours aux entretiens. En croisant les informations obtenues lors des entretiens avec celles présentées par les médias, une plus grande certitude peut être acquise quant à la véracité de l'information.

Cependant, un risque de biais demeure qui ne disparaît pas complètement après le croisement des informations provenant de différentes sources. Ce risque de biais est attribuable au caractère socialement construit du discours : les interviewés ont été influencés dans leur évaluation de la situation par les journaux ; les journaux, en retour, se sont fiés sur l'interprétation donnée par certains grévistes pour rapporter l'information. S'en suit une construction partagée de la réalité. Certains faits objectifs, tels le nombre de personnes ayant participé à une action collective, deviennent difficiles à appréhender pour le chercheur parce que les différents discours qui les rapportent se sont construits en écho. Imaginons un instant qu'un employé ayant participé à une manifestation lise dans le journal que 15 000 personnes y étaient présentes. Il y a de fortes chances qu'il réévalue son appréhension de l'événement à la lumière de cette nouvelle information.

Comment couper le noeud gordien de ce problème ? Comment faire la distinction entre ce qui est arrivé réellement et ce qui relève d'une construction ? Premièrement, il faut faire le tri en différents types d'information. Certaines informations relèvent d'une évaluation subjective, alors que d'autres sont difficilement contestables. Le nombre exact de personnes ayant participé à une manifestation, par exemple, est plus difficile à déterminer avec certitude que la date de la manifestation en question. La stricte causalité physique implique qu'un événement ne peut être évoqué dans les journaux antérieurs à son apparition. Une telle information est certaine et vérifiable. Par conséquent, nous garderons en tête que les chiffres avancés (le nombre de personnes présentes à une manifestation) sont toujours des estimations, mais que la séquence des événements, tels que rapportés par les journaux, est véridique.

Mais encore plus important : le caractère socialement construit du discours n'est pas seulement une source de biais, il est en soi un objet d'étude. En effet, il est pertinent de comprendre comment des catégories de discours se sont formées par l'interaction sociale. Or, les entretiens donnent accès à ces catégories : ils permettent de comprendre comment les acteurs se considèrent, comment ils perçoivent leur action

et celle des autres. En somme, le discours nous informe sur les mécanismes de sa propre construction. D'où l'intérêt des entretiens pour la recherche : ils permettent non seulement de croiser les faits rapportés par les journaux avec ce qu'en disent les acteurs, mais ils donnent accès aux mécanismes sociaux de la construction du discours.

CHAPITRE III

DÉFINIR LE CONTEXTE : LE CORPORATISME EN ÉGYPTES

Pour comprendre l'importance de l'apparition d'un premier syndicat indépendant en Égypte, il faut premièrement comprendre le type de contrôle qu'exerce le régime sur les organisations de la société civile. Le cadre institutionnel dans lequel évoluent ces organisations se laisse appréhender par le concept de *corporatisme*, qui a été l'objet d'une littérature abondante dans le champ des sciences politiques. Dans ce chapitre, nous définirons le concept de corporatisme et nous verrons comment il s'applique à l'Égypte. L'utilisation du concept de corporatisme nous permet d'éviter les approches culturalistes, qui voient dans l'autoritarisme des pays arabes la conséquence de traits culturels immuables. En effet, le concept de corporatisme a été théorisé de manière approfondie par les politologues travaillant sur les dictatures d'Amérique latine.

En Égypte, le principal auteur à s'être penché sur la question du corporatisme est Bianchi¹ qui, dans un ouvrage fouillé retraçant l'histoire des associations en Égypte, propose une distinction tripartite entre les organisations *corporatistes* (les ordres professionnels), les organisations *corporatisées* par l'État (les syndicats ouvriers), et les organisations *hybrides* (les milieux d'affaires et les associations religieuses)².

1. Robert BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, Oxford : Oxford University Press, 1989, 268 p.

2. D'autres travaux, dans les années 1990, ont approché le corporatisme dans le monde arabe et en Égypte. Élisabeth Longuenesse traite du corporatisme de manière indirecte dans son étude sur la construction des identités professionnelles. Ayubi propose une analyse néo-grasmcienne

L'étude de Bianchi sur les syndicats ouvriers nous sera importante pour ce mémoire, parce qu'elle permet d'identifier les arrangements corporatistes imposés par l'État aux syndicats.³

À la fin de ce chapitre, nous verrons comment le corporatisme égyptien se traduit en termes de structures d'opportunités et de structures de mobilisation.

3.1 Autoritarisme : l'exception « arabe »

Par les enjeux géopolitiques qu'elle implique et par les questions théoriques qu'elle soulève, la persistance de l'autoritarisme dans le monde arabe est l'objet d'un intérêt grandissant de la part des chercheurs et des politiques. Une meilleure compréhension de la dynamique de ces autoritarismes apparaît d'autant plus nécessaire que les régimes arabes semblent déjouer les hypothèses de la « transitologie » (l'étude dans transitions démocratiques), qui jusqu'à tout récemment établissaient un lien de causalité nécessaire entre libéralisation économique et démocratisation.⁴ Dans le monde arabe, il apparaît plutôt que la libéralisation économique ne se soit pas accompagnée d'une libéralisation politique, mais bien d'une consolidation de l'autoritarisme.⁵ Autrement dit, le mouvement de démocratisation qui s'est amorcé après la chute du bloc soviétique (et qui a touché les pays d'Europe de l'Est et d'Amérique latine) n'a de toute évidence pas pénétré le monde arabe, conférant à celui-ci « [...] le statut peu enviable d'exception

du corporatisme dans le monde arabe. Le corporatisme dans le monde arabe a aussi été traité par Gobe. Élisabeth LONGUENESSE, « Le "syndicalisme professionnel" en Égypte entre identités socioprofessionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe* 1.24 (1995), p. 139–188 ; Nazih AYUBI, *Over-stating the Arab State*, Londres : I. B Tauris, 1995, 514 p. ; Éric GOBE, « Corporatismes, syndicalisme et dépolitisation », *La politique dans le monde arabe*, sous la dir. d'Élisabeth PICARD, Paris : Armand Colin, 2006, p. 171–192

3. Robert BIANCHI, « The Corporatization of the Egyptian Labor Movement », *Middle East Journal* 49.3 (1989), p. 429–444.

4. Holger ALBRECHT et Oliver SCHLUMBERGER, « "Waiting for Godot" : Regime Change Without Democratization in the Middle East », *International Political Science Review* 25.4 (2004), p. 371–392.

5. Pour l'Égypte, voir l'analyse détaillée de Eberhard KIENLE, *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*, I. B Tauris, 2001, 274 p.

autoritaire dans un monde en voie de démocratisation⁶ ». L'exception est attestée par plusieurs études répertoriant les libertés démocratiques dans le monde.⁷

Nombre d'auteurs ont été tentés de recourir à des explications basées sur la culture pour expliquer la persistance de l'autoritarisme des pays arabes. Certaines thèses attribuent à l'islam les sources de l'autoritarisme, alors que d'autres pointent l'organisation tribale des sociétés arabes traditionnelles. Parmi les défenseurs de l'explication religieuse, on note Bernard Lewis et Elie Kedourie, pour qui l'islam ignorerait la séparation du politique et du religieux, qui est un principe de base de la démocratie⁸. Bill et Springborg, quant à eux, trouvent la source de l'autoritarisme dans l'organisation sociale des peuples nomades d'Arabie. Les systèmes tribaux fondés sur l'honneur et les relations patriarcales qui caractérisaient les sociétés arabes traditionnelles se seraient transposés aujourd'hui dans l'organisation politique et entraveraient le développement d'institutions démocratiques.⁹

Cela dit, on notera que la thèse d'une incompatibilité entre islam et démocratie a été sérieusement ébranlée par l'analyse quantitative—menée par Alfred Stepan—démontrant qu'aucune corrélation statistique ne pouvait être établie entre la présence de l'islam comme religion dominante dans un pays et l'absence de démocratie dans ce pays.¹⁰ Pour ce faire, Stepan a comparé les performances démocratiques de trois groupes : les pays arabes à majorité musulmane, les pays non arabes à majorité

6. L'expression est de Michel CAMAU, « Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe », *Critique internationale* 30 (2006), p. 59.

7. Ainsi, la Banque Mondiale notait, en 2004, un déficit de gouvernance affectant spécifiquement les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Mustafa NABIL, *Better governance for development in the Middle East and North Africa : enhancing inclusiveness and accountability*. Washington : La Banque Mondiale, 2003, 281 p.

8. Bernard LEWIS, *The Political Language of Islam*, Chicago : The University of Chicago Press, 1988, 168 p. Elie KEDOURIE, *Democracy and Arab Political Culture*, 2^e éd., Washington : Routledge, 1994, 120 p. Abu Filaly Ansary, qui par ailleurs est critique de cette approche, la résume sous la forme du syllogisme suivant : « L'islam est hostile à la laïcité. Or la laïcité est indispensable à la démocratie. Donc l'islam est incompatible avec la démocratie. » Abu FILALY-ANSARY, « Islam, Laïcité, Démocratie », *Pouvoirs* 104 (2003)

9. James BILL et Robert SPRINGBORG, *Politics in the Middle East*, 5^e éd., New York : Longman, 1999, 350 p.

10. Alfred STEPAN et Graeme B. ROBERTSON, « An "Arab" more than "Muslim" Electoral Gap », *Journal of Democracy* 13.(3) (2003), p. 30–44 ; Alfred STEPAN et Graeme B. ROBERTSON, « Arab not Muslim Exceptionalism », *Journal of Democracy* 15.4 (2004), p. 140–146.

musulmane et les pays non-musulmans. Son étude montre que les occurrences d'une alternance véritable de pouvoir à la suite d'élections sont sensiblement plus élevées dans le deuxième groupe que dans le premier ; le Sénégal, l'Indonésie et la Turquie sont des exemples de pays qui se positionnent avantageusement sur le plan des libertés politiques lorsque l'on prend en compte leur niveau d'avancement économique¹¹. Les pays musulmans non arabes ont même tendance à mieux réussir sur le plan de la démocratie que les pays non musulmans. Ainsi, l'exception démocratique n'est pas musulmane, mais bien arabe.

S'il est vrai que la thèse de Stepan n'exclut pas a priori l'hypothèse d'une incompatibilité entre la culture arabe et la démocratie, ce dernier se garde bien de proposer une explication culturaliste. Pour Stepan l'exception arabe n'est pas attribuable à un ensemble de traits culturels, mais bien à des contingences historiques. Selon lui, la résilience de l'autoritarisme dans cette région du monde est à mettre en lien avec le conflit israélo-arabe, qui fournit une justification pour l'omniprésence de l'institution militaire, et qui tempère les pressions américaines pour la démocratisation (par exemple, les États-Unis fournissent une aide de plus de deux milliards de dollars par année au régime égyptien depuis la signature des accords de Camp David).¹²

Nous considérons que les explications culturalistes sont peu convaincantes. Ces types d'explications nous apparaissent, en effet, souvent peu pertinents. Ils omettent, la plupart du temps, d'explicitier la manière dont les traits culturels, ou l'islam, influencent l'organisation sociale et politique. Or, cette manière de raisonner est propice aux raccourcis. Ainsi, nous sommes d'accord avec Lisa Anderson, lorsqu'elle critique le manque de rigueur des approches basées sur la culture.

We [...] find ourselves faced with a body of literature composed of, not of closely reasoned or carefully researched arguments, but of self-fulfilling prophecies. There is virtually no effort to examine the actual causal connection between apparently correlated phenomena, such as attitudes, behavior and institutions.¹³

11. Stepan s'appuie sur les données rassemblées par le Polity Project IV et le Freedom House. Ces données sont disponibles en ligne : <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm>, <http://www.freedomhouse.org>

12. STEPAN et ROBERTSON, « An "Arab" more than "Muslim" Electoral Gap », *op. cit.*, p. 41-42.

13. Lisa ANDERSON, « Democracy in the Arab World : A Critique of the Political Culture Approach »,

En somme, elles proposent des solutions trop faciles à des problèmes trop complexes.

3.2 Le corporatisme

La situation des pays arabes apparaît beaucoup moins « exceptionnelle » lorsque l'on se penche de plus près sur les stratégies employées par ces régimes pour se perpétuer. Comme dans bon nombre de situations autoritaires à travers l'histoire, les régimes arabes, tels l'Égypte, la Syrie ou l'Algérie, entretiennent un rapport *corporatiste* avec la société civile. C'est-à-dire qu'ils octroient à certaines organisations le monopole de la représentation de certains groupes. En échange, ces organisations s'engagent à soutenir le régime. L'imposition d'un tel système a pour objectif d'empêcher l'émergence d'une opposition.

Le corporatisme comme catégorie analytique fut initialement proposé par Schmitter :

[le corporatisme est un] système de représentation des intérêts dont les composantes sont organisées en un nombre limité de catégories singulières, obligatoires, non compétitives, hiérarchisées et fonctionnellement différenciées, reconnues (voire créées) par l'État et auxquelles on accorde le monopole de la représentation au sein de ces catégories en échange de l'observation d'un certain contrôle sur la sélection des dirigeants et l'articulation de demandes et de soutien.¹⁴

Le corporatisme est ainsi un système « non compétitif » de représentation des intérêts des groupes qui composent la société civile. Il s'oppose au pluralisme, qui est un système « compétitif » de représentation des intérêts.

Avant d'être utilisé comme concept par les chercheurs en sciences sociales, le corporatisme a une longue histoire à titre d'idéologie. Penser la société en termes de « corps » apparut, au début du XXe siècle, comme une alternative au libéralisme et au marxisme. En effet, les penseurs corporatistes étaient critiques de l'atomisation de

Political Liberalization and Democratization in the Arab World, sous la dir. de Rex BRYNEN, Bahgat KORANY et Paul NOBLE, t. Volume I, Lynne Rienner Publishers, 1995, p. 77-92.

14. Philippe C. SCHMITTER, « Still the Century of Corporatism ? », *The Review of Politics* 36.1 (1974), p. 85-131, p. 93-94. Je traduis.

l'individu engendrée par le libéralisme. Ils étaient aussi méfiants vis-à-vis de l'État prolétaire envisagé par les marxistes. S'inspirant des corporations d'artisans du Moyen-Âge, ils proposaient plutôt d'organiser la société en associations de producteurs indépendants qui puissent entrer directement en relation avec l'État, sans l'intermédiaire des partis politiques.

Pour les penseurs corporatistes, les « corps » représentaient les constituants naturels de l'ordre social. Ces corps étaient censés se construire de relations « naturelles » : au travail, dans les coopératives de paysans, dans les associations professionnelles, dans les universités, dans les quartiers, etc. Ils s'opposent ainsi aux groupes créés artificiellement, comme les partis politiques ; c'est-à-dire des groupes qui « divisent les gens et mènent à l'émergence de politiciens professionnels et de bureaucrates éloignés des préoccupations du citoyen ¹⁵ ».

À titre d'idéologie fonctionnaliste, le corporatisme propose que l'interaction naturelle entre ces corps mènera nécessairement à une amélioration du bien commun. Ainsi, il évacue complètement l'idée de conflit social. Il n'existe pas de divergence d'intérêt entre les « corps », mais plutôt une interdépendance des corps qui composent harmonieusement cette société. C'est cet idéal d'une société « sans conflit » qui va faire en sorte que le corporatisme va être associé à l'autoritarisme.

En effet, le corporatisme, qui prônait une certaine indépendance de la société face à l'État, soit en la forme de « corps » qui s'organisent et entrent en interaction sans l'intermédiaire des partis, s'est progressivement vu associer à un régime de concentration des pouvoirs vers l'État ¹⁶. En délimitant les frontières entre les groupes et en attribuant à chacun une place précise dans la structure sociale, il peut favoriser certains groupes susceptibles de le soutenir et aux dépens d'autres groupes. C'est ce potentiel de contrôle qui fit apparaître le corporatisme comme un instrument intéressant pour les régimes autoritaires.

15. Traduit et adapté de Juan LINZ, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Add : Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 211.

16. Linz donne l'exemple du fascisme italien. *ibid.*

3.3 Définition de l'autoritarisme

Le terme « autoritarisme » est aujourd'hui associé de manière assez large à l'absence de démocratie. Mais c'est à Linz que l'on doit l'introduction du terme comme concept analytique. En proposant le concept d'autoritarisme, Linz cherchait à démontrer qu'entre ce qui, jusque-là, avait été considéré comme les deux modèles stables de systèmes politiques—le totalitarisme (absence totale de pluralisme) et la démocratie (système pluraliste)—existait une forme intermédiaire. l'autoritarisme, qui consiste en la présence d'un pluralisme *limité*.

Système politique [1] doté d'un pluralisme limité et non responsable, [2] sans idéologie élaborée, mais où l'on retrouve certaines mentalités, [3] sans mobilisation politique extensive ou intensive, à part à certains moments de son développement, [4] et où un dirigeant ou un petit groupe s'adonne à l'exercice du pouvoir à l'intérieur de limites non définies de manière formelle, mais relativement prévisibles.¹⁷

L'autoritarisme se distingue du totalitarisme par quatre traits : le pluralisme, l'idéologie, la mobilisation et les règles relatives à l'exercice du pouvoir. Contrairement aux régimes totalitaires, les régimes autoritaires n'encouragent pas la mobilisation populaire, sauf lors de courtes périodes. De plus, ils ne portent pas une idéologie précise (bien qu'il existe un « ensemble de mentalités »). Enfin, le pouvoir s'exerce selon des règles qui ne sont pas toujours explicitées, mais qui sont toutefois prévisibles. Par exemple, certains régimes peuvent adhérer formellement aux idéaux démocratiques (en Égypte : élections pluralistes, processus délibératif d'adoption des lois, vérification de la constitutionnalité des lois par la Haute cour constitutionnelle¹⁸) tout en parvenant à garder le contrôle sur les règles du jeu (manipulation des élections afin de s'assurer de la majorité au Parlement, reconduction de l'état d'urgence qui donne à l'exécutif des pouvoirs extraordinaires). De plus, il peut y avoir une adhésion formelle au principe

17. Juan LINZ et Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore : The John Hopkins University Press, 1996, p. 38.

18. Pour une analyse du fonctionnement de la Haute cour constitutionnelle en Égypte, lire Nathalie Bernard MAUGIRON et Baudouin DUPRET, « “Les principes de la sharia sont la source principale de la législation” : la Haute cour constitutionnelle et la référence à la Loi islamique », *Égypte/Monde arabe* 2.2 (1999), p. 107-126.

de la liberté d'expression, tout en réprimant ceux qui dépassent la limite fixée par le pouvoir. En Égypte, bien que la liberté d'expression soit garantie par l'Article 47 de la Constitution il existe un ensemble de « tabous » que les journaux évitent de traiter.¹⁹

L'apport principal des travaux de Linz fut de souligner la stabilité—à première vue paradoxale, en raison de l'absence d'idéologie pour le légitimer—de l'État autoritaire. L'autoritarisme est une forme « viable » de gouvernement. Pour preuve, Linz fait remarquer que dans les années 1980, plus de 90% des systèmes politiques dans le monde étaient de type autoritaire.²⁰ D'où un effort de théorisation des facteurs économiques et sociaux permettant cette stabilité ainsi que des types de stratégies mis en oeuvre par les régimes pour se perpétuer. Pour ce faire, il proposa une typologie des régimes autoritaires se déclinant en sept points correspondant à des modalités distinctes d'articulation des quatre axes présentés plus haut.²¹

Les régimes autoritaires ont en commun de ne pas dépendre uniquement de la coercition. En effet, les coûts de la répression sont élevés en ressources et en légitimité.²² Ainsi, si on se concentre sur les stratégies mises en oeuvre par les États autoritaires, on constate que la répression s'accompagne toujours de la cooptation d'éléments stratégiques. Un système, le corporatisme, est mis en place pour s'assurer que les revendications des différents groupes sociaux soient entendues dans une certaine mesure mais n'aboutissent pas à un partage véritable du pouvoir.

19. Ces tabous concernaient jusqu'à tout récemment la famille présidentielle et les rapports confessionnels. Ils ont été brisés lors de la vague de protestation de 2006 menée par le Mouvement égyptien pour le changement « Kefaya ! ». Aujourd'hui, le seul tabou qui demeure est celui-ci relatif au « rôle de l'institution militaire dans l'équilibre des pouvoirs ». Sarah Ben NÉFISSA, « “Ça suffit” ? Le “haut” et le “bas” du politique en Égypte », *Politique Africaine* 108 (2007), p. 19.

20. LINZ et STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, op. cit., p. 39.

21. Le type d'autoritarisme le plus répandu est l'autoritarisme bureaucratique, que nous présentons dans la prochaine section. Les autres catégories de l'autoritarisme proposées par Linz sont : l'étatisme organique, l'autoritarisme de mobilisation dans les sociétés postdémocratiques, l'autoritarisme de mobilisation dans les États post-indépendance, les démocraties ethniques, le pré-totalitarisme et le post-totalitarisme.

22. En effet, la répression suppose que l'appareil répressif—forces de sécurité, police secrète, armée—soit non seulement efficace, mais demeure fidèle à la coalition des dirigeants. Or, un pouvoir trop important accordé aux appareils de coercition entraîne le risque de voir ces derniers se retourner contre le régime.

3.3.1 Corporatisme et autoritarisme en Amérique latine

C'est dans les travaux sur l'Amérique latine que l'on retrouve les études les plus détaillées sur le corporatisme des États autoritaires. Dans ses travaux sur la « Révolution argentine » (1966-1973), O'Donnell, fait du corporatisme l'ingrédient central du fonctionnement d'un type d'autoritarisme, qu'il nomme l'autoritarisme bureaucratique, qui se fonde sur une vision rationaliste et technocratique du développement. Il n'est pas guidé par une vision utopique de la société, mais il se base plutôt sur un pragmatisme qui le mène à considérer le conflit social comme un obstacle au développement, un obstacle devant être administré de manière rationnelle.

L'introduction du concept d'autoritarisme bureaucratique visait à critiquer les théories libérales du développement qui voyaient dans la démocratie le résultat inéluctable de l'industrialisation. O'Donnell, montra que l'industrialisation pouvait, au contraire, s'accompagner de la consolidation de l'autoritarisme, comme ce fut le cas en Argentine, au Brésil et au Chili sous les dictatures militaires. Pour O'Donnell, l'émergence de cette forme particulière d'autoritarisme en Argentine s'explique par la dépendance économique des pays du sud vis-à-vis du nord (thème du *dependent development* emprunté à l'économie politique). L'autoritarisme populiste et l'autoritarisme bureaucratique sont des « [...] réponses distinctes à des crises survenant à des étapes différentes du développement dépendant²³ ». Ainsi, selon O'Donnell le populisme de Juan Perón, (1946-1955), a pavé la voie, malgré lui, à l'émergence de l'autoritarisme bureaucratique de la Révolution argentine (1966-1973) quelques années plus tard.

Autoritarisme populiste et autoritarisme bureaucratique s'articulent chacun à un type spécifique de corporatisme. Ainsi, le populisme, dont la politique de développement se base sur le nationalisme économique et la substitution à l'importation, s'appuie sur un corporatisme « d'inclusion », un type de corporatisme qui vise l'intégration économique et politique des classes populaires. Durant la période populiste, on assiste à l'octroi de droits sociaux ainsi qu'à l'augmentation des salaires. Cette politique vise à promouvoir la consommation de produits nationaux : « The state promotes the initial

23. BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, op. cit., p. 26. Traduction libre.

phase of industrialization oriented around consumer goods by increasing the income of the popular sector.²⁴ »

Le corporatisme d'inclusion promeut aussi une certaine forme de participation politique des classes populaires, qui sont les principaux bénéficiaires des réformes. Aussi la syndicalisation des ouvriers est-elle encouragée. Cette syndicalisation, toutefois, se fait au prix de règles strictes entravant la liberté des syndicats. Les syndicats, qui jouissent de budgets et d'une base de militants élargis, sont mis sous la tutelle du gouvernement.

En Argentine, la présidence de Perón est suivie d'une période d'instabilité sociale et politique : les coups d'États se succédèrent entre 1955 et 1966, jusqu'à l'arrivée de la junte du général Onganía, qui entreprend de stabiliser le pays à la faveur d'un programme de développement basé l'ouverture des marchés locaux aux investisseurs étrangers. La « Révolution argentine » s'accompagne d'un recul par rapport aux droits sociaux accordés lors de la période populiste.

Pour le régime autoritaire bureaucratique instauré lors de la Révolution argentine, la mobilisation des couches populaires, encouragée lors de la période populiste, était considérée comme un obstacle aux nouvelles politiques de développement industriel. Les syndicats, sources potentielles de contestation, demandent à être contrôlés pour conserver la confiance des investisseurs.²⁵ Le corporatisme d'exclusion (*exclusive corporatism*) est un système qui permet l'implémentation de ce contrôle. Contrôle qui s'exprime par la combinaison de deux traits. Ce corporatisme est *bifrontal* et *segmentaire*. *Bifrontal*, parce qu'il opère simultanément à deux niveaux : il implique à la fois la « subordination des organisations de la société civile par l'État », et « l'ouverture les

24. David COLLIER, « The Bureaucratic-Authoritarian Model », *The New Authoritarianism in Latin America*, sous la dir. de David COLLIER, Princeton University Press, 1979, p. 24.

25. « Its central characteristics is that it emerges after a substantial degree of industrialization has been achieved, and also after, and to a large extent as a consequence of, substantial political activation of the popular sector. In this sense, its principal task,—and one of the bonds of the alliance which supports its emergence and expansion—is to eliminate that activation. This is achieved by abolishing the channels of political access to the state of the popular sector and its allies, and by capturing and controlling the organizational bases of that activation. » Guillermo A. O'DONNELL, « Corporatism and the Question of the State », *Authoritarianism and Corporatism in Latin America*, sous la dir. de James MALLOY, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1977, p. 60

institutions de l'État à la pénétration d'intérêts privés²⁶ ». *Segmentaire*, parce ce double mouvement « d'étatisation » des organisations de la société civile et de « privatisation » des institutions de l'État, s'effectue différemment en fonction de la place occupée dans l'échelle sociale. Les organisations représentant les secteurs populaires, notamment les syndicats ouvriers, ont moins accès aux ressources institutionnelles de l'État que les ordres professionnels, par exemple.²⁷

Dans le régime autoritaire bureaucratique, les syndicats sont les organisations qui sont soumises au contrôle le plus strict, cela en raison de potentiel élevé d'instabilité que représente le conflit entre les classes. La « corporatisation » (*corporatization*) du mouvement ouvrier s'effectue par la cooptation de dirigeants du mouvement ouvrier. Les dirigeants des syndicats se verront offrir de hauts postes dans l'administration du régime autoritaire bureaucratique, ce qui les éloignera de leur base militante.²⁸

3.4 Corporatisme en Égypte : la Confédération des syndicats

La situation égyptienne présente de nombreuses ressemblances avec celle de l'Argentine. Dans les deux cas on assiste à un passage du populisme — Juan Perón (1946-1955) en Argentine et Gamal 'Abd Al-Nasser (1956-1970) — à une forme conservatrice d'autoritarisme — Révolution argentine (1966-1973) et présidence de Anouar Al-Sadate en Égypte (1970-1981) — qui voit dans l'ouverture des marchés et l'alignement avec le bloc capitaliste la clef du développement.

En Égypte, la période du populisme débute sous la présidence de Nasser. Le socialisme arabe de Nasser s'accompagne de la syndicalisation des travailleurs et de l'octroi

26. AYUBI, *Over-stating the Arab State*, *op. cit.*

27. « Statitizing corporatization tends to function effectively when crystallized in the statization of the class organizations of the popular sector, especially the trade unions. Among other things, this guarantees that the representation of interests of the popular sector in the privatized state areas remain subject to restrictions absent from other cases. » O'DONNELL, « Corporatism and the Question of the State », *op. cit.*, p. 48.

28. Fernando Henrique CARDOSO, « The Characterization of Authoritarian Regimes », *The New Authoritarianism in Latin America*, sous la dir. de David COLLIER, Princeton : Princeton University Press, 1979, p. 36.

de nouveaux droits sociaux.²⁹ Aussi le syndicalisme fut-il renforcé par la création de la Confédération générale des syndicats égyptiens en 1957. La Confédération est composée de fédérations nationales (*niqabat 'amma*) dont les budgets sont relativement importants et qui recrutent activement de nouveaux membres.³⁰ Aussi, le nombre de travailleurs égyptiens syndiqués a-t-il passé de 300 000 en 1964 à plus d'un million avant la fin des années 1960.³¹

Sous Nasser, le syndicalisme prend de l'ampleur en même temps qu'il est soumis à un contrôle très strict. Nasser craignait le pouvoir que représentait une confédération syndicale unique rassemblant tous les ouvriers d'Égypte. Ainsi, c'est seulement après avoir purgé les milieux syndicaux des militants de l'opposition (en particulier les communistes), qu'il se résolut à créer la Confédération.³²

Durant la présidence de Nasser, un contrôle strict des syndicats sera imposé. Le premier Code unifié du travail (1959) stipule que :

[tout] nouveau syndicat doit se faire enregistrer auprès des autorités du travail, fournir des listes à jour de ses membres, ne pas faire de politique antigouvernementale et [...] il ne peut pas disposer de ses fonds. Mais il y a plus encore, [...] le Ministère des Affaires Sociales et du Travail [peut] demander en justice la suppression d'un syndicat [...] quand [ce dernier] a agi de façon à "provoquer le renversement, la haine ou le mépris de l'ordre gouvernemental existant".³³

Sous la présidence de Anouar Al-Sadate (1970-1981), le contrôle de l'État sur les organisations syndicales est renforcé. Sadate craint, en effet, de voir les ouvriers se révolter contre ses politiques de libéralisation économique. Par conséquent, il augmenta les pouvoirs de la Confédération des syndicats, tout en veillant à éloigner ses dirigeants

29. La couverture sociale octroyée est très large : elle comprend une indemnité de retraite, une assurance accidents de travail, une assurance maladie, une assurance-chômage, une assurance vieillesse, une assurance invalidité et une assurance décès. Fernand J. TOMICHE, *Syndicalisme et certains aspects du travail en République arabe unie (Égypte)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 1974, p. 155-178.

30. BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, op. cit., p. 128.

31. *Ibid.*, p. 130.

32. Pour un récit détaillé (et passionnant) de la manière dont les syndicats furent instrumentalisés par Nasser pour s'assurer le pouvoir face à son rival Muhammad Nagib, lire Joel BEININ et Zachary LOCKMAN, *Workers on the Nile*, le Caire : The American University in Cairo Press, 1998, 488 p.

33. TOMICHE, *Syndicalisme et certains aspects du travail en République arabe unie (Égypte)*, op. cit., p. 78.

de leur base militante et en les intégrant au cercle restreint des nouvelles élites de l'ordre économique émergent.³⁴

Ainsi, la période de *l'infatah al-iqtisadi* (l'ouverture économique) voit la Confédération s'affirmer de plus en plus explicitement comme un instrument de contrôle. À la fin de l'ère sadatienne, elle devient « la bureaucratie corporatiste la plus hiérarchisée de toute la nation.³⁵ »

Sous la présidence de Moubarak (1981 à aujourd'hui), le système corporatiste de représentation des intérêts des travailleurs s'est maintenu alors que l'Égypte entreprit un Programme d'Ajustements Structurels (PAS) sous l'auspice du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (signé en 1991). Le programme de stabilisation économique impliquait, entre autres, la réduction des subventions gouvernementales sur les produits alimentaires de base, et la non indexation des salaires à l'inflation. Surtout il impliquait la privatisation d'un grand nombre d'entreprises du secteur public.³⁶ Pour appliquer ces mesures, hautement impopulaires parmi la classe ouvrière, Moubarak poursuivit la politique de cooptation des dirigeants syndicaux entreprise auparavant.³⁷

3.5 La Confédération aujourd'hui : approfondissement du corporatisme

Aujourd'hui, le lien entre la Confédération et ses 23 fédérations syndicales nationales³⁸ avec le pouvoir est particulièrement étroit. En effet, la totalité des vingt-trois membres du comité exécutif de la Confédération pour la période 2006-2011 sont

34. Un nouveau système d'élections indirectes des membres du conseil exécutif de la Confédération est instauré. Ces règles font que les postes de dirigeants syndicaux deviendront des postes à vie. Peu à peu, le président de la Confédération se voit vu attribuer le double rôle de représentant du mouvement ouvrier et de représentant du gouvernement. En effet, les présidents 'Abd Al-Latif Bultiya (1969-1971) et Sa'ad Muhammad Ahmad (1976-1987) furent placés à la tête du Ministère de la Main d'oeuvre en même temps qu'ils étaient présidents de la Confédération. BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, op. cit., p. 138-140.

35. *Ibid.*, p. 129. Traduction libre.

36. Joel BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, Washington : Solidarity Center, AFL-CIO, 2010, p. 13.

37. BIANCHI, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, op. cit., p. 138.

38. Elle en compte 24 depuis tout récemment. Voir l'annexe pour la liste des fédérations.

membres du Parti national démocratique PND, le parti au pouvoir. Le président Hussein Megawer a été chef du bloc parlementaire du PND, il est maintenant chef du Bloc Parlementaire de la Main d'Oeuvre (*al-kutla al-barlamaniyya lil-quwa al-'amila*). De plus, 6 des 23 présidents des fédérations nationales sont membres du Secrétariat des Affaires du Travail. Le président de la Fédération des travailleurs agricoles est membre du Conseil des Politiques du PND (*maktab al-siyasat*).³⁹

La permanence d'éléments fidèles au régime à la tête des syndicats est assurée par le contrôle qu'exerce le Ministère de la Main d'oeuvre sur les règles des élections syndicales, une prérogative qui a été réaffirmée par le nouveau Code du travail unifié de 2003.⁴⁰ L'imposition de ces règles permet au régime d'écarter les candidats de l'opposition (notamment les communistes, les nassériens et les Frères musulmans).

Ces règles sont extrêmement bureaucratiques. Ainsi, les candidats doivent obtenir de leur fédération un document certifiant qu'ils sont membres du syndicat depuis plus d'un an. Or, comme les sièges des fédérations syndicales nationales sont situés au Caire, la plupart des candidats doivent prendre congé ce jour-là pour obtenir les documents. La période de nomination étant très courte, des problèmes administratifs signifient la plupart du temps qu'ils devront renoncer à leur candidature. De plus, les forces de sécurité interviennent souvent pour interdire aux candidats de participer.⁴¹

Lors des élections syndicales pour la période de 2006 à 2011, plus de 12 000 candidats furent empêchés de participer aux élections.⁴² La plupart des candidats écartés s'opposaient à la privatisation des secteurs publics entreprise par le gouvernement.

39. Ces informations sont disponibles sur le site du PND (en arabe) : www.ndp.org.eg/ar/Committee/Council.aspx?CommitteeID=8. Cité par BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit., p. 40.

40. *Loi 12 de 2003 (Loi unifiée sur le travail)*; Articles 41, 42 et 43 de la loi no 35 (dans sa teneur modifiée par la loi no 12 de 2003) « Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Organisation Internationale du Travail » (2010), URL : www2.ohchr.org/french/law/liberte_syndicale.htm, p. 139.

41. BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit., p. 41-42.

42. Khalid 'Ali 'UMAR, *Les ouvriers et la résistance sociale (al-'ummal wa al-muqawama al-ijtima'iyya)*, le Caire : Centre Juridique Hisham Mubarak (markaz hisham mubarak lil-qanun), 2007, 166 p., p. 14, (en arabe); et Hossam el HAMALAWY, « Trade union elections conducted amidst Labor Ministry interference » (10 nov. 2006); cités par BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit., p. 42.

Cette année-là, l'octroi de certificats d'adhésion fut-il soumis au veto du président de la Confédération.⁴³ Après que les candidats aient été écartés, les comités exécutifs de 805 des 1 805 comités syndicaux ont été élus par acclamation. Quant aux conseils exécutifs des 23 fédérations nationales, 15 d'entre eux furent élus par acclamation. Tous les membres du conseil exécutif de la Confédération ont aussi été élus par acclamation.⁴⁴

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, le contrôle de la mobilisation s'effectue par le biais de règles très strictes entourant l'exercice de la grève. Le Code unifié du travail de 2003 stipule que la grève doit être approuvée par les deux tiers du comité exécutif de la fédération nationale concernée. Si les travailleurs ne sont affiliés à aucune fédération, ils doivent obtenir l'approbation du deux tiers du comité exécutif de la Confédération des syndicats. Si la grève est approuvée, les travailleurs doivent avertir leur employeur de la date du début de la grève par courrier enregistré dans un délai de 10 jours. Ceux-ci doivent pouvoir fournir un reçu prouvant que l'employeur a bien reçu la lettre. Cette lettre doit mentionner les raisons de la grève ainsi que sa durée : les grèves illimitées sont illégales.⁴⁵ Enfin, les fonds pour les grèves sont contrôlés par les fédérations nationales, ce qui implique que les comités syndicaux locaux n'y ont pas accès.⁴⁶

43. Source originale : Ruz Al-Youssef (6 sept. 2006) ; cité par Françoise CLÉMENT, « Elections ouvrières : Entre fraude et chasse aux "Frères masqués" », *Chroniques égyptiennes 2006*, sous la dir. d'Enrique KLAUS et Charmaa HASSABO, le Caire : Centre d'Études et de Documentations Économiques et Juridique (CEDEJ), 2006, p. 56-86 ; citée par BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit., p. 42.

44. *Les faits : élections syndicales pour la période 2006-2011 (waqa'i' ma gara : al-intikhabat al-niqabiya dawra 2006-2011)*, Helwan : Centre for Trade Unions et Workers Services (dar al-khadamat al-niqabiya wa al-'ummaliya), 2007, p. 19 ; cité par BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit., p. 42.

45. *Loi 12 de 2003 (Loi unifiée sur le travail)*, op. cit., Livre 4. Article 192. Disponible en ligne : www.misr.gov.eg/english/laws/labour/.

46. BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, op. cit.

3.6 L'autoritarisme en mouvement : la théorie des mouvements sociaux pour une compréhension dynamique du corporatisme

Revenons un moment à la théorie des mouvements sociaux. Comment cette dernière pourrait-elle être mise à contribution pour étudier le corporatisme égyptien ?

Dans le langage de la théorie des mouvements sociaux, le contrôle imposé aux syndicats par le régime se traduit par une volonté d'affaiblir les structures de mobilisation. Si les syndicats possèdent des ressources importantes pour la mobilisation (en disposant de fonds pour la grève, par exemple), ils ne peuvent soutenir cette dernière en raison des arrangements corporatistes qui les lie à l'État. Le corporatisme est un régime d'absence de structures de mobilisations

Quant à la structure d'opportunités politiques, nous rappellerons deux de ses composantes (voir section 2.3) : (1) la multiplicité des centres autonomes de pouvoir, (2) le degré d'ouverture à de nouveaux acteurs. La fermeture de la structure d'opportunités dans le régime corporatiste s'exprime ici par (1) le monopole de la représentation dans les différents secteurs d'emplois octroyé aux fédérations syndicales nationales et à la Confédération des syndicats, monopole qui empêche le développement d'autres centres autonomes de pouvoirs ; (2) le fait que le Ministère du Travail puisse opposer son veto à la création de tout nouveau syndicat, ce qui signifie que les institutions sont fermées à l'apparition de nouveaux acteurs. Le corporatisme est un régime de fermeture des opportunités politiques.

Cela dit, des éléments d'ouverture de la structure d'opportunités sont repérables en Égypte depuis l'année 2005 ; ouverture qui explique (en partie) l'apparition du syndicat indépendant. Premièrement, l'Égypte a connu depuis cette date un regain d'activité de la société civile, poussant au « dégagement de nouveaux espaces liberté⁴⁷ ». Après l'annonce de la part du président Moubarak que la Constitution serait amendée pour permettre la tenue d'élections présidentielles pluralistes, de nouveaux acteurs, dont le plus important fut le très médiatisé Mouvement égyptien pour le changement (*Kefaya* !,

47. La formulation est de Marie VANNETZEL, *Frères éligibles : étude de la mobilisation électorale islamiste en Égypte, le cas des élections législatives de 2005*, Paris : École doctorale de Sciences Po, Master de recherche, 2007, p. 38.

qui signifie « C'est assez ! » en arabe dialectal égyptien), se sont constitués pour revendiquer la transparence des élections. *Kefaya!* a organisé plusieurs manifestations au centre-ville du Caire, contribuant à briser « le tabou de l'interdiction des manifestations⁴⁸ », modifiant le visage de la répression. Ces manifestations ont été abondamment relayée par la presse indépendante, qui parallèlement a vu s'accroître le champ des sujets qu'elle pouvait traiter. Des journaux engagés, tels *Al-Dustur*, vont se spécialiser dans les nouvelles à saveur contestataire. Ceux-ci vont rapporter la plus petite manifestation ou protestation. Les médias indépendants ont joué, nous le verrons, un rôle important lors de la grève des employés de l'impôt foncier. Ce rôle pointe une ouverture de la structure d'opportunités (dans la mesure où les médias indépendants constituent des centres de pouvoir indépendants).

48. *Ibid.*

CHAPITRE IV

LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DE L'IMPÔT FONCIER : CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Dans les chapitres IV et V, nous étudions l'épisode de conflit qui s'ouvre avec la manifestation du 10 septembre 2007 et qui se termine avec l'accord négocié entre le ministre des Finances Botros Ghali et les employés de l'impôt foncier le 13 décembre 2007. Ce découpage, il est vrai, comporte une certaine part d'arbitraire. Nous aurions pu choisir de faire commencer le récit plus tôt. Mais cet épisode précis de mobilisation a cela de particulier qu'il permit, en très peu de temps, à des gens qui habitaient dans des régions éloignées, de se rencontrer, d'échanger et de se forger une identité partagée. Ce sont ces réseaux nouvellement créés qui servirent de matrice au nouveau Syndicat indépendant. La manière dont ces gens sont entrés en contact est traitée dans le chapitre IV, alors que le chapitre V traitera les mécanismes de la formation d'identité.

4.1 Dix septembre 2007 : une manifestation à Giza

Le 10 septembre 2007, les employés de la Direction de l'impôt foncier de Giza (*mudiriyyat al-giza*) interrompent le travail et descendent dans la rue pour manifester. Rassemblés devant le Centre des services administratifs (*Mugamma' al-Masalih*) de Giza, ils revendiquent la parité salariale avec leurs collègues des impôts généraux, ainsi que leur transfert des administrations locales (les gouvernorats) au Ministère des Finances. Ils scandent « les impôts fonciers : pour quoi laissés de côté, pourquoi

oubliés ? » et « nos collègues gagnent dix fois plus, et je n'arrive même pas à m'acheter du pain ». Ils brandissent des pancartes où il est écrit : « notre salaire n'équivaut à presque rien », ou « notre salaire ne couvre pas le prix de nos transports ». Dans les journaux qui couvrent l'événement, la condition des employés de l'impôt foncier est présentée comme véritablement désastreuse. Une fonctionnaire affirme au journal *Al-Badil* qu'elle ne gagne que 190 livres égyptiennes par mois alors qu'elle travaille depuis vingt ans. D'autres disent qu'ils sont obligés de cumuler les emplois pour subvenir à leurs besoins. Un employé déclare qu'il travaille le soir comme *bawwab* (que l'on pourrait traduire par concierge) pour arrondir ses fins de mois.¹

Selon un schéma éprouvé, les forces de la Sécurité centrale (*al-amn al-markazi*) établissent une ceinture de sécurité autour des manifestants. Un journaliste de *Al-Dustur* décrit la scène.

Les forces de sécurité ont encerclé le Mugamma', installé un mur de sécurité aux endroits menant à l'immeuble et ont verrouillé les portes pour empêcher le reste des employés de se joindre à leurs collègues. Ces derniers sont restés de longues heures enfermés à l'intérieur de l'immeuble.²

La sécurité se contenta d'encercler les manifestants. Aucune arrestation n'a eu lieu. Les manifestants se sont dispersés sans heurts après l'événement.

La manifestation du 10 septembre eut un succès appréciable si l'on se fie à l'intérêt médiatique qu'elle parvint à susciter. Pourtant, il faut convenir qu'il s'agissait, toute proportion gardée, d'un événement de petite envergure. La manifestation n'impliquait qu'un millier d'employés³, sur les 47 000 employés de l'impôt foncier. De plus, elle était circonscrite aux bureaux de la Direction de Giza, alors que les employés de l'impôt foncier sont répartis dans plus de 140 succursales partout en Égypte. En somme, on pouvait difficilement s'attendre à ce que cet événement serve de préambule à une grève

1. Mahmud MURAD et Nawal 'ALI, « Sit-in de 2700 employés de l'impôt foncier en protestation contre la baisse de leurs salaires », *Al-Badil* (11 sept. 2007).

2. Tamir Abu 'ARAB, « Manifestation de 1 000 employés de l'impôt foncier devant le Mugamma' de Giza pour demander l'amélioration de leurs conditions et leur annexion au Ministère des Finances », *Al-Dustur* (11 sept. 2007).

3. Al-Masri Al-Yawm, qui accorde la première page à l'événement, affirme que 5 000 fonctionnaires ont participé à la manifestation. Toutefois, le chiffre d'un millier de manifestants, avancé par *Al-Dustur*, est plus crédible.

générale ; cela d'autant plus que faisaient défaut des ressources organisationnelles qui auraient pu soutenir et coordonner l'action collective. Dans la plupart des gouvernorats, il n'existait pas de comité syndical ; et dans les gouvernorats qui jouissaient d'une représentation syndicale, les membres des comités syndicaux affiliés à la Fédération des employés des banques et des assurances furent immédiatement mis en garde de ne pas soutenir le mouvement de protestations. Les organisations syndicales firent savoir, durant les jours qui suivirent l'événement de Giza, qu'ils refuseraient d'appuyer toute forme de protestation.

Pourtant, le 24 septembre, on annonçait la tenue d'une manifestation des employés de l'impôt foncier dans le gouvernorat de Daqahliya, dans le delta du Nil. Une autre manifestation eut lieu le 30 septembre dans le gouvernorat de Beni Suef, en Moyenne-Égypte. Les dirigeants du mouvement en formation avertirent le gouvernement qu'une grève générale de tous les employés aurait lieu si leurs revendications n'étaient pas satisfaites avant le retour des vacances de l'Aïd. La grève commença le 24 octobre pour se terminer le 13 décembre avec l'accord de la part du ministre des Finances Botros Ghali d'accéder aux revendications des travailleurs. Voici la liste des principaux événements qui jalonnèrent cet épisode de conflit.

- 10 septembre : Manifestation des employés de la Direction de l'impôt foncier de Giza
- 24 et 30 septembre : Manifestations devant les bureaux de la Direction de l'impôt foncier dans les gouvernorats de Daqahliya et de Beni Suef (respectivement). La grève générale est annoncée pour le 21 octobre
- 21 octobre : Déclenchement de la grève générale. Manifestation devant le Ministère des Finances, à Medinat Nasr, à laquelle, participent des employés de Giza, Daqahliya, Fayoum, Beni Suef, et Ismaïliya.
- 13 et 14 novembre : Occupation des bureaux de la Confédération générale des syndicats égyptiens, des délégations provenant de Bahariyya et de Sohag s'ajoutent aux manifestants. Le sit-in se termine avec la promesse de la part du président de la Confédération générale des syndicats, Hussein Megawer, d'intercéder personnellement en faveur des employés de l'impôt foncier auprès du ministre des Finances
- 3 au 13 décembre : Occupation de la rue Hussein Higazi, devant le Conseil des

ministres. Entre 5 000 et 15 000 personnes, provenant de tous les gouvernorats d'Égypte, participent à la protestation. La grève se termine avec l'accord de la part du ministre des Finances Botros Ghali, d'opérer au transfert administratif des fonctionnaires au Ministère des Finances et d'augmenter leurs salaires.

Lorsque l'on se penche sur la séquence des événements, on observe que la mobilisation débute à Giza pour se diffuser dans toute l'Égypte. En effet, la manifestation qui dura du 3 au 13 décembre rassembla des employés de tous les gouvernorats. La plupart de ces fonctionnaires ne s'étaient jamais rencontrés auparavant.

En général, la mobilisation d'un nombre important de gens sans relation préalable entre eux nécessite l'existence d'une organisation capable transmettre l'information, financer les transports et fournir une compensation financière pour les journées de travail perdues. Pourtant, les syndicats officiels, qui traditionnellement assument ce rôle, se sont opposés à la grève. Les employés de l'impôt foncier ont été ainsi obligés de contourner les structures existantes pour créer leur propre organisation.

Dans ce chapitre, nous allons voir comment les employés de l'impôt foncier sont entrés en contact par une combinaison de mécanismes et de processus, en particulier par *diffusion directe* et *intermédiation*. L'agencement de ces mécanismes a provoqué un *changement d'échelle*, soit une « augmentation ou diminution du nombre d'acteurs et/ou de la portée géographique d'une revendication coordonnée⁴ » (ces mécanismes et processus ont été définis dans la section 2.4). Nous allons voir que l'existence de médias indépendants capables de transmettre les informations liées aux différentes manifestations a joué un rôle clef pour le changement d'échelle.

4.2 Prolégomènes du conflit : décentralisation de l'impôt foncier

En 1974, la levée de l'impôt foncier fut confiée aux gouvernorats. La décision de décentraliser l'impôt foncier s'inscrivait dans une perspective de décentralisation dont l'objectif plus général était de renforcer le pouvoir des élites locales, notamment la

4. Charles TILLY et Sidney TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, 396 p.

bourgeoisie agraire, considérée comme un allié potentiel pour la politique de *l'infitah* prônée par Sadate.

In an attempt to redirect economy and change it to a liberal free-market economy, it was necessary for Sadat not only to destroy Nasser's legacy but also to discredit it. The agrarian bourgeoisie, who had suffered under Nasser, provided him with the perfect opportunity to do so. [...] Realising that they were potential allies, Sadat thus attempted to give these notables a share of power through the introduction of relatively more decentralised localities.⁵

L'impôt foncier fut décentralisé par le biais des décrets ministériels 137 et 136 de 1974 qui, respectivement, procédaient au transfert administratif des employés de l'impôt foncier aux gouvernorats, et accordaient aux gouvernorats le droit d'encaisser une partie des recettes de l'impôt foncier. Outre les employés de l'impôt foncier, les employés de l'éducation, de la santé, du bâtiment et de l'alimentation furent affiliés aux gouvernorats.⁶

Le travail des employés de l'impôt foncier consiste à déterminer la valeur des propriétés immobilières et des lieux de divertissement (*malahi*) et à faire le cadastre des terres agricoles pour en collecter l'impôt correspondant. Par conséquent, ils doivent aller sur le terrain pour mesurer la superficie des terres et des propriétés. Ils ont parfois à marcher de longues heures sous le soleil.

La comparaison avec les fonctionnaires employés par le Ministère des Finances, qui « travaillent dans des bureaux climatisés », ⁷ sera au centre du discours de revendication des employés de l'impôt foncier. En effet, au sein de l'administration des gouvernorats, les fonctionnaires de l'impôt foncier ont vu leurs conditions se détériorer en comparaison avec celles des fonctionnaires du Ministère des Finances. En 2007, au moment où éclate la grève, les employés de l'impôt général gagnent un salaire (avec

5. Ninette FAHMI, *The Politics of Egypt : State-Society Relationship*, Londres : Routledge, 2002, p. 190.

6. On notera que l'Égypte demeure, malgré tout, un État hautement centralisé. Le budget des gouvernorats dépend à 90% de transferts de fonds de l'État central. Source : Programme des Nations Unies pour le Développement, Programme on Governance in the Arab Region.

7. Hisham FU'AD, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier scandent : "Dîtes à Botros Ghali qu'il descende de sa haute tour" », *Al-Badil* (22 oct. 2007).

primes) cinq à dix fois plus élevé que celui des employés de l'impôt foncier (le salaire moyen d'un employé de l'impôt foncier se situait entre 200 et 400 livres égyptiennes par mois)⁸.

4.2.1 Les comités syndicaux locaux

Les employés de l'impôt foncier ont la possibilité d'adhérer à la Fédération des employés des banques et des assurances. Pour ce faire, ils peuvent fonder un comité syndical (*lagna niqabiya*) qui représentera les travailleurs de leur gouvernorat. Avant 1997, il n'existait qu'un seul comité syndical, à Giza. Par la suite, des comités syndicaux ont été formés dans différents gouvernorats jusqu'à atteindre 11 comités en 2007⁹ La formation de ces comités s'effectua en parallèle d'une première mobilisation visant à annexer les employés de l'impôt foncier au Ministère des Finances.¹⁰

Certains syndicalistes, qui s'étaient distingués lors de ces mobilisations, étaient aussi des militants politiques. C'est le cas du directeur de la succursale Hawamidiya, dans le gouvernorat de Giza, Kemal Abu 'Aita, qui a été président du comité syndical de Giza avant d'en être écarté lors des élections syndicales pour la période 2006-2011 (voir section 3.5) en raison de ses activités politiques. Kemal Abu 'Aita s'était imposé comme l'une des figures principales du mouvement *Kefaya*. Il a aussi été très actif au sein du mouvement nassérien dont il fut l'un des initiateurs dans les années 1970. Aujourd'hui, il milite au sein du Karama, un parti politique issu du courant nassérien qui attend toujours l'approbation du régime pour obtenir un statut légal. Il s'est présenté comme candidat indépendant aux élections législatives dans la circonscription de Boulaq Al-

8. Ce chiffre est estimé à part du croisement des informations recueillies dans les journaux et par les entretiens.

9. Information disponible sur le blogue du journaliste égyptien Hossam Al-Hamalawy : arabawy.org/2008/08/26/updates_upperegypt_tax.

10. En 1999, une demande pour l'abrogation des décrets 136 et 137 de 1974 a été déposée au Comité des plaintes du Parlement (*lagnat al-shakawa bi-maglis al-sha'b*). Deux-cents à trois-cents personnes ont manifesté devant le Ministère des Finances le 13 mars 1999. Cette première mobilisation a permis d'obtenir une augmentation des primes d'effort (*hawafiz guhud ghayr al-'adiya*) de 25% à 75%. Entretien avec Makram Labib, Mit Ghamr, gouvernorat de Daqahliya, 26 avril 2010. Entretien avec Kemal Abu 'Aita, 25 avril 2010, Giza. 'Islam 'Abd AL-RASUL, « Des bureaux à la rue », *Ruz Al-Youssef* (31 déc. 2007).

Dakrur, mais sans succès. On notera que les activités politiques de Kemal Abu 'Aita lui ont valu d'être emprisonné une vingtaine de fois depuis les années 1970.¹¹

L'idée d'une manifestation devant les bureaux de la Direction de Giza va naître au sein d'un petit groupe d'employés au centre duquel se trouve Kemal Abu 'Aita. Ce dernier s'imposera rapidement comme dirigeant du mouvement de grève.

4.3 Processus du conflit : le changement d'échelle

Lors de la manifestation du 10 septembre 2007, il existe des comités syndicaux dans seulement 11 des 26 gouvernorats. Pourtant, en l'espace de quelques semaines, des employés de tous les gouvernorats seront mobilisés. Dans cette section, nous allons voir comment, à partir de Giza, le conflit a pu s'étendre à tous les gouvernorats. Dans le langage de la théorie des mouvements sociaux, il s'agira de comprendre comment un *changement d'échelle* a pu avoir lieu. Le changement d'échelle correspond à « [l']augmentation [...] du nombre d'acteurs et/ou de la portée géographique d'une revendication coordonnée¹² ». Il peut emprunter deux chemins distincts. Il peut s'effectuer par *diffusion directe*, « opérée par des individus ou des groupes dont les similitudes ou les relations préexistantes deviennent la base de la mobilisation » ; ou par *intermédiation*, c'est-à-dire le « passage par des intermédiaires mettant en contact des acteurs qui s'ignoraient jusque-là.¹³ » Ces deux voies empruntées par le changement d'échelle sont illustrées dans la Figure IV.1.

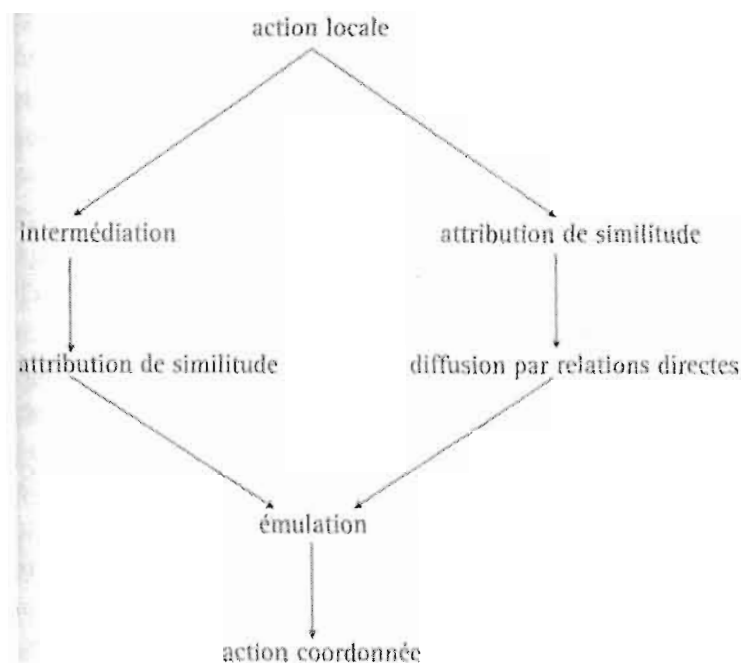
Pour illustrer ces processus (qui ont chacun joué un rôle important), nous allons présenter deux cas idéal-typiques, tirés des entretiens que nous avons conduits : le premier avec Makram Labib, qui était président du comité syndical de Daqahliya en

11. Le journal Al-Karama affirme que Kemal Abu 'Aita est de toutes les causes. « Depuis 30 ans, il n'y a pas une manifestation à laquelle Kemal Abu 'Aita n'ait participé ». Fayza HINDAWI, « Kemal Abu 'Aita : un homme d'action », *Al-Karama* (29 déc. 2008).

12. TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, op. cit., p. 354.

13. *Ibid.*, p. 164.

14. Sidney TARROW et Doug MCADAM, « Scale Shift in Transnational Contention », *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW, Oxford : Rowman Littlefield, 2005, p. 128 ; cette figure apparaît dans TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, op. cit., p. 164.

FIGURE IV.1 -- Le changement d'échelle ¹⁴

2007 et le deuxième avec 'Abd Al-Nasser 'Abd Allah, employé à la succursale de Beba dans le gouvernorat de Beni Suef.

À Daqahliya, le président du comité local, Makram Labib, connaissait les militants de Giza parce qu'ils avaient milité ensemble dans le passé. Le comité syndical de Daqahliya soutint la grève et mobilisa activement les fonctionnaires ¹⁵. L'expérience de Makram Labib illustre le processus de changement d'échelle par *diffusion directe*.

À Beni Suef, au contraire, les membres du comité local refusèrent d'appuyer la grève. Des employés tels que 'Abd Al-Nasser 'Abd Allah, se rendirent au Caire, entrèrent en contact avec le noyau militant de Giza, et revinrent à leur succursale pour mobiliser leurs collègues. L'expérience de 'Abd Al-Nasser illustre le processus de changement d'échelle par *intermédiation*.

15. Le comité syndical de Daqahliya est, par ailleurs, le seul des 11 comités syndicaux à avoir soutenu activement la grève. À Giza, le comité syndical était divisé entre les partisans de la grève et ses opposants.

4.3.1 Diffusion du conflit à Daqahliya : diffusion directe

La diffusion du conflit aux employés du gouvernorat de Daqahliya va se faire par le biais de relations personnelles entre des syndicalistes (et d'anciens syndicalistes) ayant milité ensemble par le passé. En l'occurrence : Kemal Abu 'Aita et le président du comité syndical de Daqahliya, Makram Labib.

À Giza, la décision de descendre manifester dans la rue sera prise sans avertir la Fédération des employés des banques et des assurances, ni même avertir les comités syndicaux des autres gouvernorats. Pourtant, le président du comité de Daqahliya, Makram Labib, est un proche de Kemal Abu 'Aita. Ils ont participé ensemble à la manifestation du 13 mars 1999. De plus, ils ont tous deux milité au sein du courant nassérien. « À l'époque, j'écoutais Kemal et [il] m'écoutait. [...] Kemal est politisé, et moi aussi je suis politisé. ¹⁶ » La manifestation de Giza prend tout le monde par surprise. Makram Labib raconte :

Le 10 septembre 2007, ils ont manifesté devant le Centre de services administratifs de Giza. Ils n'en ont parlé à personne dans toute la République Arabe d'Égypte. Ils n'en ont parlé à personne. Kemal [Abu 'Aita] aurait dû me dire : "je me lance" : pour que je sache, pour que je le soutienne. Bref, ils ont agi sans nous le dire. ¹⁷

Par hasard, Makram Labib se trouvait au Caire ce jour-là, à proximité de Giza. Lorsqu'il apprit qu'une manifestation était en cours, il s'est immédiatement rendu sur les lieux.

Kemal Abu 'Aita, Makram Labib et le groupe de militants de Giza vont discuter de la stratégie à adopter. Makram Labib va proposer de mobiliser les gens de tous les gouvernorats pour ensuite les rassembler au Caire.

La manifestation [*i'tisam*] de Giza en elle-même ne vaut rien. Pourquoi ? On est à Giza, loin de l'endroit où les décisions sont prises, loin du Ministère des Finances. On pouvait rester 50 ans à Giza, personne ne serait venu nous voir. Kemal voulait continuer la manifestation jusqu'à ce que le ministre de Finances arrive, éventuellement y passer la nuit. Je lui ai dit : "Le ministre des Finances ne va pas venir. Si on fait cela, on va rater notre

16. Entretien Makram Labib, 26 avril 2010, Mit Ghamr, gouvernorat de Daqahliya.

17. Entretien Makram Labib, 26 avril 2010, Mit Ghamr, gouvernorat de Daqahliya.

coup. [...] Je vais [plutôt] mobiliser [*shaghal*] les gens de Daqahliya, [...] et on va rassembler tout le monde devant le ministère de Finances.¹⁸

Makram Labib va organiser une manifestation le 24 septembre devant les bureaux de la Direction (*mudiriya*) de l'impôt foncier de Daqahliya. Le comité syndical de Daqahliya va s'engager de manière enthousiaste dans un effort de mobilisation, cela bien que le président de la Fédération des employés des banques et des assurances, Faruq Shehata, ait menacé de sanctions sévères les membres des comités syndicaux qui encourageraient la grève.¹⁹

La coordination entre les gouvernorats de Giza et de Daqahliya s'est faite sur la base de relations préexistantes entre des syndicalistes Makram Labib, et d'anciens membres du conseil exécutif, tels Kemal Abu 'Aita. Pour organiser une manifestation le 24 septembre, Makram Labib et les membres du comité syndical mobilisent les employés de Daqahliya. Ainsi, Makram Labib appartient, en sa fonction de président de la Fédération des employés des banques et des assurances, à la Fédération des employés des banques et des assurances. Mais son travail ici s'accomplit en marge des structures syndicales traditionnelles. Tout se passe, en effet, comme si la seule utilité des structures syndicales officielles était de favoriser la création de réseaux de relations personnelles.²⁰

4.3.2 Diffusion du conflit à Beni Suef : intermédiation

Les relations personnelles entre militants ont joué un rôle important pour le changement d'échelle. Toutefois, la *diffusion directe* ne pouvait, à elle seule provoquer une grève générale. En effet, les membres des comités syndicaux de la plupart gouvernorats ont pris les avertissements de Faruq Shehata au sérieux et se sont abstenus d'encourager la mobilisation. Un deuxième processus entré en jeu : *l'intermédiation*.

18. Entretien Makram Labib, 26 avril 2010, Mit Ghamr, gouvernorat de Daqahliya.

19. Ces menaces sont évoquées dans le journal Al-Badil. FU'AD, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier scandent : "Dîtes à Botros Ghali qu'il descende de sa haute tour" », *op. cit.*

20. Le journaliste Mostafa Bassiouni, qui a suivi de près le déroulement des événements, a par ailleurs souligné que la plupart des éléments les plus militants du mouvement de grève étaient des syndicalistes ou d'anciens syndicalistes. Entretien avec Mostafa Bassiouni, le Caire, 22 avril 2007.

Si la mobilisation de Daqahliya impliquait l'existence d'une organisation (le comité syndical local) prête à soutenir et à coordonner la mobilisation malgré les menaces de sanctions, certains gouvernorats, tels Beni Suef, ne pouvaient pas s'appuyer sur une telle structure. Le comité syndical de Beni Suef refuse de soutenir le mouvement. Les employés de Beni Suef, furent pourtant les premiers, après ceux de Giza et de Daqahliya à faire une manifestation (le 30 septembre).

La diffusion du conflit à Beni Suef emprunta un chemin différent de celui de Daqahliya. Ici, de nouveaux liens ont dû être créés : des *intermédiaires* ont dû entreprendre de diffuser le conflit à de nouveaux sites. Le récit d'Abd Al-Nasir 'Abd Allah, qui travaille à la succursale de Beba à Beni Suef, illustre le mécanisme d'intermédiation.

J'ai lu dans les journaux que les employés de l'impôt foncier manifestaient à Giza. [...] j'ai voulu savoir ce que ces gens revendiquaient. Je suis venu au Caire tout de suite le lendemain. J'ai demandé où étaient les bureaux de la Direction de l'impôt foncier. J'y suis allé, j'y ai rencontré des gens. Ils m'ont dit qu'ils faisaient une réunion le jour suivant. Ils m'ont invité à y assister. C'était pendant le ramadan. J'ai assisté à la réunion. Ils racontaient qu'ils voulaient être unis [*nebqa id wahida*], qu'ils voulaient organiser des manifestations dans tous les gouvernorats pour revendiquer leurs droits. J'ai pris ces informations et je les ai emmenées à Beni Suef. Je leur ai dit : voilà ce qui se passe, ces gens-là vont augmenter notre salaire.

Cet extrait nous permet de souligner le rôle des médias pour la diffusion de l'information liée aux manifestations. La manifestation du 10 septembre a, en effet, été rapportée par les journaux indépendants Al-Misri Al-Yawm, Al-Dustur et Al-Badil. Le lendemain, tous les fonctionnaires avaient été informés (nous allons nous pencher de manière plus détaillée sur le rôle de médias dans la prochaine section).

'Abd Al-Nasir 'Abd Allah deviendra un *intermédiaire* entre Giza et les employés de la succursale de Beba à Beni Suef. Il va diffuser une certaine interprétation du conflit à un nouveau site. Pour ce faire, il a dû premièrement adhérer à la lecture que les militants de Giza faisaient des événements.

J'ai écouté ce qu'ils disaient et j'ai commencé à être convaincu. J'ai commencé à adopter leur point de vue. J'ai commencé à vivre... j'ai commencé à vouloir accomplir les mêmes objectifs qu'eux : la parité avec les employés de l'Impôt général, l'augmentation de nos salaires. À partir

de ce moment, j'étais avec eux [*baqit ma'ahom*]. J'ai pris leurs numéros de téléphone et ils ont pris le mien. Ils m'appelaient dès que quelque chose se passait.²¹

Ce récit illustre les mécanismes de la création d'un intermédiaire. 'Abd Al-Nasir ne connaît pas les employés qui manifestent à Giza. Il lit dans les journaux qu'ils ont organisé une manifestation. Il veut en savoir plus et il décide d'aller les rencontrer personnellement. À partir de ce moment, une évaluation partagée du problème est construite.

L'intermédiation consiste en la création d'un lien entre des localisations sociales distinctes. L'intermédiaire permet au conflit de se diffuser d'un site à un autre. Ainsi, lorsque 'Abd Al-Nasir rentre à Beni Suef, il convainc ses collègues de la nécessité d'une manifestation.

Nous avons fait comprendre [*nefahhem*] nos collègues. Il y a neuf succursales à Beni Suef, je travaille dans l'un d'entre elles. Je me suis assis avec les gens et je leur ai expliqué, voilà ce qui se passe. Nous allons faire une manifestation [*waqfa*] pour nos droits, devenir comme les employés du Ministère des Finances qui prennent 10 mois [tous les mois²²]. Les gens sont fatigués. Je leur ai expliqué : voici nos droits [*huquqna keza*]. Nous devons faire quelque chose pour prendre nos droits [*nakhud huquqna*]. On ne va rien nous donner si on ne bouge pas.²³

Par intermédiation, une nouvelle interprétation de la situation se propage à Beni Suef. Si la précarité de leur condition était ressentie par tous les employés de l'impôt, peu auraient spontanément songé à user de moyens de pression tels la grève ou la manifestation pour obtenir des augmentations de salaire. 'Abd Al-Nasir « fait comprendre » à ses collègues qu'ils doivent se mobiliser « pour leurs droits ».

21. Entretien avec 'Abd Al-Nasir 'Abd Allah, Giza, 4 mars 2010.

22. Le salaire *murattab* est souvent exprimé en terme du salaire de base 'agr. Ce dernier est très bas (le salaire de base minimum, par exemple, est de 35 livres égyptiennes). Le salaire total comporte des primes qui peuvent multiplier le salaire de base plusieurs fois. Ainsi, un salaire de « 10 mois » correspond à 10 fois le salaire de base : ici environ 2 500 livres égyptiennes. [The numerous allowances, bonuses, incentives, and profit shares make actual wages difficult to predict or calculate precisely. beinin]

23. Entretien avec 'Abd Al-Nasir 'Abd Allah, Giza, 4 mars 2010.

4.4 Rôle des médias pour le changement d'échelle

Nos deux exemples illustrent les formes idéal-typiques de la création de *l'action coordonnée* qui mène au *changement d'échelle*. La coordination entre Giza et Daqahliya naît d'un processus de *diffusion directe*. La coordination entre Beni Suef et Giza, quant à elle, est générée par *intermédiation*.

Diffusion directe et intermédiation n'ont pas participé au changement d'échelle dans la même proportion. En effet, des récits semblables à celui de 'Abd Al-Qadir ont été rapportés par les autres participants à notre étude. Dans les gouvernorats de Sohag, Qalyubiya, Le Caire et Suez, des employés sont entrés en contact avec les militants de Giza après avoir eu vent des événements par le biais des journaux. Ces employés sont par la suite devenus des intermédiaires.²⁴ Par conséquent, les entretiens que nous avons conduits nous poussent à conclure que l'intermédiation joua un rôle plus important que la diffusion directe pour le changement d'échelle.

Les médias indépendants ont facilité l'intermédiation à plusieurs niveaux. En faisant le récit des manifestations et en rapportant les propos d'employés insatisfaits de leurs conditions, les journaux indépendants ont provoqué de *l'attribution de similitudes*, et ont par conséquent contribué à la diffusion d'une *interprétation* partagée de la situation.

Ces gens [ici, les intermédiaires] ne sont pas en contact avec tous leurs collègues [*al-nas dul mish muwasilin li-kull zumala'hum*]. [...] Chaque succursale dépend de son quartier [*tab'a al-hay*], ils ne se connaissent pas [...]. Par exemple, s'il y en a un qui vient d'une région, il se peut qu'il ne soit pas très connu [*mish musamma'*] dans cette région. Lorsque la grève a commencé et quand les gens en ont entendu parler dans les médias, ils ont commencé à prendre conscience et à poser des questions. Lorsque nos collègues leur ont dit de venir ils répondaient [*yastagibo lihum*].²⁵

Qu'avons-nous appris dans ce chapitre ? On sait que dans un contexte de corporatisme où le pouvoir cherche à empêcher que les syndicats ne deviennent des vecteurs

24. Entretien avec Ahmed, Mahmud et Mostafa, Sohag, 15 avril 2010. Entretien avec Tariq Mostafa, Giza, 16 février 2010. Entretien avec Rim, le Caire, 30 mars 2010. Entretiens avec Khaled et Hisham, Suez, 21 mars 2010.

25. Entretien avec Kemal Abu Aita, 25 avril 2010.

pour la mobilisation, cette dernière dépendra de la construction de réseaux personnels. Une observation soulignée par Maryjane Osa dans son étude sur l'apparition du syndicat Solidarité en Pologne : « networks must substitute [...] for formal organizations »²⁶

Chez les collecteurs d'impôt en 2007, des réseaux de relations personnelles n'existaient pas qui auraient permis de soutenir la mobilisation. Dans quelques rares cas, des relations préexistantes entre des militants (comme entre Kemal Abu 'Aita et Makram Labib) furent la base de la coordination. Mais dans la plupart des cas, de nouvelles relations durent être créées par *intermédiation*.

Le rôle joué par les médias indépendants devrait maintenant être clair. En diffusant l'information relative aux manifestations, les journaux indépendants ont facilité l'intermédiation. Ainsi, sans l'existence de médias indépendants, il y a fort à croire qu'une grève comme celle qui a eu lieu en 2007 n'aurait pas été possible. C'est pour cette raison que nous pouvons considérer l'existence de médias indépendants comme un ouverture de la structure d'opportunités politiques.

26. Maryjane OSA, *Solidarity and Contention. Networks of Polish Opposition*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003, p. 15.

CHAPITRE V

PROCESSUS IDENTITAIRES LORS DE LA MOBILISATION

Dans ce chapitre, nous abordons la dimension identitaire de la mobilisation. Nous verrons comment une nouvelle identité est formée, après le changement d'échelle, par *activation de frontières et mise en scène publique de soi*.

5.1 Constitution de l'acteur : le Haut comité pour la grève

Lors des manifestations de Daqahliya et de Beni Suef, un ultimatum fut donné. Les employés de l'impôt foncier annoncèrent qu'en l'absence de réponse satisfaisante de la part du ministre des Finances, ils déclencheraient une grève générale après le ramadan, le premier jour au retour des vacances de l'Aïd Al-Fitr, c'est-à-dire le 21 octobre.¹

Le délai octroyé au ministre des Finances permet aux militants de se constituer un réseau dense de connexions. Ils vont créer le Haut comité pour la grève (*al-lagna al-'ulya lil-'idrab*), chargé de coordonner et de financer l'action collective. Le nombre des membres du Haut comité pour la grève va élargir progressivement pour inclure, après quelques semaines, un représentant de chacun des 26 gouvernorats. Le Haut comité pour la grève va créer une caisse pour financer les activités de grève dans chaque succursale. Lors de l'occupation de la rue Hussein Higazi, l'argent récolté servira

1. « Sit-in d'avertissement aujourd'hui à Daqahleyah et le 30 septembre à Beni Suef. Un communiqué confirme la grève au niveau national après l'Aïd Al-Fitr », *Al-Karama* (24 sept. 2007).

à payer le transport des employés vers le Caire, ainsi qu'à acheter des couvertures et de la nourriture. Avec ses capacités de financement, le Haut comité pour la grève s'imposera comme une véritable organisation parallèle, rivalisant à ce titre avec la puissante Fédération des employés des banques et des assurances²

L'ultimatum vient à échéance sans que les autorités ne se soient manifestées. Le Haut comité pour la grève lance un appel à la grève générale le 21 octobre. Le même jour, il organise une manifestation devant le Ministère des Finances.³ Les manifestants n'auront pas l'occasion de rencontrer le ministre, qui est aux États-Unis à ce moment-là. Le journal *Al-Badil* rapporte que 3 000 personnes ont participé à la manifestation.⁴ La chaîne de télévision privée Dream avance le chiffre de 4 000 manifestants. Cette dernière dresse un portrait positif des manifestants, soulignant notamment la précarité de leurs salaires.⁵ Elle diffuse des images de Kemal Abu 'Aita scandant : « Nous jurons devant Dieu, de faire la grève, d'arrêter la collecte de l'impôt et toutes les tâches tant que la parité avec les employés de l'Administration de l'impôt foncier et tant que le dénommé Isma'il 'Abd Al-Rasul ne sera pas congédié.⁶ » L'événement est aussi rapporté par le bulletin d'information de la chaîne Al-Jazeera.

L'appel lancé par le Haut comité pour la grève sera suivi de plus ou moins près selon les gouvernorats. Comme nous l'avons déjà mentionné, les comités syndicaux locaux, à l'exception de celui de Daqahliya (et d'une partie des membres de celui de Giza), sont réticents à appuyer le mouvement de grève. La Fédération des employés des banques et des assurances a, en effet, menacé de dissoudre les comités syndicaux qui encourageraient la protestation⁷. Mais, les pressions ne proviennent pas uniquement

2. Le journal *Ruz Al-Youssef* rapporte que les contributions ont permis de récolter entre 1500 et 2500 LE dans chacune des succursales, pour un total de 40 000 LE. Sayyid HAGGAR, Ibrahim GADD et 'Islam 'Abd AL-RASUL, « Nuits à la belle étoile », *Ruz Al-Youssef* (13 déc. 2007)

3. Les manifestants scandent : « Hey Ghali, descends de ta haute tour » (*Ya Ghali : inzil men borgak al-'ali*) et « un, deux, où est le Ministre des finances ? » (*Wahed, itnen, wazir al-maliya fen ?*).

4. Hisham FU'AD, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier scandent : "Dîtes à Botros Ghali qu'il descende de sa haute tour" », *Al-Badil* (22 oct. 2007).

5. Émission « Dix heures du soir » (*Al-'Achara Masa'an*) du 21 octobre 2007.

6. Isma'il 'Abd Al-Rasul est directeur de l'Administration de l'impôt foncier à l'époque. Il s'aliène les employés de l'impôt foncier en déclarant qu'ils jouissent de salaires élevés. Le congédiement de Isma'il 'Abd Al-Rasul deviendra par la suite une revendication des employés de l'impôt foncier

7. Plusieurs comités syndicaux assurent à Faruq Shehata qu'ils ne participeront pas à la grève FU'AD,

du Syndicat. Certains directeurs de succursales enjoignent leurs employés à ne pas participer aux grèves. En Haute-Égypte, notamment, les employés furent soumis à des pressions de la part de leurs supérieurs pour les décourager de participer à la grève (ils sont notamment été menacés d'être transférés à d'autres succursales, d'être congédiés et de subir un interrogatoire de la part des forces de l'ordre).⁸

Selon le président de la Fédération des employés des banques et des assurances, Faruq Shehata, les revendications des fonctionnaires sont légitimes, mais la grève n'est pas nécessaire.⁹ Une nouvelle loi sur l'impôt foncier est en préparation et devrait être soumise au Parlement lors de la prochaine session parlementaire débutant le 7 novembre 2007. Or, en 2006, Botros Ghali, avait promis aux employés de l'impôt foncier que la nouvelle loi les réintégrerait au Ministère des Finances. Par conséquent, le syndicat considère que le recours à la grève est précipité.¹⁰ Faruq Shehata appelle les employés à attendre la nouvelle loi.¹¹

Le Haut comité pour la grève va critiquer vertement le refus de la part du Syndicat des employés des banques et des assurances de soutenir la protestation. Il se posera en représentant des intérêts des travailleurs, face à ce qu'ils qualifieront de syndicat de façade, dont les dirigeants sont davantage préoccupés par leur confort privé. Kemal Abu 'Aita déclare au journal *Al-Karama* :

La Fédération a été plus cruelle [*achadd qaswatan*] que le gouvernement. Ils oublient que les voitures qu'ils conduisent sont payées avec nos cotisations. Ils ont oublié que leur rôle est de défendre les ouvriers face

« Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier scandent : "Dîtes à Botros Ghali qu'il descende de sa haute tour" », *op. cit.*

8. Entretien avec Ahmed, Sohag, 15 avril 2010. Les menaces sont aussi évoquées dans Mostafa BASSIOUNI et Tamir Abu 'ARAB, « Montée des pressions sur les employés de l'impôt foncier pour qu'ils cessent la grève. Les employés menacent de fonder un syndicat parallèle pour se libérer des Conseils locaux », *Al-Dustur* (28 oct. 2007).

9. Hisham FU'AD, « Manifestation des employés de l'impôt foncier le 3 décembre », *Al-Badil* (9 nov. 2007).

10. Faruq Shehata va qualifier le Haut comité pour la grève de « trouvaille médiatique ». *ibid.*

11. La promesse du ministre des Finances est aussi évoquée dans Abd Al-Halim QANDIL, « La montagne de la colère », *Al-Dustur* (14 déc. 2007) ; les déclarations de Faruq Shehata sont rapportées dans FU'AD, « Manifestation des employés de l'impôt foncier le 3 décembre », *op. cit.* ; ainsi que dans Ayman 'ACHIR, « Les employés de l'impôt foncier ont été laissés de côté, et ils demandent la parité », *Al-Gumhuriyya* (27 sept. 2007).

aux forts [*al-tarf al-qawi*] dans la relation de travail [...]. [Ils] ont décidé de se joindre aux forts, que ce soit le gouvernement ou les hommes d'affaires égyptiens ou étrangers, pour eux, nous ne sommes que des esclaves qui paient des cotisations pour leur confort personnel.

Abu 'Aita appelle tous les employés à se désaffilier de la Fédération et à fonder de nouveaux comités débarrassés des fraudeurs (*muzawwirin*).

5.2 Activation de frontières : occupation des locaux de la Confédération des syndicats

Le message du Haut comité pour la grève est le suivant : la Fédération des employés des banques et des assurances, qui a choisi de se lier « avec les forts », ne représente pas les intérêts des travailleurs. Cette interprétation de la situation se diffusera progressivement chez un plus grand nombre de fonctionnaires après l'occupation des locaux de la Confédération des syndicats égyptiens les 13 et 14 novembre 2007. Cet événement contribua à la création d'une frontière entre les grévistes et les syndicats officiels.

Le 13 novembre, environ 2 000 employés.¹² de l'impôt foncier se rassemblèrent devant les bureaux de la Confédération des syndicats égyptiens, sur la rue Al-Gala', au Caire. Ils demandaient au président de la Confédération Hussein Megawer de les soutenir dans leur lutte.¹³

Au siège de la Confédération, les membres du Haut comité rencontrent le président de la Confédération des syndicats égyptiens Hussein Megawer. Ce dernier, qui les reçoit « avec amabilité » (*bi-hafawa*), leur demande d'arrêter la grève, leur assurant que leurs problèmes seraient réglés par la prochaine loi sur l'impôt foncier.¹⁴

12. Le journal Al-Badil avance le chiffre de 3 000 manifestants devant le siège de la Confédération des syndicats. Le chiffre de 8000 manifestants avancé par le journal Al-'Arabi est peu crédible. Tal'at HASANIN, « Cinquante-cinq mille fonctionnaires annoncent la désobéissance civile », *Al-Arabi* (18 nov. 2007). 'Umar SA'ID, Mena BASHA et Tamir 'Abd AL-GHANI, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier renouvellent leur sit-in », *Al-Badil* (14 nov. 2007).

13. On notera que la manifestation est synchronisée avec d'autres manifestations dans les gouvernorats de Dimyat, Port Said, Kafr Sheikh, Minya, Beni Suef, Daqhaliya et Sohag. Ces manifestations sont rapportées par le journal Al-Badil et par Mahmud, employé de l'impôt foncier de Sohag lors de l'entretien du 15 avril 2010.

14. Mostafa BASSIOUNI, « Après trois heures de pour-parlers entre Megawer et des représentants de

Cet épisode de négociations, pour le moins singulier, entre des grévistes et le président de leur propre confédération syndicale, est symptomatique du double rôle joué par les syndicats en Égypte. Lorsque les employés de l'impôt foncier négocient avec Hussein Megawer, ils s'adressent à quelqu'un qui entretient des relations privilégiées avec le pouvoir (comme nous l'avons mentionné à la section 3.5, Hussein Megawer est chef du Bloc parlementaire de la Main d'oeuvre du Parti national démocratique). Or, celui-ci ne se cache pas de ce double rôle. Il se pose d'emblée comme un intermédiaire indispensable, seul en mesure de transmettre leurs revendications vers les hautes sphères du pouvoir. Il demande à ses interlocuteurs d'être patients, leur promettant d'intercéder personnellement en leur faveur.

Comme preuve que les négociations vont bon train, Hussein Megawer déclare qu'il a demandé, en personne, au ministre des Finances Botros Ghali, lors de la dernière réunion du bureau politique du Parti national démocratique, d'intégrer les employés de l'impôt foncier au Ministère des Finances. Botros Ghali aurait répondu, en présence de Gamal Moubarak ¹⁵, qu'il était favorable à un tel projet. Le fait d'avoir entendu le ministre des Finances affirmer, en présence du fils du président lui-même, qu'il réglerait la crise est présenté par Megawer comme une garantie suffisante justifiant la suspension des moyens de pression. ¹⁶

Le double rôle joué par le président de la Confédération des syndicats, à la fois représentant des intérêts des travailleurs et représentant des intérêts du régime, illustre le caractère bifrontal du corporatisme, discuté dans la section 3.3.1. En effet, en transmettant les revendications des travailleurs aux responsables politiques, Hussein Megawer permet à leurs revendications d'être entendues par des responsables l'État. Mais il doit aussi répondre aux attentes d'une classe politique qui considère avec

collecteurs de taxes, les grévistes refusent d'arrêter la grève et passent la nuit au siège de la Confédération des syndicats égyptiens », *Al-Dustur* (15 nov. 2007).

15. Le fils du président Hosni Moubarak, Gamal Moubarak est le secrétaire général adjoint du Parti national démocratique.

16. Cette conversation est rapportée dans BASSIOUNI, « Après trois heures de pour-parlers entre Megawer et des représentants de collecteurs de taxes, les grévistes refusent d'arrêter la grève et passent la nuit au siège de la Confédération des syndicats égyptiens », *op. cit.*

inquiétude la mobilisation de fonctionnaires. C'est pourquoi il tente de dissuader les travailleurs de recourir à des moyens de pression.

À la fin de la discussion, Hussein Megawer déclare qu'il fera tout son possible pour que les revendications des manifestants soient entendues. En échange, il leur demande de quitter les lieux. Les manifestants refuseront de se disperser.¹⁷ Ils scanderont : « nous ne voulons pas de fausses promesses.¹⁸ » En réaction, le personnel de la Confédération ferme les portes d'entrée et bloque l'accès des toilettes. On espère convaincre ainsi les manifestants de partir. Refoulés hors des bureaux de la Confédération, ces derniers passeront la nuit sur le trottoir, entourés d'un cordon de policiers.

Chez ceux qui participèrent à cet événement, la réaction de la Confédération eut un impact décisif sur la manière dont ils allaient considérer leur rapport aux syndicats officiels. L'épisode du barrage de l'accès aux toilettes fut évoqué dans tous les entretiens que nous avons conduits. Ce geste symbolisait une trahison de la part de la Confédération : « ils nous ont expulsés dehors, ont fermé les toilettes et ont obligé les femmes à dormir sur le trottoir.¹⁹ » De « maison des ouvriers » (*bayt al-'ummal*), le siège de la Confédération devient subitement un lieu inhospitalier.

Des menaces auraient été proférées à l'endroit des manifestants pour tenter de les convaincre de partir. « Des membres de la Confédération sont descendus parmi nos collègues et ont tenté de faire avorter la manifestation. "Rentrez, ils vont vous arrêter, la police se prépare à vous arrêter maintenant. Ils vont vous prendre."²⁰ » Amassés sur le trottoir de la rue Al-Gala', les manifestants perdront peu à peu le moral. La décision de se disperser sera prise dans la journée du 14 novembre.

L'occupation des lieux, qui dura du 13 au 14 novembre, participa à *l'activation d'une frontière* entre les grévistes et la Confédération des syndicats égyptiens. Être

17. Un vote à main levée a lieu pour choisir de rester. 'Umar SA'ID, « Les employés scandent des slogans contre le ministre de l'Intérieur, et les femmes se joignent à eux », *Al-Badil* (15 nov. 2007).

18. BASSIOUNI, « Après trois heures de pour-parlers entre Megawer et des représentants de collecteurs de taxes, les grévistes refusent d'arrêter la grève et passent la nuit au siège de la Confédération des syndicats égyptiens », *op. cit.*

19. Entretien avec Kemal Abu 'Aita, 25 avril 2010, Giza.

20. Entretien avec Kemal Abu 'Aita, 25 avril 2010, Giza

« jetés à la rue » par ceux-là mêmes qui sont censés les représenter porte une charge symbolique importante. Il s'agit d'une étape dans le processus de *formation d'identité*, qui allait se construire en partie en opposition avec les syndicats officiels.

5.3 Mise en scène publique de soi : occupation de la rue Hussein Higazi

L'épisode de mobilisation que nous étudions dans ce chapitre culmine avec l'occupation de la rue Hussein Higazi qui se déroula du 3 au 13 décembre 2007. C'est suite à cette action que les employés de l'impôt foncier obtinrent gain de cause. Sur le plan de l'analyse, la fin de l'épisode de mobilisation coïncide avec le processus de *mise en scène de soi* : « affichage public par un acteur ou une coalition de sa dignité, de son unité, de sa masse et de son engagement...²¹ »

Le matin du 3 décembre, entre 3 000 et 5 000 manifestants se rassemblèrent devant le Conseil des ministres, rue Hussein Higazi, au centre-ville du Caire. À ce moment, les pourparlers avec les autorités étaient au point mort. Hussein Megawer ne répondait plus aux appels et le ministre des Finances refusait de négocier avec eux²².

Le plan prévu — et qui avait été annoncé dans les médias — était d'entreprendre une marche à travers Le Caire jusqu'au siège de la Confédération des syndicats égyptiens²³. Mais après s'être rassemblés devant le conseil des ministres, les manifestants décidèrent d'y rester. Ils annoncèrent qu'ils ne partiraient pas avant d'avoir accédé à leur revendication. Ils y resteront 10 jours.

L'occupation d'une rue au centre-ville du Caire devait susciter un intérêt important

21. Charles TILLY et Sidney TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, 396 p.

22. Il déclara par ailleurs : « personne ne me tord le bras ». 'Umar SA'ID, « Les collecteurs d'impôts se font menaçants envers Ghali et Megawer », *Al-Badil* (1^{er} déc. 2007).

23. À noter que la date du 3 décembre pour la tenue d'une manifestation d'ampleur avait déjà été annoncée depuis presque un mois dans FU'AD, « Manifestation des employés de l'impôt foncier le 3 décembre », *op. cit.* Elle apparaît aussi dans Mostafa BASSIOUNI, « Les employés de l'impôt foncier confirment un sit-in le 3 décembre après que Hussein Megawer ait reporté la rencontre avec une délégation de représentants », *Al-Dustur* (23 nov. 2007). Le plan d'une marche à travers Le Caire est annoncé dans le journal *Al-Badil* deux jours plus tôt SA'ID, « Les collecteurs d'impôts se font menaçants envers Ghali et Megawer », *op. cit.*

de la part des médias (en particulier les médias indépendants). L'événement est en effet inusité. Il s'agit de la première fois qu'autant de manifestants occupent une rue dans un secteur qui rassemble les principaux bâtiments du gouvernement. Le Conseil des ministres se situe à proximité d'un complexe d'immeubles gouvernementaux comprenant le Parlement (*maglis al-sha'b*) et le Conseil consultatif (*maglis al-shoura*), non loin du Ministère de l'Intérieur. De plus, la grève des employés de l'impôt foncier « ne cadre pas » avec ce que les médias sont habitués de rapporter. Ces manifestants ne sont pas des ouvriers, mais des fonctionnaires, eux-mêmes représentants du gouvernement. Lors de notre entretien, Makram Labib raconta comment il fut approché par les journalistes. Certains demandaient : « pourquoi faites-vous une révolution alors que c'est vous le gouvernement ?²⁴ »

La nouveauté, les employés de l'impôt foncier sauront la mettre à profit en occupant littéralement l'espace médiatique. Ils s'adonneront à la mise en scène de leur « dignité, leur unité, leur masse, et leur engagement²⁵ » par le biais de représentations symboliques visant à légitimer leur lutte aux yeux de la population.

5.3.1 *Légitimité et prudence : médias indépendants et médias du gouvernement*

Dans la section 4.4 nous avons pu constater le rôle joué par les journaux indépendants pour la diffusion des informations liées à la grève. Penchons-nous maintenant sur les journaux gouvernementaux. Ces derniers ont accordé, il est vrai, une place beaucoup moins importante aux employés de l'impôt foncier dans leur couverture médiatique. Néanmoins, certains journaux gouvernementaux ont présenté la lutte de ces fonctionnaires comme légitime et ont ainsi contribué à légitimer cet acteur politique qui venait de se former. Cet extrait d'un article du journal Al-Gumhuriya (un journal du gouvernement), décrivant les conditions de travail difficiles des employés de l'impôt foncier, illustre la sympathie dont ont pu jouir les collecteurs d'impôts auprès des journalistes.

De l'intérieur des succursales, nous vous faisons parvenir le destin de ces

24. Entretien avec Makram Labib, Mit Ghamr, Daqahliya, 26 avril 2010

25. TILLY et TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, op. cit.

fonctionnaires, leurs revendications légitimes ainsi que leurs réactions face silence des responsables. [L'un d'eux] nous indique que son environnement de travail est indigne de la réputation de fonctionnaires d'État. Il nous informe que certains employés n'ont pas de chaise pour s'asseoir et qu'ils doivent partager le même bureau ; que les dossiers pourrissent à cause de l'humidité. L'espace manque pour les conserver. Ces espaces ne sont pas aérés et parfois les canalisations explosent. Les gens tombent malades. [Ils disent :] "Nous ne demandons pas l'impossible. Nos revendications sont simples et justes : nous voulons simplement retourner au Ministère des Finances, c'est le moindre de nos droits, et nous n'abandonnerons pas".²⁶

Le Haut comité pour la grève est conscient de l'importance des médias pour légitimer leur mouvement. Certains comme Kemal Abu Aita et Makram Labib puisent à la source d'une longue expérience politique qui leur permet d'apprécier l'importance des médias. « Nous savons parler, exposer notre problème. Les médias venaient nous demander : vous voulez encore plus d'argent. C'est vous les oppresseurs (*zalimin*). Nous leur avons fait comprendre que ce n'était pas nous les oppresseurs²⁷ ».

L'image de corruption attachée aux fonctionnaires a dû être modifiée. 'Abd Al-Qadir Nada déclarera au journal Al-Dustur :

Le fait [que ces fonctionnaires] aient été prêts à dormir une semaine dans le froid pour accéder à leurs droits est l'indicateur de leur droiture [nizaha]. S'ils avaient été corrompus, ils auraient pu *prendre* l'argent qu'ils voulaient en pot-de-vin. Ce sit-in est un sit-in de gens honorables.²⁸

La grève est aussi une question d'honneur.

Signe de l'importance que le Haut pour la grève accorde à la manière dont est présentée l'occupation de la rue Hussein Higazi dans médias, un Comité des médias sera créé parmi les manifestants dont la fonction fut de parcourir chaque jour les

26. « Après des manifestations répétées : les collecteurs d'impôts sont en mauvaise posture, et la tenue d'une enquête gouvernementale demeure un scénario possible », *Al-Gumhuriyya* (12 nov. 2007).

27. Entretien avec Makram Labib, Mit Ghamr, Daqahliya, 26 avril 2010

28. Mostafa BASSIOUNI, « Kemal Abu Aita : "Avec les juges je fais mon devoir politique et avec les fonctionnaires je me bats pour la subsistance de ma famille" », *Al-Dustur* (12 déc. 2007).

journaux.²⁹ Ainsi, pour les manifestants, l'expérience de l'occupation de la rue Hussein Higazi se fait en dialogue avec les médias.

Certaines stratégies de prudence seront mises en oeuvre pour s'assurer le soutien des médias. Premièrement, on veillera à ne pas attaquer directement la personne du président ou le régime. Le mot d'ordre étant d'affirmer : nous occupons la rue parce que nous voulons accéder à nos droits, nous ne sommes pas un mouvement politique. Ainsi, on opposera un refus ostentatoire aux tentatives des représentants des divers courants politiques de s'associer à leur mouvement.³⁰ Lorsqu'ils sont questionnés sur les sources de leur financement, les grévistes répètent qu'ils ne dépendent que des contributions volontaires des travailleurs et qu'ils ne sont liés à aucun parti politique.³¹ Ils scanderont : « il n'y a pas parmi nous de partis politiques : nous sommes tous de l'impôt foncier » (*mafinash, mafinash... ahzab siyasiya, kollena men al-'aqqariya*).³²

Deuxièmement, des efforts seront mis en oeuvre pour paraître civilisés. On nettoiera la rue³³ et on veillera à ne pas chanter des slogans après dix heures du soir pour ne pas incommoder les résidents du quartier.³⁴ De plus, on répétera que la manifestation est pacifique, afin de ne pas s'aliéner les forces de l'ordre. On déclarera même que les agents de la sécurité centrale (*amn al-markazi*), qui encerclent le groupe de manifestants, sont des « collègues » : des employés du gouvernement qui souffrent, eux aussi de la précarité de leurs salaires. Ainsi, le journal Ruz Al-Youssef rapporte que les employés de l'impôt foncier auraient scandé des encouragements aux forces de

29. La liste des membres de ce comité apparaît dans Gamal 'AWIDA, *L'épopée de la grève des employés de l'impôt foncier (malhamat i'tisam muwazzafi al-dara'ib al-'aqqariya)*, le Caire : Centre d'Études Socialistes (Markaz al-dirasat al-ishtirakiya), 2008.

30. « Nous refusons l'ingérence de tout courant politique. » Déclaration de 'Imad Sha'ban de Daqahliya rapportée par Mahmoud SABRA, « Une note au président le met en garde contre une catastrophe sociale », *Al-Arabi* (9 déc. 2007), Dans le même article, on rapporte que les grévistes auraient refusé de s'associer aux Frères musulmans.

31. L'accusation est évoquée dans HAGGAR, GADD et AL-RASUL, « Nuits à la belle étoile », *op. cit.*, L'accusation de servir des intérêts étrangers est une arme de délégitimisation puissante.

32. Les slogans scandés lors de la manifestation ont été rapportés par 'AWIDA, *L'épopée de la grève des employés de l'impôt foncier (malhamat i'tisam muwazzafi al-dara'ib al-'aqqariya)*, *op. cit.*, p. 52-53.

33. HAGGAR, GADD et AL-RASUL, « Nuits à la belle étoile », *op. cit.*

34. 'Umar SA'ID, « Première révolution de fonctionnaires », *Al-Badil* (19 déc. 2007).

police qui, « les auraient mieux traités que leur propre syndicat ³⁵ ». Quant aux slogans les plus virulents, ils sont dirigés à l'endroit des syndicats officiels plutôt qu'à l'endroit du gouvernement ou des forces de police. Lorsque Faruq Shehata se présente sur les lieux de la manifestation le 4 décembre pour tenter de parlementer avec les grévistes, il est chassé aux cris de « Va-t'en, va-t'en ³⁶ ».

5.3.2 *Unité, détermination : l'impôt foncier représente le peuple*

L'apolitisme de cet acteur qui s'est constitué et qui a dormi sur les trottoirs de la rue Hussein Higazi a été rendu possible grâce au recours à une symbolique qui n'est pas sans rappeler celle des nouveaux mouvements sociaux. Les grévistes se sont posés comme les représentants de tous les Égyptiens victimes de la nouvelle conjoncture économique, sans distinction de classe, de religion ou de sexe. Cette stratégie discursive apparaît notamment dans cet extrait d'un texte de Hamdin Sabahi, membre du parti Karama et député au Parlement, publié dans le journal *Al-Karama*.

Là où [les employés de l'impôt] dorment depuis sept jours vous trouverez toute l'Égypte : l'Égypte des mers et celle de l'intérieur des terres, des musulmans et des chrétiens, des hommes et des femmes, écrivant une page lumineuse dans l'histoire de la lutte patriotique. [Cette] symphonie des foules [...] n'a été écrite par aucun parti, ni classe sociale, ni courant politique.³⁷

35. Un employé de Giza déclare au journal *Ruz-Al-Youssef* : « Des membres de partis politiques sont venus. Ils ont tenté de changer nos pancartes et de nous faire chanter des slogans contre le gouvernement et les forces de sécurité... Mais nous avons refusé. Nous avons répondu en scandant des slogans d'encouragements pour les forces de sécurité, qui nous [sic] a mieux traités que Megawer et la Confédération des syndicats » HAGGAR, GADD et AL-RASUL, « Nuits à la belle étoile », *op. cit.* La « conduite exemplaire » des forces de sécurité lors de l'événement nous a été racontée par Layla lors de l'entretien du 10 mars à la succursale de Dar Al-Salam, au Caire, ainsi que par Hisham, lors de l'entretien conduit à Suez, le 21 mars 2010. Ils ont tous deux raconté que la présence de la police visait à « les protéger » : quelqu'un aurait pu « jeter une bombe » parmi les manifestants.

36. Entretien avec Tariq Mustafa. Cet épisode est aussi évoqué dans SA'ID, « Première révolution de fonctionnaires », *op. cit.*

37. Hamdin SABAHY, « Le quatrième mouvement », *Al-Karama* (10 déc. 2007).

L'unité entre chrétiens et musulmans est affichée par le biais de pancartes arborant une croix et un croissant imbriqués³⁸ tel qu'illustré par la Figure V.1 (on peut y lire : « les frères chrétiens qui manifestent au Caire et dans les gouvernorats présentent leurs meilleurs vœux aux manifestants musulmans en l'occasion de la fête du sacrifice (*Aïd Al-Adha*)³⁹ »).



FIGURE V.1 – Pancarte arborant la croix et le croissant imbriqués

Les employés de l'impôt représentent tous les Égyptiens : chrétiens et musulmans, mais aussi hommes et femmes. La présence des femmes sur les lieux du sit-in est constamment rappelée dans les journaux.⁴⁰ On vante leur ténacité (*salaba*) ainsi que leur courage. On souligne qu'elles dorment dans la rue, bravant le froid et l'inconfort. Elles lancent des slogans qui sont repris par la foule, elles chantent, etc. Certaines des femmes présentes sur les lieux ne sont pas des fonctionnaires de l'impôt foncier : elles ont courageusement décidé d'accompagner leur mari. Ces femmes représentent le

38. Mostafa BASSIOUNI et Tamir Abu 'ARAB, « Bon moral. Des délégations venues exprimer leur solidarité. Un employé retourne manifester après ses fiançailles. Des enfants qui naissent durant le sit-in se font donner les noms de ses leaders. Tout cela lors du sixième jour de sit-in des employés de l'impôt foncier », *Al-Dustur* (9 déc. 2007).

39. Image fournie par les employés de l'impôt foncier.

40. Voir par exemple Taha FARGHALI, « Les collecteurs d'impôts refusent l'accord négocié entre leurs collègues et le Ministre des finances », *Al-Musawwar* (14 déc. 2007); 'Umar SA'ID, « Les résidents de la rue Hussein Higazi ont ouvert leur porte aux manifestants », *Al-Badil* (5 déc. 2007); Muhammad MABRUK, Muhammad TAHIR, Menna BASHA, Tamir AL-MAHDI, 'Ali AL-BADRAWI, Karam AL-DISTI et Mahmud AL-DESOUQI, « Le sit-in entre dans son troisième jour... menaces de grèves de la faim dans les gouvernorats », *Al-Badil* (6 déc. 2007).

peuple. Interviewée par la chaîne Al-Jazeera, une femme déclare : « nous sommes le peuple. Et le peuple a faim. Pas seulement les collecteurs d'impôt ⁴¹. »

5.3.3 *Mise en scène de la démocratie*

Les employés de l'impôt foncier se posent comme les représentants de tous les Égyptiens, hommes, femmes, enfants, chrétiens et musulmans. Ces fonctionnaires sont le peuple, ils parlent au nom du peuple, et ils prennent des décisions de manière démocratique.

Le septième jour de l'occupation de la rue Hussein Higazi (9 décembre 2007), une délégation de quatre employés, dont font partie Kemal Abu 'Aita et Makram Labib, rencontre le ministre Botros Ghali. Celui-ci leur soumet une proposition de règlement de crise. La proposition comprend une augmentation des salaires de 325% en attendant la nouvelle loi sur l'impôt foncier. La délégation indique au ministre qu'elle doit consulter les manifestants avec de prendre une décision. On procédera au vote et la proposition fut rejetée à l'unanimité. Voici comment Kemal Abu 'Aita décrit la scène :

Nous avons procédé au vote et ce fut un vote historique, comme ceux qui avaient lieu à l'époque de la Grèce antique, à Sparte et à Athènes. Un vote direct. Il n'y a pas de députés, non, le peuple lui-même se rassemble sur une place et décide lui-même. Et c'est ce que nous avons fait, nous avons présenté la proposition du ministre aux employés qui étaient sur place, nous avons dit : que ceux qui acceptent la proposition aillent du côté gauche, et que ceux qui refusent aillent de l'autre côté. Tous les employés sont allés du côté droit, un seul est resté du côté gauche. Un seul, il s'appelle 'Amru. Je lui ai demandé après pourquoi il était allé de ce côté et il m'a répondu : "je n'avais pas compris la question". ⁴²

Dans les journaux, on rapporte que les employés de l'impôt ont organisé le premier vote démocratique de l'histoire de l'Égypte : « la décision de rejeter ou d'accepter la proposition devait être prise en tenant compte des avis de tout le monde. C'est ainsi que furent organisées les premières élections démocratiques [d'Égypte]. ⁴³ » Le vote

41. Bulletin d'informations, Al-Jazeera, 4 décembre 2010.

42. Entretien avec Kemal Abu 'Aita, 4 mars 2010, Giza. 'Amru est un pseudonyme.

43. 'Islam 'Abd AL-RASUL, « Des bureaux à la rue », *Ruz Al-Youssef* (31 déc. 2007), Traduction libre.

est présenté comme un événement historique. Ils ont créé, l'espace d'un instant, un petit État, une démocratie en taille réduite sur la rue Hussein Higazi.

Rappeler (non sans un pointe d'humour par Kemal Abu 'Aita) que la décision fut votée à l'unanimité participe d'un discours mettant en valeur l'unité des employés de l'impôt foncier rassemblés autour d'une même cause. D'autres représentations permettront de mettre en scène cette unité, notamment la prière du vendredi 7 décembre, qui fut menée dans la rue.⁴⁴

5.3.4 Réglement du conflit

Della Porta et Diani insistent sur l'importance, lors d'une manifestation, de réussir à imposer une image positive de soi.⁴⁵ Les manifestants qui ont occupé la rue Hussein Higazi sont parvenus à projeter à l'image de fonctionnaires honnêtes, attachés aux idéaux démocratiques, civilisés et courageux. La symbolique qu'ils ont utilisée leur a donné la sympathie de certains députés. Ceux-ci vont les soutenir, non seulement des membres de l'opposition, mais aussi des membres du Parti au pouvoir. Le journal *Al-Badil* rapporte que le député du Parti national démocratique Shuqi 'Abd Al-Halim a déclaré qu'il refuserait de voter la nouvelle loi sur l'impôt foncier tant que les revendications des fonctionnaires ne seraient pas satisfaites.⁴⁶

De leur côté, les manifestants intensifièrent les pressions, ils annoncèrent que le 13 décembre serait le « grand jour », (*al-yawm al-kabir*). Ils invitèrent tous les employés de l'impôt foncier à se joindre à eux et ils annoncèrent que leur nombre

44. La prêche fut menée par un manifestant, Muhammad Sayyed. Le mot d'ordre de la prêche fut le verset 103 de la sourate Al-'Umran (*wa a'tasimu bihabli illahi jami'an wa la tafarraqu*). Rapporté par SA'ID, « Première révolution de fonctionnaires », *op. cit.*

45. Donatella della PORTA et Mario DIANI, *Social Movements : An Introduction*, 2^e éd., Oxford : Blackwell Publishing, 2006, p. 106.

46. Du côté de l'opposition, les critiques ont fusé de toute part : le Tagammu', Frères musulmans, le Wafd, etc., le député des Frères musulmans Sa'd Khalifa aurait critiqué la négligence du gouvernement « qui pousse les employés de l'impôt à dormir dehors en plein hiver. » Salih SHALABY, « Les députés du Parlement posent la solution du problème des manifestants comme condition pour la reconduction de la loi sur l'impôt foncier », *Al-Badil* (11 déc. 2007). Mahmud MUTAWALLI, 'Abdu SALIH et Dalia AL-'UQAD, « Ghali au manifestants : "Restez dans la rue tant que vous voulez : personne ne me tord le bras" », *Nahdat Misr* (10 déc. 2007).

atteindrait bientôt les 15 000 personnes.⁴⁷ Le matin du 13 décembre, des agents de la Sécurité d'État (*Amn Al-Dawla*) vinrent présenter aux dirigeants de la grève une autre proposition de la part du ministre des Finances.⁴⁸ Botros Ghali offrit de tenir le matin même une conférence de presse pour annoncer le transfert administratif des employés de l'impôt au Ministère des finances. L'offre de l'augmentation de salaire de 325% fut maintenue et la promesse fut faite que des mesures disciplinaires ne seraient pas intentées contre les meneurs de la grève. La proposition fut acceptée.

5.3.5 *L'identité empêche une démobilisation trop rapide*

On a vu l'attention portée par le Haut comité pour la grève à l'image qui était projetée dans les médias. Or, on aurait tort de voir l'utilisation de symboles comme une simple stratégie médiatique. Les représentations mises en scène lors de l'occupation de la rue Hussein Higazi ne peuvent être ramenées à un simple travail de relations publiques. Au contraire, les représentations déployées lors d'un tel événement participent, aussi, à la construction d'une certaine image de soi.

Il a été observé que les participants à une action collective ont tendance à intégrer le discours projeté par les médias. « Actors' self-representations are, in fact, continuously confronted with images which institutions, sympathetic and hostile social groups, public opinion, and the media produce of them ».⁴⁹ Les images transmises par les institutions, les médias et l'opinion publique influencent l'image que les acteurs se font d'eux-mêmes.

Ainsi, l'identité des collecteurs d'impôts s'est construite dans ce rapport dialectique

47. 'Umar SA'ID, « Victoire des employés de l'impôt foncier », *Al-Badil* (14 déc. 2007).

48. Le président serait aussi intervenu auprès du ministre des Finances pour le pousser à trouver une solution à la crise. Mahmoud SABRA, « Des ordres présidentiels pour arrêter la crise, le ministre revient sur sa position et publie un décret pour intégrer les employés au Ministère des Finances », *Al-Arabi* (16 déc. 2007)

49. PORTA et DIANI, *Social Movements : An Introduction*, op. cit., p. 105-106 ; Porta et al. citent Alberto MELUCCI, *Challenging Codes*, Cambridge/New York : Cambridge University Press, 1996, 441 p. ; John DRURY et Steve REICHER, « Collective Action and Psychological Change : The Emergence of New Social Identities », *British Journal of Social Psychology* 39 (2000) ; Judith A. HOWARD, « Social Psychology of Identities », *Annual Review of Sociology* 26 (2000), p. 367-393.

entre les représentations déployées lors de l'occupation de la rue Hussein Higazi et l'image qu'en rapportaient les médias.⁵⁰ Nettoyer les lieux, tenir un vote démocratique, prier à l'unisson, sont des actes empreints d'une forte dimension symbolique. Certains manifestants ont eu le sentiment de participer à un événement historique, de lutter pour la démocratie, pour la justice. Les manifestants ont senti que cette victoire leur a « rendu leur honneur » (*al-'amr al-ladhi a'ada qimatahum wa karamatahum al-masluba* [sic]).⁵¹ Ces expériences sont importantes pour comprendre comment certains manifestants vont s'investir, par la suite, dans le projet d'un syndicat indépendant.⁵²

50. Le soutien des médias est souvent très enthousiaste, comme le démontre les titres des articles de journaux : « Les impôts fonciers : une lutte de jour et de nuit », *Al-Badil* (5 déc. 2007) ; 'Umar SA'ID, « Les employés de l'impôt foncier dorment sur des journaux devant le Conseil des ministres », *Al-Badil* (5 déc. 2007).

51. Mahmud AL-ZAH1 et Marwa YASIN, « Les employés après la promesse de Ghali : nous étions des enfants illégitimes, maintenant nous avons un père », *Al-Misri Al-Yawm* (14 déc. 2007).

52. Un investissement qui va très loin. L'un des employés interviewés nous a affirmé qu'il était prêt à « mourir » pour le nouveau Syndicat indépendant.

CHAPITRE VI

CRÉATION DU SYNDICAT INDÉPENDANT DES EMPLOYÉS DE L'IMPÔT FONCIER

Après la fin de la grève, il a été décidé de ne pas dissoudre le Haut comité. On considérait, en effet, que d'autres mobilisations pouvaient être nécessaires si les promesses des autorités n'étaient pas tenues. C'est le Haut comité pour la grève qui va négocier avec les autorités des modalités du transfert administratif des employés de l'impôt foncier au Ministère des Finances, lors d'une réunion le soir du 31 décembre 2007 avec le ministre Botros Ghali.¹ Ainsi, le Haut comité pour la grève sera reconnu peu à peu comme le représentant des employés de l'impôt foncier.

Un « Syndicat indépendant » est évoqué dans l'édition du 16 mai 2008 du journal *Al-Dustur*. On y annonce que le Haut comité pour la grève a changé de nom pour : « Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier » (*al-niqaba al-mustaqilla li-l-'amilin bi-l-dara'ib al-'aqqariya*). Le nouveau syndicat a publié un communiqué où il exprime sa solidarité envers les ouvriers emprisonnés des usines de textile de Mahalla

1. Cette réunion nous fut évoquée dans l'entretien avec Mostafa Bassiouni et l'entretien avec Makram Labib. Mostafa BASSIOUNI, « Les employés des impôts fonciers menacent de refaire un sit-in le 9 janvier devant la lenteur du Ministère des finances à mettre en application les promesse de Botros Ghali », *Al-Dustur* (28 déc. 2007).

Al-Kobra.² Par ailleurs, le communiqué appelle à l'unité du mouvement ouvrier autour d'une même revendication : la hausse du salaire minimum.³

Mais le Syndicat auto-proclamé est encore loin d'avoir acquis un statut légal. En effet, la Loi 35 de 1976 sur les syndicats stipule que pour acquérir une personnalité juridique, toute nouvelle organisation syndicale doit présenter une demande d'adhésion à la Confédération des syndicats égyptiens (en plus d'une demande d'accréditation au Ministère de la Main d'Oeuvre).⁴ Par conséquent, la création d'un syndicat indépendant est théoriquement impossible.

Malgré tout, durant l'année 2008, le syndicat en formation va entreprendre de former des comités syndicaux locaux dans les différents gouvernorats. Dans les gouvernorats où il existait déjà un comité syndical (de la Fédération des employés des banques et des assurances) et où celui-ci s'était opposé aux grèves, à Beni Suef par exemple, des conflits vont éclater entre les nouveaux syndicalistes et les anciens. En Haute-Égypte, notamment dans les gouvernorats de Aswan, Luxor et Qena, où il n'existait pas de comités syndicaux, certains de ces nouveaux comités eurent de la difficulté à se former en raison de pressions qu'ils subirent de la part de leurs supérieurs. Les employés qui tentaient de récolter des signatures pour appuyer la création du nouveau syndicat furent envoyés en interrogatoire et les feuilles de pétition furent confisquées.⁵

Malgré tout, le 20 décembre 2008, une assemblée générale fut convoquée au siège du Syndicat des journalistes (*niqabat al-sahafiyyin*), au Caire, pour voter la composition du comité exécutif du Syndicat indépendant, ainsi que de 14 comités locaux qui ont été

2. Le secteur du textile est un centre névralgique du mouvement ouvrier. Les 25 000 ouvriers de Mahalla Al-Kobra, dans le delta du Nil, ont organisé des grèves en décembre 2006 et en septembre 2007.

3. Mostafa BASSIOUNI, « Les employés de l'impôt annoncent la création d'un syndicat indépendant », *Al-Dustur* (16 mai 2008).

4. Articles 7, 13, 14, 17 et 52 de la Loi 35 de 1976, tels qu'amendés par l'amendement No. 12 de 1995.

5. Ces pressions furent interrompues après une intervention du président de l'Administration de l'impôt foncier Tariq Farrag, voir Yasmine BADAWI, « Les collecteurs d'impôt commencent le combat pour fonder des comités syndicaux en Haute Égypte », *Al-Karama* (18 août 2008).

formés dans les gouvernorats.⁶ Lors de l'assemblée générale, Kemal Abu 'Aita fut élu président du Syndicat indépendant. Le journaliste Mostafa Bassiouni, qui a assisté à l'événement, nous a affirmé que 10 000 employés de l'impôt foncier étaient présents.⁷ À ce moment, le Syndicat nouvellement formé comptait 27 000 membres, mais il ne jouissait toujours pas d'un statut légal.

6.1 Certification d'autorités extérieures : l'Organisation Internationale du Travail et la Confédération des Syndicats Internationaux

Durant les jours qui suivront la tenue de l'assemblée générale, les journaux vont publier une lettre de protestation rédigée par le secrétaire général de la Confédération des syndicats internationaux (CSI), Guy Rider, en support au nouveau syndicat. La lettre critique l'imposition d'un système d'unicité syndicale en Égypte. Elle souligne que la CSI est solidaire du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier. Elle demande par conséquent au gouvernement égyptien d'amender les lois restreignant les libertés syndicales et d'arrêter les pressions exercées à l'encontre du Syndicat indépendant.⁸

Dans cette lettre, la CSI indique que la Loi sur les syndicats (Loi 35 de 1976) contredit les obligations internationales prises par l'Égypte en ce qui a trait aux libertés syndicales. Cette loi a, en effet, été critiquée à plusieurs reprises par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation Internationale du Travail comme contrevenant à la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (N° 87) de 1948 (ratifiée par l'Égypte en 1957).⁹

6. 'Umar SA'ID et May SHAHIN, « Dix mille employés de l'impôt foncier annoncent la création du premier syndicat indépendant depuis 1957 », *Al-Badil* (21 déc. 2008); 'Umar SA'ID et May SHAHIN, « Les syndicalistes déclarent que la création du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier est un premier pas vers la fin de la dictature politique », *Al-Badil* (22 déc. 2008).

7. Entretien avec Mostafa Bassiouni, 22 avril 2010, le Caire. Le chiffre de 10 000 personnes est rapporté aussi par le journal *Al-Badil*. May SHAHIN et Leyla Nur AL-DIN, *Al-Badil* (23 déc. 2008).

8. Mostafa BASSIOUNI, « *Al-Dustur* publie la lettre envoyée par la CSI à Moubarak », *Al-Dustur* (21 déc. 2008); SHAHIN et AL-DIN, *op. cit.*

9. « Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Organisation Internationale du Travail » (2010), URL : www2.ohchr.org/french/law/liberte_syndicale.htm.

Les Articles 2, 7 et 8.2 de la Convention N° 87 stipulent que :

Les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières. (Article 2)

L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs et d'employeurs, leurs fédérations et confédérations, ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus. (Article 7)

La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la présente convention. (Article 8.2).¹⁰

La stratégie des employés de l'impôt foncier consistera à déclarer que les articles ci-haut invalident la Loi 35 de 1976 (notamment l'Article 8.2, qui pose des limites à la législation nationale). Par conséquent, on considérera qu'il s'est pas nécessaire d'adhérer à la Confédération pour être reconnu légalement ; il suffit de déposer une demande d'accréditation au Ministère de la Main d'oeuvre. C'est ce que le Syndicat indépendant va faire le 21 avril 2009. Contre toute attente, la ministre de la Main d'oeuvre 'A'isha 'Abd Al-Hadi va accepter la demande d'accréditation des employés de l'impôt foncier. Elle va même déclarer : « je n'ai aucun intérêt à refuser la création d'un syndicat indépendant¹¹ ». Dans la prochaine section, nous allons voir que les pressions exercées par des organisations internationales ont joué un rôle important pour cette décision.

6.2 Dépôt de la demande d'accréditation : rôle des observateurs étrangers

La date du 21 avril 2009 pour la remise de la demande d'accréditation au Ministère de la Main d'oeuvre ne fut pas choisie au hasard. En effet, ce jour-là, une mission

10. Disponible en ligne : www2.ohchr.org/frenchlawliberte_syndicale.htm

11. Mostafa BASSIOUNI, « Al-Dustur a assisté aux procédures de la remise des documents pour la création du syndicat indépendant », *Al-Dustur* (23 avr. 2009).

de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT rencontrait 'A'isha 'Abd Al-Hadi dans les bureaux du Ministère de la Main d'oeuvre. Le Syndicat, qui avait appris que la Commission d'expert serait en réunion avec la ministre ce jour-là, a su profiter de la présence d'observateurs internationaux.

Nous avons décidé de [changer la date] de la remise de la demande d'accréditation lorsque nous avons appris que le comité d'experts allait venir. Nous ne sommes pas entrés en contact directement avec la Commission d'experts avant le 21 avril, mais ils savaient, à travers [d'autres organisations], que nous allions arriver à ce moment-là.¹²

Un contact indirect a ainsi été établi entre le Syndicat indépendant. La Commission était donc au courant que les employés de l'impôt foncier comptaient déposer une demande d'accréditation ce jour-là.

La présence d'observateurs étrangers lors du dépôt des documents explique en partie l'attitude conciliante affichée par la ministre à l'égard du nouveau syndicat.

la présidente de la Commission d'experts, est venue et a discuté avec 'A'isha 'Abd Al-Hadi. [Elle] a demandé que les choses se passent dans le respect des normes internationales. [Si la Commission d'experts n'avait pas été là], on aurait pu nous empêcher de remettre les documents ! Ensuite, on nous auraient dit : "vous n'avez rien déposé [...] vous n'avez pas suivi les procédures !" ¹³

12. Entretien avec 'Abd Al-Qadir Nada, 20 février 2010, Giza.

13. Entretien avec 'Abd Al-Qadir Nada, 20 février 2010, Giza. On notera que l'attitude conciliante de la ministre 'A'isha 'Abd Al-Hadi pourrait aussi être liée à l'existence d'un conflit personnel entre elle et le président de la Confédération Hussein Megawer. Ce conflit été évoqué à plusieurs reprises dans la presse, notamment pour expliquer le soutien affiché par la ministre des Finances à certaines ONG's critiques de la Confédération (en l'occurrence, le Centre de services pour syndicats et travailleurs *Dar Al-Khadamat Al-'Ummaliya Al-Niqabiya*). Le journal *Al-Ussu'* raconte que la ministre chercherait à « affaiblir son rival. » Ce conflit a été abondamment couvert par les journaux. Sources : « Les raisons de la présence de la ministre de la Main d'oeuvre à l'inauguration du Centre de services pour syndicats et travailleurs », *Al-Ussu'* (19 juil. 2008) ; Ashraf 'AZUZ, « Al-Yawm Al-Sabi publie les messages enflammés entre Megawer et Aisha Abd Al-Hadi », *Al-Yawm al-sabi'* (9 avr. 2010) ; Wala Neema ALLA, « 'A'isha 'Abd Al-Hadi n'a pas mis "Izz" en colère et a fait plaisir à Megawer », *Al-Yawm al-sabi'* (15 avr. 2010) ; Mustafa AL-NAGGAR, « Le PND oblige 'A'isha 'Abd Al-Hadi et Hussein Megawer à se réconcilier », *Al-Yawm al-sabi'* (20 mai 2010) ; Mohammed 'AZUZ, « Aisha Abd Al-Hadi se rétracte et décide de ne pas congédier le vice-président de la Confédération après qu'elle l'ait accusé de négligence », *Al-Yawm al-sabi'* (28 fév. 2007).

En présence de la Commission d'experts, 'A'isha 'Abd Al-Hadi va descendre parmi le groupe de syndicalistes amassés devant le Ministère. Elle va accepter les documents en se déclarant impressionnée par le travail accompli par le Syndicat indépendant, qui est parvenu à récolter 27 000 formulaires d'adhésion et à former 27 comités syndicaux locaux dans les gouvernorats. Elle vantera par ailleurs le professionnalisme (*ihtiraf*) de ses membres, soulignant que le dossier a été bien préparé.¹⁴

Le choix de coordonner la remise des documents pour l'accréditation du syndicat avec la visite de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations relève d'un certain « génie » politique. Il illustre cette capacité essentielle de l'action collective qui consiste à « pouvoir identifier les opportunités et s'en saisir.¹⁵ »

6.3 Création de la Caisse de protection sociale, reconnaissance de la part du ministre des Finances

Outre l'appui de la ministre de la Main d'oeuvre, le nouveau syndicat va recevoir une reconnaissance tacite de la part du ministre des Finances, Botros Ghali. Celui-ci, en effet s'est engagé, lors de la réunion du 31 décembre 2007, auprès du Haut comité pour la grève à créer une caisse de protection sociale et de retraite pour les employés de l'impôt foncier.¹⁶

Les discussions à propos de la création de la caisse de la protection sociale vont être menées entre les représentants du Syndicat indépendant et le ministre des Finances. Les propositions des membres du syndicat seront prises en compte, si bien que le décret ministériel 425 (publié le 28 juillet 2009) procédant à la création de la caisse de protection sociale portera la mention explicite du Syndicat des employés de l'impôt

14. BASSIOUNI, « Al-Dustur a assisté aux procédures de la remise des documents pour la création du syndicat indépendant », *op. cit.*

15. Lilian MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique* 52.1 (2002), p. 93.

16. Le Ministère des Finances va contribuer à la nouvelle caisse en y injectant vingt millions de livres égyptiennes. Entretiens avec Makram Labib, 26 avril 2010, Mit Ghamr, Daqahliya. Entretien avec Tariq Mostafa, 25 avril 2010, Giza.

foncier dans son préambule : « suivant ce qui a été proposé par les représentants du Syndicat des employés de l'impôt foncier » (voir annexe).

Hussein Megawer va s'opposer à ce que le ministre des Finances traite avec le Syndicat indépendant.¹⁷ Après la création de la caisse de protection sociale, le président de la Confédération va accuser le ministre des Finances d'avoir contrevenu aux lois et d'avoir violé la Constitution en reconnaissant le syndicat indépendant.¹⁸

Les pressions de la part du président de la Confédération des syndicats vont porter fruit. En août 2009, le ministre des Finances va publier un nouveau décret portant comme titre : « Correction d'une erreur dans le décret 425 de 2009. » Le nouveau décret modifie l'expression du préambule : « suivant ce qui a été proposé par les représentants du Syndicat des employés de l'impôt foncier ». Il la remplace par « la Fédération des employés des banques et des assurances » (le nouveau décret est présenté dans l'annexe D).

6.4 Les risques de l'internationalisation : délégitimisation

Nous avons vu que le ministre des Finances et la ministre de la Main d'oeuvre vont adopter une position relativement ouverte vis-à-vis du Syndicat indépendant. Ce n'est pas le cas de la Confédération des syndicats égyptiens, dont les critiques à l'endroit du Syndicat indépendant vont se faire de plus en plus vives. L'une des stratégies de la Confédération consistera à tenter de délégitimer le nouveau syndicat en l'accusant de travailler pour des intérêts étrangers.

Lors d'une allocution devant l'Assemblée générale de la Fédération syndicale des employés de la presse, de l'imprimerie et des médias, le 17 octobre 2009, Hussein Megawer déclara : « l'Égypte est la cible de groupes d'intérêts étrangers qui financent

17. Muhammad 'AZUZ, « Megawer demande au Ministre des finances de ne pas reconnaître le Syndicat indépendant, Abu 'Aita répond : "nous ne tirons notre légitimité de personne" », *Al-Misri Al-Yawm* (19 jan. 2009).

18. Muhammad 'AZUZ, « Les employés de l'impôt foncier menacent de faire un sit-in... Megawer accuse Ghali d'avoir "violé la Constitution"... et la Confédération des syndicats étudie la création d'un syndicat pour les fonctionnaires de l'impôt foncier », *Al-Misri Al-Yawm* (2 août 2009).

des groupes à l'interne afin d'affaiblir le mouvement ouvrier¹⁹ ». De son côté, le vice-président de la Confédération des syndicats Mostafa Mungi, affirma, lors de l'Assemblée générale de la Fédération des employés des banques et des assurances, que le Syndicat indépendant était soutenu par les États-Unis et « qu'il travaillait pour des intérêts occidentaux ». ²⁰

Le Syndicat indépendant a répondu qu'il ne dépendait que des cotisations de ses membres pour son financement. Il affirma qu'il ne travaillait pour aucun gouvernement, mais qu'il était partie intégrante d'un mouvement de solidarité internationale entre les peuples. 'Abd al-Qadir Nada a dit

nous n'acceptons aucune aide de la part de gouvernements. Mais nous sommes favorables à l'expression de la solidarité entre les peuples, en particulier entre les représentants des ouvriers. Nous sommes solidaires des mouvements ouvriers partout dans le monde. ²¹

Le soutien qu'il reçoit de la CSI ainsi que de la part d'autres syndicats internationaux s'inscrit dans un mouvement de solidarité internationale²². Kemal Abu 'Aita va par ailleurs déclarer : « Nous acceptons le soutien international [...] tant que ce soutien provient du peuple lui-même et non des gouvernements. ²³ »

19. « *Misr mustahdafa men gihat agnabiyya tumawwil ba'd al-gihat al-dakhiliyya li-khalkhalat al-gibha al-'ummaliyya* ». « Megawer attaque le syndicat indépendant... Abu 'Aita répond que la Confédération des syndicats est à l'article de la mort », *Al-Shuruq* (18 oct. 2009).

20. « *Al-wilayat al-muttahida wa gihat ukhra mashbuha tad'am hadhihi al-niqaba li-khadmat masalih gharbiyya* » Muhammad 'AZUZ, « L'assemblée du Syndicat des employés des banques et des assurances attaque le syndicat indépendant et l'accuse d'être soutenu par les États-Unis et par des "groupes d'intérêt suspects" », *Al-Misri Al-Yawm* (13 nov. 2009).

21. BASSIOUNI, « *Al-Dustur* publie la lettre envoyée par la CSI à Moubarak », *op. cit.*

22. Le Syndicat indépendant a, en effet, adhéré à l'Internationale des services publics. Mostafa BASSIOUNI, « Le Syndicat des employés de l'impôt foncier devient membre de l'Internationale des services publics malgré l'opposition de Megawer », *Al-Dustur* (26 avr. 2009) ; Muhammad 'AZUZ, « La Fédération syndicale des travailleurs des services public menace de se retirer de l'Internationale des services publics pour protester contre l'adhésion du Syndicat indépendant », *Al-Misri Al-Yawm* (2 juil. 2009).

23. SHAHIN et AL-DIN, *op. cit.*

6.5 Contre-attaque de la Confédération

La stratégie du Syndicat indépendant consiste à affirmer que les dispositions concernant l'unicité de la représentation syndicale de la Loi 35 sur les syndicats ont été invalidées par les conventions internationales signées par l'Égypte. Or, il convient de souligner que l'invocation du droit international pour remettre en cause la légitimité d'une loi nationale constitue une stratégie éminemment risquée. Comme nous avons vu, elle comporte le risque d'être accusé d'être soutenu par des intérêts étrangers. Deuxièmement, elle risque de condamner le Syndicat indépendant à opérer dans une situation de quasi-illégalité tant qu'un amendement à la loi 35 ne sera pas décidé. Cette situation juridique ambiguë rend le nouveau syndicat vulnérable.

En 2008, certains syndicalistes, tels Makram Labib s'étaient opposés à l'idée d'un syndicat indépendant de la Confédération. Selon eux, le pari était trop risqué : le nouveau syndicat sera condamné à opérer dans l'illégalité. Lors de notre entretien, Makram Labib a résumé son point de vue de la manière suivante : « on ne peut pas créer un syndicat libre dans un pays dictatorial. ²⁴ »

Ainsi, Makram Labib ainsi qu'un groupe de syndicalistes de Giza, se sont désolidarisés du syndicat en formation. En 2009, ils ont été approchés par la Confédération, qui leur a offert de créer un autre syndicat des employés de l'impôt foncier. Ce syndicat serait affilié à la Confédération.

C'est ainsi qu'une ving-quatrième fédération syndicale fut formée à l'automne 2009 : la Fédération syndicale des employés de l'impôt foncier et des douanes (*al-niqaba al-'amma li-l-'amalin bi-l-dara'ib al-'aqqariya wa-l-gamarik*), pour faire compétition au Syndicat indépendant. ²⁵ Le comité syndical le plus actif de cette fédération est celui de Daqahliya, dont Makram Labib est le président.

Ainsi, les employés de l'impôt foncier aujourd'hui se retrouvent dans une situation

24. Entretien avec Makram Labib, 26 avril 2010, Mit Ghamr, Daqahliya.

25. Magdi SAM'AN, « Megawer crée un vingt-quatrième syndicat pour les travailleurs de l'impôt foncier pour attaquer le syndicat libre », *Al-Shuruq* (4 nov. 2009), URL : <http://www.shorouknews.com/ContentData.aspx?id=104348>, La Fédération des employés des banques et des assurances ne représente plus, depuis cette date, les employés de l'impôt foncier.

complexe où ils peuvent adhérer à deux syndicats : un Syndicat indépendant de la Confédération, et la Fédération syndicale des employés de l'impôt foncier et des douanes, qui lui est membre de la Confédération. Lors des entretiens, les membres du Syndicat indépendant se sont plaints de fraudes : la Fédération syndicale des employés de l'impôt foncier et des douanes aurait inscrit plusieurs employés sans leur consentement. De plus, les contributions à la Confédération ont été déduites automatiquement des chèques de paie des fonctionnaires, alors que le Syndicat indépendant a été empêché de récolter les contributions.²⁶

26. Joel BEININ, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, Washington : Solidarity Center, AFL-CIO, 2010, p. 32.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons posé la question suivante :

Comment des travailleurs qui ne se connaissaient pas et qui ne pouvaient compter sur aucun syndicat pour les soutenir ont-ils réussi à coordonner une action de grève ?

Pour répondre à cette question, il a fallu nous pencher en détail sur la manière dont les employés de l'impôt foncier sont entrés en contact entre eux. Ainsi, nous avons identifié deux mécanismes qui, combinés, ont propagé le conflit à un plus grand nombre de militants : la diffusion directe et l'intermédiation. Nous avons vu que dans certains cas, la coordination a été facilitée par des relations préexistantes entre les militants. Ce fut le cas, notamment, pour la diffusion du conflit à Daqahliya, qui s'appuya sur les relations entre Kemal Abu 'Aita et Makram Labib. Dans d'autres cas, de nouvelles relations ont dû être créées : des intermédiaires ont dû apparaître pour établir un lien entre des localisations sociales disjointes. Pour illustrer le mécanisme d'intermédiation, nous avons choisi de rapporter un récit en particulier, celui de 'Abd Al-Nasir 'Abd Allah. Mais les entretiens que nous avons conduits avec d'autres participants nous ont permis de prendre la mesure de l'importance du processus d'intermédiation pour la diffusion du conflit : Layla (du Caire), Tariq Mostafa (de Gharbiya), Ahmed (de Sohag) et Hisham (de Suez) ont tous joué le rôle d'intermédiaire dans leurs gouvernorats respectifs.

Ainsi, seule une approche dynamique de la mobilisation, soit une approche qui met l'accent sur la formation d'intermédiaire et la création de réseaux, pouvait résoudre le paradoxe apparent d'une action collective s'organisant malgré l'absence de structures de mobilisation. On voit par conséquent les limites d'une conception déterministe des structures de mobilisation en contexte autoritaire. Lorsqu'elle sont posées comme une condition préalable à l'action collective, les structures de mobilisation deviennent inefficaces pour expliquer la mobilisation lorsqu'elle apparaît dans des contextes où l'État contrôle les organisations de la société civile.

Dans ce mémoire, nous avons analysé la manière dont les grévistes ont créé des

réseaux de relations personnelles. Nous avons vu comment des groupes d'employés qui ne se connaissaient pas préalablement sont entrés en contact, ont construit une évaluation partagée de la situation et se sont forgé une identité commune. Le partage d'une expérience marquante comme celle de l'occupation de la rue Hussein Higazi contribua au renforcement de cette identité. Le déploiement de symboles qui évoquaient les idéaux de la démocratie, de l'unité entre les peuples, de l'intégrité, et de l'égalité entre les hommes et les femmes s'est révélé déterminant pour la manière dont les manifestants allaient considérer leur action par la suite. L'expérience, en effet, empêchait qu'une démobilisation immédiate ne se produise. Un désir de s'investir dans de nouvelles causes est apparu (le Syndicat indépendant va militer pour l'augmentation du salaire minimum, par exemple).

Le processus de formation d'identité est crucial pour comprendre la mobilisation dans les contextes autoritaires, cela parce qu'une identité partagée peut permettre de combler certaines lacunes organisationnelles. Dans un État autoritaire, les organisations de la société civile ne jouissent pas des protections légales leur permettant d'opérer librement. L'action collective, dans ce contexte, comporte une part de risque et d'incertitude. La répression peut prendre plusieurs formes et l'absence de protection juridique peut suffire pour dissuader de s'engager dans l'action. L'existence d'un sentiment de solidarité entre les militants permet de diminuer l'évaluation du risque. Sentir que l'on est entouré, et que des proches seront prêts à nous aider dans le cas où les choses tourneraient mal, sont des garanties qui compensent, dans une certaine mesure, les garanties légales que pourrait fournir un État démocratique.²⁷

En résumé, l'étude de la mobilisation en contexte autoritaire implique que l'attention doit être dirigée vers les mécanismes de la création de réseaux informels de relations et vers les processus identitaires liés à ceux-ci.

Dans le présent mémoire, nous avons posé une deuxième question.

27. En entretien, nous avons demandé à Layla, de la succursale de Dar Al-Salam, au Caire, pourquoi Kemal Abu 'Aita n'avait jamais été emprisonné pour ses activités syndicales. Elle a répondu que les régime avait peur de voir descendre dans les rues 47 000 employés de l'impôt foncier. Que cette évaluation de la conduite du régime soit juste ou pas, elle révèle le haut niveau de confiance que les employés ont en leur capacité de mobilisation.

Comment, dans un cadre caractérisé par la fermeture des institutions à l'apparition de nouveaux acteurs — notamment en la capacité du Ministère de la Main d'Oeuvre de refuser la création de tout nouveau syndicat —, ces travailleurs sont-ils parvenus à fonder un syndicat indépendant de la Confédération des syndicats égyptiens ?

La réponse à cette deuxième question impliquait la mise en évidence d'éléments d'ouverture de la structure d'opportunités politique. Nous avons vu, premièrement, que la présence de médias indépendants capables de transmettre l'information liée aux grèves a joué un rôle important pour la création des réseaux sur lesquels allait s'appuyer le nouveau syndicat. Deuxièmement, nous avons pu constater que l'existence d'organisations internationales, notamment l'OIT et la CSI, prêtes à soutenir le syndicat indépendant dans ses démarches, a permis de faire pression sur la ministre de la Main d'Oeuvre 'A'isha 'Abd Al-Hadi à des moments clef de la création du syndicat. Et troisièmement, nous avons souligné l'existence d'un conflit personnel entre la ministre de la Main d'Oeuvre et le président de la Confédération Hussein Megawer qui pourrait expliquer son attitude conciliante face au nouveau syndicat.

Ici, nous souhaitons proposer une réflexion sur la valeur explicative des analyses en termes de structures pour l'étude de la mobilisation. Selon nous, pointer une ouverture dans la structure d'opportunités politiques est une étape nécessaire pour expliquer pourquoi une mobilisation est apparue, mais insuffisante. Pour illustrer ce que nous voulons dire, prenons le problème à l'envers, imaginons un régime de fermeture totale des opportunités et d'absence complète des structures de mobilisation est un régime. Il va de soi que, dans un tel régime, la mobilisation ne pourra pas se développer. En ce qui a trait à notre objet, notre analyse de la structure des opportunités politiques nous permet d'affirmer que sans l'existence de médias indépendants et d'organisations internationales sympathiques à l'idée d'un syndicat indépendant en Égypte, un tel syndicat n'aurait pas pu voir le jour.

Mais il ne s'agit là que de la première partie de l'explication. Et cette partie est probablement celle qui est la moins intéressante pour la compréhension du phénomène. L'existence d'une ouverture indique seulement qu'une mobilisation comme celle qui a émergé était *possible*. Or, cette ouverture n'explique pas *pourquoi* la mobilisation est apparue. Pour comprendre, il faut étudier avec précision comment ces éléments de

structure favorisent, ou entravent, des mécanismes et des processus du conflit au niveau micro-sociologique.

D'où une contribution sur le plan épistémologique : les explications en terme de « structures » sont lacunaires si elles ne s'accompagnent pas d'une explication précise et détaillée de la manière dont ces structures influencent l'action. Pour le chercheur, cela implique de ne pas se contenter de révéler des éléments d'ouverture de structure d'opportunités, mais de tenter d'identifier avec précision lesquels de ces éléments ont joué un rôle déterminant pour la mobilisation.

À titre d'exemple, l'identification des médias indépendants comme élément pertinent d'ouverture de la structure d'opportunités n'a pu être réalisée qu'après avoir analysé en détail comment les médias ont provoqué de l'intermédiation et de l'attribution de similitudes à toutes les étapes du changement d'échelle. Il n'est pas suffisant de déclarer que la presse égyptienne est « plus libre » maintenant qu'auparavant, il faut définir ce que cette liberté implique en terme d'échange d'informations, de possibilité de mise en contact entre des militants (et éventuellement de possibilité de construction d'un contre-discours).

Le même raisonnement s'applique à l'élément d'ouverture que représente l'inscription de l'Égypte dans un contexte international. Ce contexte fait que l'Égypte peut s'exposer à des réprimandes de la part d'organisations telles l'OIT lorsqu'elle ne respecte pas ses engagements. Mais ces pressions exercées sur l'Égypte n'auraient pas pu être activées n'eut été de l'intelligence politique des syndicalistes, qui ont coordonné la remise de la demande d'accréditation de leur syndicat avec la visite de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations au Ministère de la Main d'Oeuvre. Par conséquent, pour une identifier ouverture dans la structure il faut ssvoir évaluer comment cette opportunité a influencé l'action et comment les acteurs se la sont appropriée.

L'analyse de la structure d'opportunités politiques consiste à essayer de comprendre comment le cadre institutionnel, juridique et politique affecte la mobilisation. Or, il est pertinent, en retour, d'essayer de comprendre comment la mobilisation elle-même influe sur le cadre institutionnel. Comme le soulignent Tilly et Tarrow : « [l]e

conflit a un effet en retour. Il refaçonne les relations, institutions, opportunités, menaces et répertoires et par là favorise la démocratisation ou la dé-démocratisation.²⁸ »

Le commentaire de Tilly nous mène à la troisième et dernière question : *la mobilisation populaire peut-elle mener à des changements institutionnels dans un contexte autoritaire ?* Ou de manière plus spécifique : la mobilisation des employés de l'impôt foncier a-t-elle permis de modifier le contexte institutionnel égyptien ? Assistait-on au début d'une transition du corporatisme vers le pluralisme ? Les institutions sont-elles plus ouvertes maintenant qu'elles ne l'étaient auparavant ?

Jusqu'à présent, l'apparition du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier n'a pas eu d'incidence sur le cadre législatif dans lequel évoluent les syndicats. En effet, les Articles de la Loi 35 qui imposent un système d'unicité syndicale sont toujours en vigueur et rien ne semble présager qu'un amendement sera voté dans un futur proche.

Ainsi, si changement il y a, ce n'est pas au niveau des lois qui régissent l'activité syndicale qu'il se trouve, mais au niveau de l'évolution des répertoires du conflit en Égypte. L'occupation d'une rue ou d'un trottoir devant les bureaux du gouvernement consistait en une *innovation*. Or il semblerait que cette innovation soit en voie de s'intégrer aux répertoires classiques du conflit. Lors de notre séjour au Caire à l'hiver 2010, des ouvriers ont dormi devant le Parlement presque sans interruption pour demander des augmentations de salaire. Ils s'inspiraient directement des représentations qui avaient été déployées lors de la grève des employés de l'impôt foncier.

À la manière du mouvement *Kefaya!* qui, déjà, avait dégagé des espaces de liberté en organisant des manifestations au centre-ville du Caire, les employés de l'impôt foncier ont dégagé de nouveaux espaces de liberté en manifestant et en dormant devant les bureaux du gouvernement. Bien sûr, l'avenir de ces espaces de liberté demeure une question ouverte. Toutefois, il est permis de supposer qu'une fois que ces zones de

28. Charles TILLY et Sidney TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, p. 121.

liberté sont apparues, elles ont tendance à se maintenir. Cela parce que l'inscription, d'une représentation dans un répertoire, sert à lui conférer une certaine stabilité

Les employés de l'impôt foncier n'ont pas seulement innové au niveau des répertoires de l'action collective (occupation d'une rue devant les bureaux du Parlement), ils ont aussi proposé une conception différente du syndicalisme en déclarant que la Loi sur les syndicats était invalidée par les conventions internationales signées par l'Égypte. Or, déjà, on constate que l'idée du syndicalisme indépendant a fait son chemin. Le 14 juillet dernier, un autre syndicat, le Syndicat indépendant des enseignants (*al-niqaba al-mustaqilla lil-mu'allimin*) a été fondé. Comme l'avait fait le Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier avant lui, il est allé déposer une demande d'accréditation au Ministère des Finances en déclarant que les conventions internationales signées par l'Égypte le dispensait d'adhérer à la Confédération des syndicats. Cette fois-ci, la ministre 'A'isha 'Abd Al-Hadi a déclaré que son Ministère pas habilité à reconnaître le syndicat parce qu'il s'agit d'un syndicat professionnel (*niqaba mihaniya*) et non ouvrier (*'ummaliya*), ce que conteste actuellement le syndicat.²⁹

« Créer un syndicat indépendant » pourrait s'intégrer aux répertoires du conflit en Égypte si un plus grand nombre de travailleurs décidaient de suivre la voie tracée par les employés de l'impôt foncier. Si tel est le cas, le pluralisme syndical pourrait en venir à s'imposer comme un fait accompli, une réalité sur le terrain avec laquelle le régime doit traiter. Toutefois, la création d'une vingt-quatrième fédération syndicale pour faire compétition au Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier démontre que la Confédération des syndicats n'est pas prête à renoncer au monopole de la représentation des travailleurs. Ainsi, il est encore trop tôt, compte tenu des obstacles qui demeurent, pour savoir si l'expérience de employés de l'impôt foncier constitue effectivement le préambule d'un large mouvement de syndicalisation indépendant.

29. Hatim SALIM, « Le Syndicat indépendant des enseignants annonce l'adhésion de 4 200 membres », *Al-Yawm al-sabi'* (19 juil. 2010); Hatim SALIM, « 'A'isha 'Abd Al-Hadi refuse officiellement de reconnaître le Syndicat indépendant des enseignants », *Al-Yawm al-sabi'* (25 juil. 2010).

APPENDICE A

ENTRETIENS ET OBSERVATION

Tableau A.1
Entretiens avec des employés de l'impôt foncier

Date	Participant(e)(s) ¹	Lieu de l'entretien ²	Durée	Enregistré
16 février 2010	Tariq Mostafa Secrétaire des finances du SI	Siège du SI Giza	2 :00 h	non
20 février 2010	'Abd Al-Qadir Nada Secrétaire général du SI	Siège du SI Giza	1 :30 h	oui
4 mars 2010	Kemal Abu 'Aita Président du SI	Siège du SI Giza	1 :30 h	oui
4 mars 2010	'Abd Al-Nasir 'Abd Allah Membre du comité local de Beni Suef (SI)	Siège du SI Giza	1 :30 h	en partie (15 min)
10 mars 2010	Layla* Membre du comité local du Caire (SI)	Succursale Dar Al-Salam, le Caire	1 :45h	non
10 mars 2010	Farid *, employé ayant participé Employé de l'impôt foncier non syndiqué	Succursale Dar Al-Salam, le Caire	30 min.	non
21 mars 2010	Hisham*, employé ayant participé à l'occupation de la rue Hussein Higazi	Bureaux de la Direction Suez	1 :30 h	non
21 mars 2010	Khaled*, employé ayant participé à l'occupation de la rue Hussein	Bureaux de la Direction Suez	1 :30 h	non
30 mars 2010	Rim* Membre du comité local du Caire (SI)	Café à 'Agouza, le Caire	3 :30 h	en partie (30 min.)
15 avril 2010	Ahmed*, Mahmud*, Mostafa* Membres du comité local de Sohag (SI)	Café à Sohag gouvernorat de Sohag	1 :30 h	oui
25 avril 2010	Kemal Abu 'Aita Président du SI	Siège du SI Giza	40 min.	oui
25 avril 2010	Tariq Mostafa	Siège du SI Giza	25 min.	oui
26 avril 2010	Makram Labib	Café à Mit Ghamr gouvernorat de Daqahliya	2 :30 h	en partie (1 :20h)

Tableau A.2
Autres entretiens

Date	Participant ¹	Lieu de l'entretien ²	Durée	Enregistré
22 mars 2010	Khaled 'Ali, avocat au ECESR	Bureaux du ECESR ³ le Caire	45 min.	non
22 avril 2010	Mostafa Bassiouni journaliste au Dustur au ECESR	café, le Caire	1 :00 h	non

Tableau A.3
Observation

Date	Événement	Lieu	Durée
6 mars 2010	Réunion générale du SI	Siège du SI, Giza	7 h
2 avril 2010	Manifestation pour l'augmentation du salaire minimum	rue Hussein Higazi	3 h
10 avril 2010	Réunion générale du SI	Siège du SI, Giza	4 h

-
1. Les noms marqués d'un astérisque sont des pseudonymes.
 2. L'abréviation SI signifie le Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier.
 3. Egyptian Center for Economic and Social Rights (al-markaz al-misri li-l-huquq al-iqtisadiya wa-l-igtima'iya)

APPENDICE B

ARTICLES DE PRESSE

Ruz Al-Youssef (6 sept. 2006).

‘ACHIR, Ayman, « Les employés de l’impôt foncier ont été laissés de côté, et ils demandent la parité », *Al-Gumhuriyya* (27 sept. 2007).

AL-NAGGAR, Mustafa, « Le PND oblige ‘A’isha ‘Abd Al-Hadi et Hussein Megawer à se réconcilier », *Al-Yawm al-sabi* (20 mai 2010).

AL-RASUL, ‘Islam ‘Abd, « Des bureaux à la rue », *Ruz Al-Youssef* (31 déc. 2007).

AL-ZAHI, Mahmud et Marwa YASIN, « Les employés après la promesse de Ghali : nous étions des enfants illégitimes, maintenant nous avons un père », *Al-Misri Al-Yawm* (14 déc. 2007).

ALLA, Wala Neema, « ‘A’isha ‘Abd Al-Hadi n’a pas mis “‘Izz” en colère et a fait plaisir à Megawer », *Al-Yawm al-sabi* (15 avr. 2010).

« Après des manifestations répétées : les collecteurs d’impôts sont en mauvaise posture, et la tenue d’une enquête gouvernementale demeure un scénario possible », *Al-Gumhuriyya* (12 nov. 2007).

‘ARAB, Tamir Abu, « Manifestation de 1 000 employés de l’impôt foncier devant le Mugamma’ de Giza pour demander l’amélioration de leurs conditions et leur annexion au Ministère des Finances », *Al-Dustur* (11 sept. 2007).

‘AZUZ, Ashraf, « Al-Yawm Al-Sabi publie les messages enflammés entre Megawer et Aisha Abd Al-Hadi », *Al-Yawm al-sabi* (9 avr. 2010).

- ‘AZUZ, Mohammed, « Aisha Abd Al-Hadi se rétracte et décide de ne pas congédier le vice-président de la Confédération après qu’elle l’ait accusé de négligence », *Al-Yawm al-sabi* (28 fév. 2007).
- ‘AZUZ, Muhammad, « La Fédération syndicale des travailleurs des services public menace de se retirer de l’Internationale des services publics pour protester contre l’adhésion du Syndicat indépendant », *Al-Misri Al-Yawm* (2 juil. 2009).
- « L’assemblée du Syndicat des employés des banques et des assurances attaque le syndicat indépendant et l’accuse d’être soutenu par les États-Unis et par des “groupes d’intérêt suspects” », *Al-Misri Al-Yawm* (13 nov. 2009).
- « Les employés de l’impôt foncier menacent de faire un sit-in... Megawer accuse Ghali d’avoir “violé la Constitution”... et la Confédération des syndicats étudie la création d’un syndicat pour les fonctionnaires de l’impôt foncier », *Al-Misri Al-Yawm* (2 août 2009).
- « Megawer demande au Ministre des finances de ne pas reconnaître le Syndicat indépendant, Abu ‘Aita répond : “nous ne tirons notre légitimité de personne” », *Al-Misri Al-Yawm* (19 jan. 2009).
- BADAWI, Yasmine, « Les collecteurs d’impôt commencent le combat pour fonder des comités syndicaux en Haute Égypte », *Al-Karama* (18 août 2008).
- BASSIOUNI, Mostafa, « Al-Dustur a assisté aux procédures de la remise des documents pour la création du syndicat indépendant », *Al-Dustur* (23 avr. 2009).
- « Al-Dustur publie la lettre envoyée par la CSI à Moubarak », *Al-Dustur* (21 déc. 2008).
- « Après trois heures de pour-parlers entre Megawer et des représentants de collecteurs de taxes, les grévistes refusent d’arrêter la grève et passent la nuit au siège de la Confédération des syndicats égyptiens », *Al-Dustur* (15 nov. 2007).
- « Kemal Abu Aita : “Avec les juges je fais mon devoir politique et avec les fonctionnaires je me bats pour la subsistance de ma famille” », *Al-Dustur* (12 déc. 2007).
- « Le Syndicat des employés de l’impôt foncier devient membre de l’Internationale des services publics malgré l’opposition de Megawer », *Al-Dustur* (26 avr. 2009).
- « Les employés de l’impôt annoncent la création d’un syndicat indépendant », *Al-Dustur* (16 mai 2008).
- « Les employés de l’impôt foncier confirment un sit-in le 3 décembre après que Hussein Megawer ait reporté la rencontre avec une délégation de représentants », *Al-Dustur* (23 nov. 2007).

BASSIOUNI, Mostafa, « Les employés des impôts fonciers menacent de refaire un sit-in le 9 janvier devant la lenteur du Ministère des finances à mettre en application les promesses de Botros Ghali », *Al-Dustur* (28 déc. 2007).

BASSIOUNI, Mostafa et Tamir Abu 'ARAB, « Bon moral. Des délégations venues exprimer leur solidarité. Un employé retourne manifester après ses fiançailles. Des enfants qui naissent durant le sit-in se font donner les noms de ses leaders. Tout cela lors du sixième jour de sit-in des employés de l'impôt foncier », *Al-Dustur* (9 déc. 2007).

— « Montée des pressions sur les employés de l'impôt foncier pour qu'ils cessent la grève. Les employés menacent de fonder un syndicat parallèle pour se libérer des Conseils locaux », *Al-Dustur* (28 oct. 2007).

FARGHALI, Taha, « Les collecteurs d'impôts refusent l'accord négocié entre leurs collègues et le Ministre des finances », *Al-Musawwar* (14 déc. 2007).

FU'AD, Hisham, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier scandent : "Dîtes à Botros Ghali qu'il descende de sa haute tour" », *Al-Badil* (22 oct. 2007).

— « Manifestation des employés de l'impôt foncier le 3 décembre », *Al-Badil* (9 nov. 2007).

HAGGAR, Sayyid, Ibrahim GADD et 'Islam 'Abd AL-RASUL, « Nuits à la belle étoile », *Ruz Al-Youssef* (13 déc. 2007).

HASANIN, Tal'at, « Cinquante-cinq mille fonctionnaires annoncent la désobéissance civile », *Al-Arabi* (18 nov. 2007).

HINDAWI, Fayza, « Kemal Abu 'Aita : un homme d'action », *Al-Karama* (29 déc. 2008).

« Les impôts fonciers : une lutte de jour et de nuit », *Al-Badil* (5 déc. 2007).

« Les raisons de la présence de la ministre de la Main d'œuvre à l'inauguration du Centre de services pour syndicats et travailleurs », *Al-Usbu'* (19 juil. 2008).

MABRUK, Muhammad, Muhammad TAHIR, Menna BASHA, Tamir AL-MAHDI, 'Ali AL-BADRAWI, Karam AL-DISTI et Mahmud AL-DESOUQI, « Le sit-in entre dans son troisième jour... menaces de grèves de la faim dans les gouvernorats », *Al-Badil* (6 déc. 2007).

« Megawer attaque le syndicat indépendant... Abu 'Aita répond que la Confédération des syndicats est à l'article de la mort », *Al-Shuruq* (18 oct. 2009).

MURAD, Mahmud et Nawal 'ALI, « Sit-in de 2700 employés de l'impôt foncier en protestation contre la baisse de leurs salaires », *Al-Badil* (11 sept. 2007).

MUTAWALLI, Mahmud, 'Abdu SALIH et Dalia AL-'UQAD, « Ghali au manifestants : "Restez dans la rue tant que vous voulez : personne ne me tord le bras" », *Nahdat Misr* (10 déc. 2007).

QANDIL, Abd Al-Halim, « La montagne de la colère », *Al-Dustur* (14 déc. 2007).

SABAHY, Hamdin, « Le quatrième mouvement », *Al-Karama* (10 déc. 2007).

SABRA, Mahmoud, « Des ordres présidentiels pour arrêter la crise, le ministre revient sur sa position et publie un décret pour intégrer les employés au Ministère des Finances », *Al-Arabi* (16 déc. 2007).

— « Une note au président le met en garde contre une catastrophe sociale », *Al-Arabi* (9 déc. 2007).

SA'ID, 'Umar, « Les collecteurs d'impôts se font menaçants envers Ghali et Megawer », *Al-Badil* (1^{er} déc. 2007).

— « Les employés de l'impôt foncier dorment sur des journaux devant le Conseil des ministres », *Al-Badil* (5 déc. 2007).

— « Les employés scandent des slogans contre le ministre de l'Intérieur, et les femmes se joignent à eux », *Al-Badil* (15 nov. 2007).

— « Les résidents de la rue Hussein Higazi ont ouvert leur porte aux manifestants », *Al-Badil* (5 déc. 2007).

— « Première révolution de fonctionnaires », *Al-Badil* (19 déc. 2007).

— « Victoire des employés de l'impôt foncier », *Al-Badil* (14 déc. 2007).

SA'ID, 'Umar, Mena BASHA et Tamir 'Abd AL-GHANI, « Cinquante-cinq mille employés de l'impôt foncier renouvellent leur sit-in », *Al-Badil* (14 nov. 2007).

SA'ID, 'Umar et May SHAHIN, « Dix mille employés de l'impôt foncier annoncent la création du premier syndicat indépendant depuis 1957 », *Al-Badil* (21 déc. 2008).

— « Les syndicalistes déclarent que la création du Syndicat indépendant des employés de l'impôt foncier est un premier pas vers la fin de la dictature politique », *Al-Badil* (22 déc. 2008).

SALIM, Hatim, « 'A'isha 'Abd Al-Hadi refuse officiellement de reconnaître le Syndicat indépendant des enseignants », *Al-Yawm al-sabi'* (25 juil. 2010).

— « Le Syndicat indépendant des enseignants annonce l'adhésion de 4 200 membres », *Al-Yawm al-sabi'* (19 juil. 2010).

SAM'AN, Magdi, « Megawer crée un vingt-quatrième syndicat pour les travailleurs de l'impôt foncier pour attaquer le syndicat libre », *Al-Shuruq* (4 nov. 2009), URL : <http://www.shorouknews.com/ContentData.aspx?id=104348>.

SHAHIN, May et Leyla Nur AL-DIN, *Al-Badil* (23 déc. 2008).

SHALABY, Salih, « Les députés du Parlement posent la solution du problème des manifestants comme condition pour la reconduction de la loi sur l'impôt foncier », *Al-Badil* (11 déc. 2007).

« Sit-in d'avertissement aujourd'hui à Daqahleyah et le 30 septembre à Beni Suef. Un communiqué confirme la grève au niveau national après l'Aïd Al-Fitr », *Al-Karama* (24 sept. 2007).

APPENDICE C

LISTE DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES

Jusqu'à récemment la Confédération des syndicats égyptiens (*al-ittihad al-'amma li-niqabat 'ummal misr*) était composée de 23 fédérations nationales. Une 24e fédération a été créée en 2009, la Fédération syndicale des travailleurs de l'impôt foncier et des douanes, afin de faire compétition au Syndicat indépendant.

1. Fédération syndicale des ouvriers du textile
(*al-niqaba al-'amma li-'ummal al-ghazl wa-l-nasig*)
2. Fédération syndicale des ouvriers commerciaux
(*al-niqaba al-'amma li-'ummal al-tigara*)
3. Fédération syndicale des ouvriers agricoles
(*al-niqaba al-'amma li-'ummal al-zira'a wa-l-ray wa-l-tharwa al-ma'iya*)
4. Fédération syndicale des travailleurs des banques des assurances et des finances
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-bunuk wa al-ta'minat wa-l-a'mal al-maliya*)
5. Fédération syndicale de la presse, de l'imprimerie et des médias
(*al-niqaba al-'amma li-l-sahafa wa-l-tabba'a wa-l-'i'lam*)
6. Fédération syndicale des travailleurs du transport terrestre
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-naql al barri*)
7. Fédération syndicale des travailleurs de la construction et de l'industrie du bois
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-bina' wa-l-akhchab wa-san' mawad al bina'*)
8. Fédération syndicale des ouvriers de l'industrie alimentaire
(*al-niqaba al-'amma li-'ummal al-sina'a al-ghidha'iya*)

9. Fédération syndicale des travailleurs des services publics
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-marafiq al-'amma*)
10. Fédération syndicale des ouvriers du pétrole
(*al-niqaba al-'amma li-'umm al-bitrul*)
11. Fédération syndicale des travailleurs de chemin de fer
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-sikak al-hadidiya*)
12. Fédération syndicale des communications
(*al-niqaba al-'amma li-l-ittisalat*)
13. Fédération syndicale des services de santé (*al-niqaba al-'amma li-l-khadamat al-sahhiya*)
14. Fédération syndicale des services d'éducation et de la recherche scientifique
(*al-niqaba al-'amma li-l-khadama al-ta'limiya wa-l-bahth al-'ilmi*)
15. Fédération syndicale des industries de l'ingénierie
(*al-niqaba al-'amma li-l-sina'at al-handasiya*)
16. Fédération syndicale des travailleurs du transport maritime
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-naql al-bahri*)
17. Fédération syndicale des travailleurs du transport aérien
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-naql al-gawwi*)
18. Fédération syndicale des travailleurs de l'industrie chimique
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-kimawiyat*)
19. Fédération syndicale des travailleurs des mines
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-managim*)
20. Fédération syndicale des travailleurs du tourisme et de l'hôtellerie
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-siyaha wa-l-fanadiq*)
21. Fédération syndicale des services administratifs
(*al-niqaba al-'amma li-l-khadamat al-'idariya*)
22. Fédération syndicale des travailleurs de la production militaire
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-'intag al-harbi*)
23. Fédération syndicale des travailleurs des postes
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-barid*)
24. Fédération syndicale des travailleurs de l'impôt foncier et des douanes
(*al-niqaba al-'amma li-l-'amilin bi-l-dara'ib al-'aqqariya wa-l-gamarik*)

APPENDICE D

ARTICLES DE LA CONVENTION SUR LA LIBERTÉ SYNDICALE ET LA PROTECTION DU DROIT SYNDICAL, 1948 (N° 87)

- Article 2

Les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières.

- Article 3

1. Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action.

2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice légal.

- Article 4

Les organisations de travailleurs et d'employeurs ne sont pas sujettes à dissolution ou à suspension par voie administrative.

- Article 5

Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit de constituer des fédérations et des confédérations ainsi que celui de s'y affilier, et toute organisation, fédération ou confédération a le droit de s'affilier à des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs.

- Article 6

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus s'appliquent aux fédérations et aux confédérations des organisations de travailleurs et d'employeurs.

- Article 7

L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs et d'employeurs, leurs fédérations et confédérations, ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

- Article 8

1. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la présente convention, les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité.

2. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la présente convention.

- Article 11

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical.



FIGURE D.1 – Occupation de la rue Hussein Higazi en décembre 2007 ¹



FIGURE D.2 – Kemal Abu ‘Aita lors de la manifestation du 3 avril 2010 pour l’augmentation du salaire minimum, rue Hussein Higazi ³

1. Photo : Hossam Al-Hamalawy, www.arabawy.org

3. Photo : Jean Lachapelle

٢ الوقائع المصرية - العدد ١٧٤ تابع (ب) في ٢٨ يولية سنة ٢٠٠٩

وزارة المالية

قرار رقم ٤٢٥ لسنة ٢٠٠٩

في شأن العمل بنظام صندوق خدمة الأغراض الاجتماعية
للعاملين بمصلحة الضرائب العقارية ومديرياتها

وزير المالية

بعد الاطلاع على قانون نظام العاملين المدنيين بالدولة الصادر بالقانون رقم ٤٧
لسنة ١٩٧٨ ولائحته التنفيذية ؛

وعلى قرار رئيس الجمهورية رقم ١٩٤٦ لسنة ١٩٦٩ في شأن تنظيم الخدمة
الاجتماعية للعاملين المدنيين بالدولة ؛

وبناء على ما عرضه ممثلو النقابة العامة للعاملين بالضرائب العقارية ؛

قرر :

(المادة الاولى)

يعمل بالنظام المرفق لصندوق خدمة الأغراض الاجتماعية للعاملين بمصلحة
الضرائب العقارية ، ومديرياتها .

(المادة الثانية)

ينشر هذا القرار في الوقائع المصرية ، ويعمل به من اليوم التالى لتاريخ نشره .

صدر في ٢٨/٧/٢٠٠٩

وزير المالية

د. يوسف بطرس غالى



قَسْرَر
وزير المالية رقم لسنة ٢٠٠٩

بتصحيح خطأ مادي

في قرار وزير المالية رقم ٤٢٥ لسنة ٢٠٠٩

وزير المالية

بعد الإطلاع على قرار وزير المالية رقم ٤٢٥ لسنة ٢٠٠٩

قَسْرَر

(المادة الأولى)

يستبدل بعبارة "وبناء على ما عرضه ممثلو النقابية العامة للعاملين
بالمضارب العقارية" عبارة "النقابة العامة للعاملين بالبنوك والتأمينات والأعمال
للمالية" وذلك في قرار وزير المالية رقم ٤٢٥ لسنة ٢٠٠٩ المشار إليه.

(المادة الثانية)

ينشر هذا القرار في الوقائع المصرية، وعلى الجهات المختصة تنفيذه.

وزير المالية

د. يوسف بطرس غالي

صدر في: ٢٠٠٩/٨/

FIGURE D.4 – Correction du décret 425 de 2009

BIBLIOGRAPHIE

- ALBRECHT, Holger et Oliver SCHLUMBERGER, « “Waiting for Godot” : Regime Change Without Democratization in the Middle East », *International Political Science Review* 25.4 (2004), p. 371–392.
- ANDERSON, Lisa, « Democracy in the Arab World : A Critique of the Political Culture Approach », *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, sous la dir. de Rex BRYNEN, Bahgat KORANY et Paul NOBLE, t. Volume 1, Lynne Rienner Publishers, 1995, p. 77–92.
- ‘AWIDA, Gamal, *L’épopée de la grève des employés de l’impôt foncier (malhamat i’tisam muwazzafi al-dara’ib al-‘aqqariya)*, le Caire : Centre d’Études Socialistes (Markaz al-dirasat al-ishtirakiya), 2008.
- AYUBI, Nazih, *Over-stating the Arab State*, Londres : I. B Tauris, 1995, 514 p.
- BAYAT, A., « The “Street” and the Politics of Dissent in the Arab World », *Middle East Report* (2003).
- BEININ, Joel, *Justice for all : The Struggle for Workers Rights in Egypt*, Washington : Solidarity Center, AFL-CIO, 2010, 130 p.
- BEININ, Joel et Zachary LOCKMAN, *Workers on the Nile*, le Caire : The American University in Cairo Press, 1998, 488 p.
- BIANCHI, Robert, « The Corporatization of the Egyptian Labor Movement », *Middle East Journal* 49.3 (1989), p. 429–444.
- BIANCHI, Robet, *Unruly Corporatism. Association Life in Twentieth-Century Egypt*, Oxford : Oxford University Press, 1989, 268 p.
- BILL, James et Robert SPRINGBORG, *Politics in the Middle East*, 5^e éd., New York : Longman, 1999, 350 p.
- CAMAU, Michel, « Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe », *Critique internationale* 30 (2006), p. 59–81.

- CARDOSO, Fernando Henrique, « The Characterization of Authoritarian Regimes », *The New Authoritarianism in Latin America*, sous la dir. de David COLLIER, Princeton : Princeton University Press, 1979, p. 33–57.
- CLÉMENT, Françoise, « Elections ouvrières : Entre fraude et chasse aux “Frères masqués” », *Chroniques égyptiennes 2006*, sous la dir. d’Enrique KLAUS et Charmaa HASSABO, le Caire : Centre d’Études et de Documentations Économiques et Juridique (CEDEJ), 2006, p. 56–86.
- COLLIER, David, « The Bureaucratic-Authoritarian Model », *The New Authoritarianism in Latin America*, sous la dir. de David COLLIER, Princeton University Press, 1979, p. 19–32.
- DONATI, Paolo R., « Political Discourse Analysis », *Studying Collective Action*, sous la dir. de M. Diani R. EYERMAN, Newbury Park/London : Sage, 1992, p. 136–67.
- DRURY, John et Steve REICHER, « Collective Action and Psychological Change : The Emergence of New Social Identities », *British Journal of Social Psychology* 39 (2000).
- ELSTER, Jon, *Explaining Social Behavior. More Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, 484 p.
- *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge : Cambridge University Press, 1989, 184 p.
- FAHMI, Ninette, *The Politics of Egypt : State-Society Relationship*, Londres : Routledge, 2002, 311 p.
- FILALY-ANSARY, Abu, « Islam, Laïcité, Démocratie », *Pouvoirs* 104 (2003).
- GOBE, Éric, « Corporatismes, syndicalisme et dépolitisation », *La politique dans le monde arabe*, sous la dir. d’Élizabeth PICARD, Paris : Armand Colin, 2006, p. 171–192.
- GOFFMAN, Erving, *Les cadres de l’expérience*, Paris : les Éditions de Minuit, 1991, 576 p.
- HABERMAS, Jürgen, *L’espace public*, Paris : Payot, 1988, 322 p.
- HAMALAWY, Hossam el, « Trade union elections conducted amidst Labor Ministry interference » (10 nov. 2006).
- HEDSTRÖM, Peter et Richard SWEDBERG, eds., *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998, 356 p.
- HOWARD, Judith A., « Social Psychology of Identities », *Annual Review of Sociology* 26 (2000), p. 367–393.

- KEDOURIE, Elie, *Democracy and Arab Political Culture*, 2^e éd., Washington : Routledge, 1994, 120 p.
- KIENLE, Eberhard, *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*, I. B Tauris, 2001, 274 p.
- Les faits : élections syndicales pour la période 2006-2011 (waqa'i' ma gara : al-intikhabat al-niqabiya dawra 2006-2011)*, Helwan : Centre for Trade Unions et Workers Services (dar al-khadamat al-niqabiya wa al-'ummaliya), 2007, 118 p.
- LEWIS, Bernard, *The Political Language of Islam*, Chicago : The University of Chicago Press, 1988, 168 p.
- LINZ, Juan, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Add : Lynne Rienner Publishers, 2000.
- LINZ, Juan et Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore : The John Hopkins University Press, 1996, 508 p.
- Loi 12 de 2003 (Loi unifiée sur le travail)*.
- LONGUENESSE, Élisabeth, « Le "syndicalisme professionnel" en Égypte entre identités socioprofessionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe* 1.24 (1995), p. 139–188.
- MATHIEU, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique* 52.1 (2002), p. 75–100.
- MAUGIRON, Nathalie Bernard et Baudouin DUPRET, « "Les principes de la sharia sont la source principale de la législation" : la Haute cour constitutionnelle et la référence à la Loi islamique », *Égypte/Monde arabe* 2.2 (1999), p. 107–126.
- MCADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY, *Dynamics of Contention*, 2^e éd., Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 387 p.
- MELUCCI, Alberto, *Challenging Codes*, Cambridge/New York : Cambridge University Press, 1996, 441 p.
- MERTON, Robert K., *Social Theory and Social Structure*, New York : The Free Press, 1968, 702 p.
- NABIL, Mustafa, *Better governance for development in the Middle East and North Africa : enhancing inclusiveness and accountability*. Washington : La Banque Mondiale, 2003, 281 p.

- NÉFISSA, Sarah Ben, « “Ça suffit” ? Le “haut” et le “bas” du politique en Égypte », *Politique Africaine* 108 (2007), p. 5–24.
- NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, 3^e éd., Paris : La Découverte, 2002, 125 p.
- O’DONNELL, Guillermo A., « Corporatism and the Question of the State », *Authoritarianism and Corporatism in Latin America*, sous la dir. de James MALLOY, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1977, p. 47–87.
- OSA, Maryjane, *Solidarity and Contention. Networks of Polish Opposition*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003, 240 p.
- PORTA, Donatella della et Mario DIANI, *Social Movements : An Introduction*, 2^e éd., Oxford : Blackwell Publishing, 2006, 345 p.
- « Rapport de la Commission d’experts pour l’application des conventions et recommandations, Organisation Internationale du Travail » (2010), URL : www2.ohchr.org/french/law/liberte_syndicale.htm.
- SAWYER, Keith R., *Creating Conversations : Improvisation in Everyday Discourse*, New Jersey : Hampton Press, 2001, 261 p.
- SCHMITTER, Philippe C., « Still the Century of Corporatism ? », *The Review of Politics* 36.1 (1974), p. 85–131.
- SNOW, David A., Burke E. ROCHFORD, Steven WORDEN et Robert BENFORD, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review* 51 (1986), p. 464–81.
- STEPAN, Alfred et Graeme B. ROBERTSON, « An “Arab” more than “Muslim” Electoral Gap », *Journal of Democracy* 13.(3) (2003), p. 30–44.
- « Arab not Muslim Exceptionalism », *Journal of Democracy* 15.4 (2004), p. 140–146.
- STINCHCOMBE, Arthur L., « The Conditions of Fruitfulness of Theorizing About Mechanisms in Social Science », *Philosophy of the Social Sciences* 21 (1991), p. 367–388.
- TARROW, Sidney, *Power in Movement : Social Movements and Contentious Politics*. 2^e éd., Cambridge : Cambridge University Press, 1998, 271 p.
- TARROW, Sidney et Doug MCADAM, « Scale Shift in Transnational Contention », *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella Della PORTA et Sidney TARROW, Oxford : Rowman Littlefield, 2005, p. 121–150.
- TILLY, Charles, *Democracy*, New York : Cambridge University Press, 2007, 234 p.

- TILLY, Charles, *Regimes and Repertoires*, Chicago : The University of Chicago Press, 2006, 256 p.
- TILLY, Charles et Sidney TARROW, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, 396 p.
- TOMICHE, Fernand J., *Syndicalisme et certains aspects du travail en République arabe unie (Égypte)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 1974, 215 p.
- 'UMAR, Khalid 'Ali, *Les ouvriers et la résistance sociale (al-'ummal wa al-muqawama al-ijtima'iyya)*, le Caire : Centre Juridique Hisham Mubarak (markaz hisham mubarak lil-qanun), 2007, 166 p.
- VANNETZEL, Marie, *Frères éligibles : étude de la mobilisation électorale islamiste en Égypte, le cas des élections législatives de 2005*, Paris : École doctorale de Sciences Po, Master de recherche, 2007, 118 p.